

EnergieSchweiz 2011-2020

Detailkonzept
avec résumé en français

*Entwurf vom 1.10.2010
auf der Basis der Beratung der
Strategiegruppe vom 17.9.2010*

An der Erarbeitung des Detailkonzepts haben mitgewirkt:**Autoren:**

Michael Kaufmann, Bundesamt für Energie BFE

Hans-Peter Nützi, Bundesamt für Energie BFE

Beat Ruff, Bundesamt für Energie BFE

Marianne Sorg, Bundesamt für Energie BFE

Projektgruppe Bundesamt für Energie BFE:

Michael Kaufmann, Programmleiter EnergieSchweiz, Vizedirektor BFE

Hans-Peter Nützi, Leiter Sektion EnergieSchweiz

Marianne Sorg, Fachspezialistin EnergieSchweiz

Renaud Juillerat, Leiter Sektion Wasserkraft

Martin Sager, Leiter Sektion Energieeffizienz

Hans Ulrich Schärer, Leiter Sektion Erneuerbare Energien

Nicole Zimmermann, Leiterin Sektion Öffentliche Hand und Gebäude

EnergieSchweiz

Bundesamt für Energie BFE, Mühlestrasse 4, CH-3063 Ittigen · Postadresse: CH-3003 Bern
Tel. 031 322 56 11, Fax 031 323 25 00 · contact@bfe.admin.ch · www.energie-schweiz.ch

Inhaltsverzeichnis

1	Résumé en français	5
2	Zusammenfassung	9
3	Einleitung	12
3.1	Ausgangslage	12
3.2	Zweck des Detailkonzepts	13
3.3	Vorgehen und Zeitplan	13
3.4	Gliederung des Konzepts	14
4	Eckpfeiler von EnergieSchweiz 2011-2020	15
4.1	Vision und Ziele	15
4.2	Grundsätze	16
4.3	Schwerpunkte und Priorisierungen	18
4.4	Organisation	22
4.5	Finanzieller Bedarf	23
5	Organisation von EnergieSchweiz 2011-2020	25
5.1	Programmstruktur	25
5.2	Programmsteuerung	27
6	Themenschwerpunkt Mobilität	32
6.1	Ausgangslage	32
6.2	Ziele	34
6.3	Strategie	35
6.4	Massnahmen und Projekte	35
6.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	42
7	Themenschwerpunkt Elektrogeräte	44
7.1	Ausgangslage	44
7.2	Ziele	46
7.3	Strategie	46
7.4	Massnahmen und Projekte	47
7.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	57
8	Themenschwerpunkt Industrie und Dienstleistungen	59
8.1	Ausgangslage	59
8.2	Ziele	61
8.3	Strategie	61
8.4	Massnahmen und Projekte	62

8.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	70
9	Themenschwerpunkt Gebäude.....	72
9.1	Ausgangslage	72
9.2	Ziele.....	73
9.3	Strategie	74
9.4	Massnahmen und Projekte.....	74
9.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	80
10	Themenschwerpunkt Erneuerbare Energien	82
10.1	Ausgangslage	82
10.2	Ziele.....	83
10.3	Strategie	84
10.4	Massnahmen und Projekte.....	84
10.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	91
11	Querschnittschwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen	93
11.1	Ausgangslage	93
11.2	Ziele.....	95
11.3	Strategie	95
11.4	Massnahmen und Projekte.....	96
11.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	103
12	Querschnittschwerpunkt Aus- und Weiterbildung	105
12.1	Ausgangslage	105
12.2	Ziele.....	106
12.3	Strategie	107
12.4	Massnahmen und Projekte.....	107
12.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	114
13	Querschnittschwerpunkt Kommunikation.....	116
13.1	Ausgangslage	116
13.2	Ziele.....	117
13.3	Strategie	118
13.4	Massnahmen	120
13.5	Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel	124
14	Programmleitung	126
14.1	Aufgaben	126
14.2	Massnahmen und Projekte.....	126

1 Résumé en français

Situation initiale

Le 4 décembre 2009, par une décision de principe, le Conseil fédéral a résolu de poursuivre le programme SuisseEnergie jusqu'à la fin de 2020. A cet effet, il a chargé le Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) de présenter à la mi-2010 un concept de mise en œuvre du programme.

Ce concept, présenté le 11 juin 2010 comme projet d'un concept détaillé au Conseil fédéral, a été approuvé par celui-ci.

La direction du programme SuisseEnergie a réalisé le présent concept détaillé SuisseEnergie 2011-2020 en se fondant sur la décision du Conseil fédéral, le résultat de l'audition des offices fédéraux concernés, les décisions du groupe stratégique de SuisseEnergie, les propositions des cantons et les avis reçus des partenaires du programme qui ont participé à la conférence organisée sur le sujet. Le concept détaillé doit permettre au groupe stratégique d'étayer son pilotage du programme et de fixer le cadre financier et thématique à l'exécution des mesures du programme à partir de 2011.

Vision et objectifs

SuisseEnergie 2011-2020 fait partie de la «stratégie des quatre piliers» du Conseil fédéral. Le programme renforce prioritairement la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Il encourage les mesures concrètes visant la «société à 2000 watts» et fournit de ce fait, jusqu'en 2020, une contribution déterminante aux objectifs de politique énergétique et climatique nationaux suivants :

- réduction de la consommation énergétique finale par l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les domaines des combustibles, des carburants et de l'électricité;
- réduction des émissions de CO₂ et de la consommation d'énergies fossiles d'au moins 20 pour cent par rapport à 1990 d'ici à 2020;
- augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique globale d'au moins 50 pour cent entre 2010 et 2020; la consommation électrique supplémentaire doit, dans toute la mesure du possible, être couverte par des énergies renouvelables.

Principes

Les principes suivants régissent la mise en œuvre et le développement de SuisseEnergie 2011-2020 :

1. Les mesures et les projets du programme doivent se distinguer par une **conception systémique** : ils doivent combiner optimalement l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.
2. SuisseEnergie entend encourager les idées **novatrices** et les conceptions porteuses d'avenir.
3. SuisseEnergie se concentre sur les mesures de sensibilisation, d'information, de conseil, de formation et de perfectionnement, de soutien à l'assurance de la qualité, de mise en réseau et d'encouragement de projets progressistes. Ce faisant, le programme soutient et complète les autres mesures de la Confédération, des cantons et des communes (notamment les prescriptions, les programmes promotionnels, les redevances incitatives), comprises comme une **combinaison de mesures** efficiente et efficace.

4. Durant les dix prochaines années, SuisseEnergie doit en outre constituer le principal **réseau** du secteur de l'énergie en Suisse.

Priorités

Compte tenu des nouvelles conditions-cadre de la politique énergétique et climatique, les priorités de SuisseEnergie sont fixées comme suit :

- Désormais, toutes les mesures du programme devront être plus fortement axées sur l'**électricité**. En raison de l'«électrification croissante de la société», l'utilisation efficace de l'électricité et une production accrue d'électricité issue d'énergies renouvelables revêtent une grande importance.
- S'agissant des priorités thématiques, le programme insiste sur la **mobilité**, les **appareils électriques, l'industrie et les services**. La mobilité, qui revêt une importance croissante dans la politique énergétique et climatique, doit être fortement thématisée dans SuisseEnergie 2011-2020. Quant aux deux autres priorités thématiques, elles doivent être accentuées, car elles concernent l'efficacité électrique, qui doit faire l'objet d'une attention accrue. Les priorités données aux **bâtiments** et aux **énergies renouvelables** sont déjà relativement bien couvertes grâce aux nouvelles conditions-cadre de politique énergétique et climatique (notamment le Programme Bâtiments, la rétribution à prix coûtant-RPC).
- Les priorités transversales **villes/communes/quartiers/régions, formation et perfectionnement**, seront renforcées. Ces deux thématiques relèvent d'une conception systémique et contiennent des éléments interdisciplinaires. La formation et le perfectionnement représentent un élément central où le besoin de rattrapage est important.
- La valorisation de la **communication**, une priorité transversale, vise à faire de SuisseEnergie la principale plateforme suisse d'information, de conseil et de transfert de savoir-faire pour toutes les questions concernant l'énergie.

Organisation

L'OFEN assure la direction du programme de SuisseEnergie 2011-2020. Le programme subit les modifications organisationnelles suivantes :

- La coopération avec les partenaires doit reposer à l'avenir sur des **projets** limités dans le temps. L'adjudication (ou le soutien) de prestations sur la base de projets permet d'orienter plus directement les prestations en fonction des priorités, elle améliore l'affectation des moyens et, surtout, elle ménage une plus grande flexibilité à la promotion de projets innovants et permet d'élargir plus facilement la coopération avec de nouveaux partenaires.
- Outre les partenariats existants, le programme veut s'associer de **nouveaux partenaires**, en particulier en provenance de l'économie. Le réseau de SuisseEnergie doit être ainsi développé et orienté plus clairement en fonction des priorités.
- A l'avenir, SuisseEnergie devra s'engager davantage dans des **coopérations** avec des partenaires privés («partenariats publics-privés»).

Besoins financiers

SuisseEnergie 2011-2020 requiert une base financière suffisante pour s'acquitter de ses tâches et réaliser les objectifs fixés. Selon le groupe stratégique et la direction du programme, la dotation optimale en moyens à moyen terme (dès 2013) serait de 40 millions de francs. Dans la première phase du programme, au cours de laquelle l'actuel modèle d'agence sera converti en un modèle structuré en projets, le besoin de moyens sera encore faible au début (2011:

30 millions CHF) pour augmenter ensuite continuellement (2012: 35 millions CHF). Selon le plan financier 2011-2013, environ 26 millions de francs seront annuellement à la disposition du pro-

gramme SuisseEnergie, soit l'équivalent du budget de 2010. Ces moyens ne suffiront pas à mettre en œuvre toutes les mesures prévues dans les proportions requises. Sans moyens supplémentaires, les objectifs visés par SuisseEnergie 2011-2020 ne seront donc pas complètement réalisables.

Compte tenu de cette situation, il est indispensable de planifier les tâches susceptibles d'être abandonnées. Le présent concept détaillé indique par conséquent tous les projets prévus qui ne sont pas réalisables en raison du manque de moyens. La sélection a été effectuée en fonction du poids initialement attribué aux différentes priorités du programme. Le groupe stratégique a décidé, en date du 17 septembre 2010, de modifier la pondération des priorités du programme. Au printemps 2011, dans sa nouvelle composition, le groupe stratégique décidera définitivement de la sélection des tâches.

Les moyens fournis par les tiers (économie, cantons, communes) garantissent le financement de SuisseEnergie en complément des moyens engagés par la Confédération. La future stratégie de financement prévoit un développement continu des moyens apportés par les tiers. En d'autres termes, il s'agit de générer davantage de moyens provenant de tiers pour un nombre aussi important que possible de projets de SuisseEnergie. Les projets soutenus par SuisseEnergie doivent être en mesure de s'imposer à long terme sur le marché. Pour atteindre cet objectif, on recourra notamment à la gestion ciblée des projets, à l'affectation des moyens pour une durée limitée par projet et à l'éventuelle planification dégressive des moyens engagés. Un tel dispositif est la condition requise pour ménager, au sein du programme, les marges de manœuvre voulues pour assurer les incitations financières à de nouvelles idées novatrices.

2 Zusammenfassung

Ausgangslage

Der Bundesrat hat am 4. Dezember 2009 in einem Grundsatzentscheid beschlossen, das Programm EnergieSchweiz bis Ende 2020 weiter zu führen. Er hat dabei das Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) beauftragt, Mitte 2010 ein Konzept für die Umsetzung des Programms vorzulegen.

Dieses Konzept wurde als Entwurf eines Detailkonzeptes dem Bundesrat am 11. Juni 2010 vorgelegt und von ihm verabschiedet.

Gestützt auf den bundesrätlichen Entscheid, sowie auf das Ergebnis der Anhörung der betroffenen Bundesämtern, den Beschlüssen der Strategiegruppe von EnergieSchweiz, den Vorschlägen der Kantone und den Rückmeldungen aus der Konzeptkonferenz mit den Programmpartnern, wurde das vorliegende Detailkonzept EnergieSchweiz 2011-2020 durch die Programmleitung fertig gestellt. Das Detailkonzept soll der Strategiegruppe als Grundlage für die Steuerung des Programms dienen sowie den finanziellen und inhaltlichen Rahmen für den Vollzug der Programmmassnahmen ab 2011 vorgeben.

Vision und Ziele

EnergieSchweiz 2011-2020 ist Teil der bundesrätlichen Vier-Säulen-Strategie. Es stärkt in erster Linie die Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien. Das Programm fördert konkrete Schritte in Richtung der Vision der „2000-Watt-Gesellschaft“ und leistet damit bis 2020 einen massgeblichen Beitrag zu folgenden nationalen energie- und klimapolitischen Zielen:

- Reduktion des Endenergieverbrauchs durch Verbesserung der Energieeffizienz im Brennstoff-, Treibstoff- und Elektrizitätsbereich,
- Reduktion der CO₂-Emissionen und des Verbrauchs an fossilen Energien um mindestens 20 Prozent bis 2020 gegenüber dem Stand von 1990,
- Steigerung des Anteils der erneuerbaren Energien zwischen 2010 und 2020 am Gesamtenergieverbrauch um mindestens 50 Prozent. Der zunehmende Elektrizitätsverbrauch soll möglichst durch erneuerbare Energien abgedeckt werden.

Grundsätze

Für die Umsetzung und die Weiterentwicklung von EnergieSchweiz 2011-2020 gelten folgende Grundsätze:

1. Die Massnahmen und die Projekte des Programms sollen sich durch **Systemdenken** auszeichnen und im Sinne einer Gesamtbetrachtung Energieeffizienz und erneuerbare Energien möglichst optimal kombinieren.
2. EnergieSchweiz will **innovative** Ideen und zukunftsfähige Konzepte fördern.
3. EnergieSchweiz konzentriert sich auf Sensibilisierungs-, Informations-, Beratungs- und Aus- und Weiterbildungsmassnahmen sowie die Förderung der Qualitätssicherung, der Vernetzung und fortschrittlicher Projekte. Damit unterstützt und ergänzt das Programm die übrigen Massnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden (v.a. Vorschriften, Förderprogramme, Lenkungsabgaben) im Sinne eines wirksamen und effizienten **Massnahmen-Mixes**.
4. EnergieSchweiz soll auch in den nächsten zehn Jahren das wichtigste **Netzwerk** im Energiesektor sein.

Schwerpunkte

Die Schwerpunkte von EnergieSchweiz werden aufgrund der neuen energie- und klimapolitischen Rahmenbedingungen folgendermassen festgelegt:

- Neu sollen sich alle Programmassnahmen verstärkt auf **Elektrizität** ausrichten. Ein effizienter Stromeinsatz und die verstärkte Produktion von Strom aus erneuerbaren Energien sind angesichts der zunehmenden „Elektrifizierung der Gesellschaft“ von grosser Bedeutung.
- Bei den Themenschwerpunkten stellt das Programm die Schwerpunkte **Mobilität, Elektrogeräte** sowie **Industrie und Dienstleistungen** in den Vordergrund. Die Mobilitätsthematik ist energie- und klimapolitisch von wachsender Bedeutung und soll in EnergieSchweiz 2011-2020 einen wichtigen Stellenwert haben. Die beiden anderen Themenschwerpunkte sollen deshalb mehr Gewicht erhalten, da sie im Hinblick auf die Stromeffizienz, die stärker in den Fokus rückt, relevant sind. Die Schwerpunkte **Gebäude** und **erneuerbare Energien** sind mit den neuen energie- und klimapolitischen Rahmenbedingungen (u.a. Gebäudeprogramm, KEV) bereits relativ gut abgedeckt.
- Die Querschnittsschwerpunkte **Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen, Aus- und Weiterbildung** werden verstärkt. Beide Themenkreise sind dem Systemdenken verpflichtet und beinhalten interdisziplinäre Elemente. Aus- und Weiterbildung ist ein zentrales Element, bei dem ein hoher Nachholbedarf besteht.
- Die Aufwertung des Querschnittsschwerpunkts **Kommunikation** hat zum Ziel, EnergieSchweiz zur wichtigsten Schweizer Plattform für Informationen, Beratung und Know-how-Transfer in allen Energiefragen zu machen.

Organisation

Die Programmleitung von EnergieSchweiz 2011-2020 wird vom BFE wahrgenommen. Das Programm erfährt folgende organisatorische Änderungen:

- Die Zusammenarbeit mit Partnern soll zukünftig auf zeitlich befristeten **Projekten** basieren. Die Vergabe (bzw. Unterstützung) von Leistungen auf Projektbasis ermöglicht eine direktere Ausrichtung der Leistungen auf die Schwerpunkte, einen effizienteren Mitteleinsatz und vor allem eine grössere Flexibilität zur Förderung von innovativen Projekten sowie zur Ausweitung der Zusammenarbeit mit neuen Partnern.
- Neben den bestehenden Partnerschaften will das Programm **neue Partner** gewinnen, insbesondere aus der Wirtschaft. Dadurch soll das Netzwerk von EnergieSchweiz ausgebaut und stärker auf die Schwerpunkte ausgerichtet werden.
- Zukünftig soll EnergieSchweiz vermehrt **Kooperationen** mit privaten Partnern im Sinne des „Public Private Partnership“ eingehen.

Finanzieller Bedarf

EnergieSchweiz 2011-2020 benötigt eine ausreichende finanzielle Basis, um seine Aufgaben zu erfüllen und die Ziele zu erreichen. Der optimale Mittelbedarf liegt aus Sicht der Strategieguppe und der Programmleitung mittelfristig (ab 2013) bei 40 Millionen Franken. In der ersten Programmphase, in der das bestehende Agenturmodell in ein Projektmodell überführt wird, wird der Mittelbedarf vorerst noch kleiner sein (2011: 30 Mio. CHF) und kontinuierlich ansteigen (2012: 35 Mio. CHF). Gemäss Finanzplan 2011-2013 stehen für das Programm EnergieSchweiz rund 26 Millionen Franken pro Jahr zur Verfügung. Dies entspricht dem Programmbudget von

2010. Diese Mittel werden nicht ausreichen, um alle geplanten Massnahmen im erforderlichen Umfang umzusetzen. Die angestrebten Ziele von EnergieSchweiz 2011-2020 werden somit ohne zusätzliche Mittel nicht vollständig erreicht werden können.

Aufgrund dieser Ausgangslage ist eine Verzichtsplanung unerlässlich. Im vorliegenden Detailkonzept wird daher auf alle geplanten, aber aufgrund der fehlenden Mittel nicht realisierbaren Projekte hingewiesen. Dabei wurde von der ursprünglich vorgesehenen Gewichtung der einzelnen Programmschwerpunkte ausgegangen. Die Strategieguppe hat am 17. September 2010 entschieden, die Gewichtung der Programmschwerpunkte zu ändern. Die neu konstituierte Strategieguppe wird Anfang 2011 über die definitive Verzichtsplanung befinden.

Ergänzend zu den Bundesmitteln stellen Mittel von Dritten (Wirtschaft, Kantone, Gemeinden) die Finanzierung von EnergieSchweiz sicher. Die künftige Finanzierungsstrategie sieht einen kontinuierlichen Ausbau der Drittmittel vor, das heisst, dass für möglichst viele EnergieSchweiz-Projekte zunehmend Drittmittel generiert werden sollen. Die von EnergieSchweiz unterstützten Projekte sollen sich langfristig am Markt behaupten können. Dies soll insbesondere durch ein gezieltes Projektmanagement, die Befristung der eingesetzten Mittel pro Projekt und allfälligen Absenkpfeilen erreicht werden. Nur so schafft das Programm gleichzeitig die notwendigen Spielräume für das finanzielle Anschieben neuer, innovativer Ideen.

3 Einleitung

3.1 Ausgangslage

Das vorliegende Detailkonzept basiert auf dem von der Strategieguppe von EnergieSchweiz¹ am 15. September 2009 verabschiedeten Konzept zu EnergieSchweiz nach 2010. Dieses breit abgestützte Konzept diente als Grundlage für den Bericht zuhanden des Bundesrates.

Der Bundesrat fällte am 4. Dezember 2009 den Grundsatzentscheid, das Programm EnergieSchweiz bis Ende 2020 weiter zu führen. Er beauftragte daraufhin das Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK), bis Mitte 2010 ein Konzept für die Umsetzung des Programms zu erarbeiten. Dieses wurde in Form eines Entwurfs zu einem Detailkonzept dem Bundesrat am 11. Juni 2010 vorgelegt und vom ihm verabschiedet.

Gestützt auf den bundesrätlichen Entscheid sowie auf das Ergebnis der Anhörung der betroffenen Bundesämtern, den Beschlüssen der Strategieguppe von EnergieSchweiz, den Vorschlägen der Kantone und den Rückmeldungen aus der Konzeptkonferenz mit den Programmpartnern, wurde das vorliegende Detailkonzept EnergieSchweiz 2011-2020 durch die Programmleitung fertig gestellt.

Die Strategieguppe setzt ausgehend vom Detailkonzept Schwerpunkte für die dritte Programmdekade und beauftragt die Programmleitung mit der operativen Umsetzung der beschlossenen Massnahmen. Die Jahre 2011 und 2012 sind als Übergangsjahre zu verstehen, in denen das bestehende Agenturmodell langsam in ein Projektmodell überführt wird. Dabei soll die Kontinuität gewahrt bleiben und neue Projekte mit neuen Partnern schrittweise aufgebaut werden.

Gemäss dem Entscheid des Bundesrates soll das Programm EnergieSchweiz

- als zentrale Plattform zur Vernetzung, Koordination, Information und Motivation für Energieeffizienz und erneuerbare Energien fortgeführt werden,
- stärker auf die aktuellen energie- und klimapolitischen Herausforderungen ausgerichtet werden,
- sich auf die Sensibilisierung, Information und Beratung für Energiefragen sowie die Aus- und Weiterbildung konzentrieren,
- zum bereits bestehenden umfangreichen Netzwerk neue Partnerschaften aufbauen, insbesondere mit der Wirtschaft,
- vom Bundesamt für Energie (BFE) operativ geleitet werden und ein Budget von mindestens rund 26 Mio. CHF umfassen. Grundlage sind der Finanzplan des Bundesrates sowie die jährlichen parlamentarischen Beschlüsse zum jeweiligen Voranschlag der Eidgenossenschaft.

¹ Die Strategieguppe von EnergieSchweiz besteht aus Vertretern der Kantone, der nationalen Politik, der Wirtschaft, von Wirtschafts- und Umweltverbänden, der Bundesverwaltung (BFE und BAFU) und wird vom Generalsekretär des UVEK präsiert.

3.2 Zweck des Detailkonzepts

Mit dem vorliegenden Detailkonzept trägt das BFE (bzw. das UVEK) dem Bundesratsentscheid vom 11. Juni 2010, dem Ergebnis der Anhörung der betroffenen Bundesämtern, den Beschlüssen der Strategiegruppe von EnergieSchweiz, den Vorschlägen der Kantone und den Rückmeldungen aus der Konzeptkonferenz mit den Programmpartnern vollumfänglich Rechnung.

Es dient der Strategiegruppe als Grundlage für die Programmsteuerung und der Programmleitung (BFE) als Leitplanke für die operative Durchführung des Programms bis 2020.

Das Detailkonzept

- präzisiert die Grundsätze und die Schwerpunkte des neuen Programms auf der Basis des Bundesratsentscheids vom 11. Juni 2010,
- konkretisiert die Ziele, die Massnahmen und die Projekte der geplanten Themen- und Querschnittsschwerpunkte und zeigt auf, welche Projekte aufgrund der knappen Mittel nicht realisiert werden können, und welche Auswirkungen dies auf die Zielerreichung hat,
- und formuliert Vorgaben zur Organisation und Steuerung des Programms.

3.3 Vorgehen und Zeitplan

Vorgehen

Aufgrund des vorliegenden Detailkonzepts und des Entscheids vom 17. September 2010 der Strategiegruppe von EnergieSchweiz zur Mittelverteilung wird die Programmleitung die konkrete Ausgestaltung der Programmmassnahmen für die Jahre 2011-2013 den finanziellen Rahmenbedingungen anpassen und Aufträge für konkrete Projekte vergeben. Zudem wird sie das Programmcontrolling gemäss den neuen Vorgaben aufbauen und eine neue Kommunikationsplattform entwickeln.

Zeitplan

Die Arbeiten bis Ende 2011 richten sich nach folgendem Zeitplan:

Arbeiten	Termine
Bundesratsbeschluss zum Konzept EnergieSchweiz 2011-2020	11. Juni 2010
Fertigstellung Detailkonzept zuhanden der Strategiegruppe	Juni bis September 2010
Verabschiedung Kommunikationskonzept EnergieSchweiz	August 2010
Entwicklung neue Kommunikationsplattform „Guichet Unique“	ab August 2010
Beschluss über Mittelverteilung 2011-2013 auf Schwerpunkte	Strategiegruppe 17.9.2010
Information der Programmpartner	Strategiekonferenz 26.10.2010
Ausschreibungen der Projekte	ab November 2010
Vergabe der Projekte	erste Vergaben Dezember 2010, dann laufend

Umsetzungsphase I (Übergangsjahr 2011): Operative Tätigkeit im Rahmen der bisherigen Projekte und Start von neuen Projekten sowie Vorbereitung weiterer neuer Projekte, die erst im Verlauf 2012 realisiert werden.	ab Januar 2011
Konstitution neue Strategiegruppe, Beschluss über Mittelverteilung und Verzichtsplanung, Auswahl von strategisch wichtigen Projekten und Kooperationen	Strategiegruppe Januar 2011
Neue Kommunikationsplattform „Guichet Unique“ operativ	Herbst 2011
Information der Programmpartner	Strategiekonferenz Herbst 2011, Teilnahme DC (neu!)

Tabelle 1 Arbeiten Detailkonzept EnergieSchweiz 2011-2020: Zeitplan bis Ende 2011

3.4 Gliederung des Konzepts

Das Detailkonzept ist wie folgt gegliedert:

- Kapitel 4 präzisiert die Ziele und die Grundsätze des neuen Programms. Dabei werden insbesondere die „Philosophie“ des Programms, die Schwerpunkte, die organisatorischen Änderungen und der finanzielle Bedarf dargestellt.
- Kapitel 5 beschreibt die Organisation des neuen Programms (Strukturen, Prozesse und Steuerungsinstrumente).
- Kapitel 6 bis 10 konkretisieren die Ziele, die Massnahmen und die geplanten Projekte der fünf thematischen Schwerpunkte „Mobilität“, „Elektrogeräte“, „Industrie und Dienstleistungen“, „Gebäude“ und „Erneuerbare Energien“.
- Kapitel 11 bis 13 führen die Ziele, die Massnahmen und die voraussichtlichen Projekte der drei Querschnittsschwerpunkte „Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen“, „Aus- und Weiterbildung“ und „Kommunikation“ aus.
- Kapitel 14 listet die Projekte auf, die im Rahmen und zur Unterstützung der Programmleitung jährlich durchgeführt werden.

4 Eckpfeiler von EnergieSchweiz 2011-2020

4.1 Vision und Ziele

Vision

EnergieSchweiz basiert auf der energiepolitischen Vier-Säulen-Strategie und der Strategie zur Nachhaltigen Entwicklung des Bundesrates und orientiert sich an der Vision der „2000-Watt-Gesellschaft“. Diese verlangt eine langfristige, auf eine nachhaltige Entwicklung ausgerichtete Reduktion des von der Schweiz nachgefragten Primärenergiebedarfs und der damit verbundenen Treibhausgasemissionen. Diese Vision kann nur durch die beschleunigte Markteinführung und -etablierung von neuen, hoch effizienten Technologien, durch eine deutlich verstärkte Nutzung von neuen erneuerbaren Energien und durch ein grosses, aktives Netzwerk von Partnern aus Wissenschaft, Wirtschaft und Politik erreicht werden. Der Wandel bedingt eine Anpassung der Infrastrukturen und eine energiebewusste Lebensweise.

EnergieSchweiz versteht sich als „Treiber“ und „Katalysator“ bei der Herbeiführung der erforderlichen Energiewende in der Schweiz und übernimmt in Zusammenarbeit mit Partnern eine Führungsrolle in Zukunftsprojekten im Energiebereich. Damit leistet EnergieSchweiz einen massgeblichen Beitrag zur Energieversorgungssicherheit und zur Reduktion der Treibhausgase in der Schweiz.

Ziele EnergieSchweiz 2011-2020

EnergieSchweiz konzentriert sich auch im nächsten Jahrzehnt auf die Themen Energieeffizienz und erneuerbare Energien. Die allgemein formulierten Ziele von EnergieSchweiz 2011-2020 lauten:

- EnergieSchweiz leistet einen massgeblichen Beitrag zu einer sicheren, wirtschaftlichen, umweltverträglichen und CO₂-armen Energieversorgung durch sparsame und rationelle Energienutzung und die verstärkte Nutzung von erneuerbaren Energien. Dabei soll der Energieverbrauch insgesamt (von der Primär- bis zur Endenergie) gesenkt werden.
- Zudem leistet das Programm einen wesentlichen Beitrag zur marktkonformen Entwicklung von Innovationen und neuen Technologien und zur Schaffung dauerhafter Arbeitsplätze in diesen beiden Bereichen.

Im Konkreten richtet sich EnergieSchweiz an den aktuellen energie- und klimapolitischen Zielen der Schweiz aus und leistet einen wichtigen Beitrag zu deren Erreichung. Folgende nationale Energieversorgungs- und Klimaschutzziele sind für EnergieSchweiz wegweisend:

- Reduktion des Energieverbrauchs (von der Primär- bis zur Endenergie) durch Verbesserung der Energieeffizienz im Brennstoff-, Treibstoff- und Elektrizitätsbereich. Bedingung dafür ist eine gesamtenergetische Betrachtungsweise.

- Reduktion der CO₂-Emissionen und des Verbrauchs an fossilen Energien um mindestens 20 Prozent bis 2020 gegenüber dem Stand 1990.²
- Steigerung des Anteils der erneuerbaren Energien zwischen 2010 und 2020 am Gesamtenergieverbrauch um mindestens 50 Prozent. Der zunehmende Elektrizitätsverbrauch soll möglichst durch erneuerbare Energien abgedeckt werden.

4.2 Grundsätze

Die folgenden Grundsätze gelten für die (Weiter-) Entwicklung und die Umsetzung von EnergieSchweiz 2011-2020.

Im Gesamtsystem denken

Bisher sind die Ziele der Energiepolitik sektoriell ausgerichtet: Der Wärmebedarf soll möglichst klein sein, die Mobilität mit möglichst wenig Treibstoff auskommen und der Strom immer effizienter eingesetzt werden. Die einzelnen Verwendungszwecke werden in der Regel isoliert betrachtet. In den einzelnen Sektoren werden so Erfolge erzielt. Oft ergeben sektoriell ausgerichtete Massnahmen jedoch keine optimale Gesamtwirkung.

EnergieSchweiz fokussiert deshalb auf das energetische Gesamtsystem: Die Energieversorgung ist als auf die Nachfrage- und Angebotsseite sowie über die verschiedenen Verwendungszwecke hinausgehend greifendes Gesamtsystem auszurichten. In diesem Sinne sind die Themen „Energieeffizienz“ und „Erneuerbare Energien“ in der Praxis kombiniert zu verstehen. Im ersten Schritt ist der Energiebedarf mit möglichst geringem Primärenergieeinsatz zu minimieren (Energieeffizienz auf Nachfrage- und Angebotsseite). Der verbleibende Bedarf ist mit erneuerbaren Energien zu decken. System

Nachfrage und Angebot

- Die Energienachfrage ist auf die tatsächlichen Bedürfnisse an Komfort- und Prozessenergie sowie an Mobilität auszurichten. Die Nutzungstechnologien sind konsequent auf möglichst hohe Umwandlungswirkungsgrade zu bringen. Die Energienutzung ist durch optimiertes Nutzungs- und Betriebsverhalten auf den effektiven Bedarf abzustimmen.
- Das Angebot an Komfortwärme und -kühlung, an thermischer Prozessenergie (Wärme und Kälte), Elektrizität und Mobilität ist durch eine geschickte Kombination verschiedener Technologien so bereit zu stellen, dass möglichst wenige Exergieverluste entstehen. Das bedeutet beispielsweise die Kombination der Elektrizitätsproduktion mit der Nutzung des Stroms durch Wärmepumpen, Wärmerückgewinnungsanlagen und die Kaskadennutzung thermischer Energie.
- Die Förderung erneuerbarer Energien soll dem Gesamtsystem dienen. Ziel ist, zur Befriedigung der einzelnen Bedürfnisse insgesamt einen minimalen Einsatz an (nicht erneuerbarer) Primärenergie aufzuwenden. Bei den erneuerbaren Energien gilt der Grundsatz der optimalen Ressourcennutzung.

² Entsprechend der Botschaft des Bundesrates über die Schweizer Klimapolitik nach 2012 vom 26. August 2009.

Innovationen für die Wirtschaft

EnergieSchweiz fördert gute Konzepte und innovative Ideen. Private und öffentliche Initiativen werden dabei gleichberechtigt behandelt – im besten Fall in Kombination. Die Innovationen können Konzepte, Strukturen und Prozesse, Produkte und Dienstleistungen oder Fördermassnahmen betreffen.

EnergieSchweiz unterstützt gute Konzepte und innovative Lösungen und will sie zur Marktreife bringen. Die Unternehmen sollen die Innovationen umsetzen. Die Konsumenten sollen investieren und kaufen. Wo sich Selbstläufer abzeichnen oder wo neue gesetzliche Grundlagen entstehen und die finanziellen Mittel oder Vorschriften dem Produkt genügend „Schub“ geben, wird die Unterstützung von EnergieSchweiz reduziert. Für Projekte von EnergieSchweiz sollen Absempfade der finanziellen Unterstützung durch EnergieSchweiz definiert werden. Das Ziel ist der Erfolg auf dem Markt.

EnergieSchweiz versteht sich als Katalysator und Anschubhilfe für innovative und zukunftsorientierte Lösungen. Das Programm schafft bewusst Spielräume für neue Projekte. Die nächsten zehn Jahre sind der Innovation und den Konzepten verpflichtet, die über den Durchschnitt und den Stand der Technik hinausgehen.

Ausgewogenen Massnahmen-Mix realisieren

EnergieSchweiz ergänzt die regulativen und marktwirtschaftlichen Massnahmen sowie andere Fördermassnahmen und leistet damit einen Zusatzbeitrag zur Erreichung der energie- und klimapolitischen Ziele. Die auf Sensibilisierung, Information, Beratung, Aus- und Weiterbildung, Qualitätssicherung, Vernetzung und Förderung fortschrittlicher Projekte ausgerichteten Angebote von EnergieSchweiz sollen im Zusammenspiel mit anderen Massnahmen Synergien und damit einen Mehrwert schaffen.

EnergieSchweiz fördert die Entwicklung zu mehr Energieeffizienz und zu einem verstärkten Einsatz der erneuerbaren Energien auf dreifache Weise:

- Erstens zeigt das Programm innovative und fortschrittliche Lösungen in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien auf, die sich in der Praxis bewähren. Insbesondere sollen vermehrt Projekte entwickelt und unterstützt werden, die auf die Optimierung des Gesamtsystems abzielen. Damit weist das Programm den Weg für die Verbreitung innovativer und zukunftsorientierter Lösungen bei privaten und öffentlichen Partnern sowie für die Weiterentwicklung von Normen, Labels, Vorschriften und Förderprogrammen.
- Zweitens erzielt das Programm durch die Vernetzung mit zahlreichen privaten und öffentlichen Partnern und die Umsetzung von gemeinsamen Projekten eine direkte Wirkung im Markt. Beispiele sind die Förderung der effizienten Fahrweise, die Lancierung und Weiterentwicklung von Labels (u.a. MINERGIE), die mit Partnern umgesetzten Programme in der Wirtschaft (u.a. Grossverbrauchermodell) und bei den Gemeinden (EnergieSchweiz für Gemeinden) und die Zusammenarbeit von Agenturen mit privaten und öffentlichen Partnern (z.B. energho, Eco-Drive).
- Drittens verstärkt EnergieSchweiz die Wirkung der bestehenden und der geplanten regulativen und marktwirtschaftlichen Massnahmen sowie der gesetzlichen Fördermassnahmen. Erst

durch den Abbau von Hemmnissen (finanzielle und strukturelle Hemmnisse sowie Informations-, Beratungs- sowie Aus- und Weiterbildungsdefizite) und die Reduktion von Transaktionskosten erreichen diese Massnahmen ihre optimale Wirksamkeit. Beispielsweise kann die Wirksamkeit von gesetzlichen Förderprogrammen durch die Sensibilisierung, die Information und die Beratung der Gebäudebesitzer, die Schulung der Fachleute und Qualitätssicherungsmassnahmen massgeblich verbessert werden.

Das wichtigste Netzwerk privater und öffentlicher Akteure

EnergieSchweiz soll auch in der nächsten Dekade das wichtigste Netzwerk im Energiesektor sein. Die wichtigsten Partner aus dem öffentlichen Sektor (Bund, Kantone, Gemeinden), aus der Privatwirtschaft (Dachverbände, einzelne Unternehmen und Unternehmergruppen) und von der Konsumentenseite (Dachverbände, einzelne Investoren und Konsumentengruppen) sollen sich unter dem Dach von EnergieSchweiz zusammenschliessen und dazu beitragen, die gesetzlichen Rahmenbedingungen weiter zu entwickeln und umzusetzen. Vor allem aber sollen sie weitergehende, innovative und zukunftsorientierte Projekte lancieren und umsetzen. Dabei darf das Programm gewisse Risiken eingehen – aber auch erfolgsorientiert und dynamisch sein. Neben bestehenden Partnern und nach wie vor der starken Partnerschaft zwischen Bund und Kantonen will das Programm zukünftig neue Partner, insbesondere aus der Wirtschaft, einbeziehen. Damit soll das Programm breiter verankert und stärker auf die Schwerpunkte fokussiert werden.

4.3 Schwerpunkte und Priorisierungen

EnergieSchweiz 2011 bis 2020 ist im Wesentlichen in den bisherigen Themen- und Querschnittsschwerpunkten tätig. Die Schwerpunkte 2011-2010 werden aufgrund der neuen energie- und klimapolitischen Rahmenbedingungen gesetzt:

Voraussetzungen für die Schwerpunktbildung:

1. Alle Schwerpunkte sollen einen Bezug zum Thema **Stromeffizienz** schaffen. Ein effizienter Stromeinsatz und die verstärkte Produktion von Strom aus erneuerbaren Energien sind angesichts der zunehmenden „Elektrifizierung der Gesellschaft“ zur Erreichung der übergeordneten Ziele bzw. zur Sicherstellung der Versorgungssicherheit von zentraler Bedeutung. Insbesondere werden im Unterschied zum Wärmebereich die grossen Stromeffizienzpotenziale durch die bestehenden gesetzlichen Massnahmen ungenügend angegangen. Die Stromeffizienzmassnahmen sind zwar in der Regel wirtschaftlich oder kurz davor. Ihrer Ausschöpfung stehen vor allem Sensibilisierungs-, Informations-, Aus- und Weiterbildungsdefizite sowie organisatorische und finanzielle Hemmnisse (z.B. restriktive Payback-Vorgaben) im Wege. Die Schwerpunkte von EnergieSchweiz (inkl. Massnahmen und Projekte) sollen bezüglich dem Thema Strom einen relevanten Anteil umfassen, insbesondere auf der Verbraucherseite (Gebäude, Geräte, Anlagen, Motoren etc.) und auch im Bereich des „Verhaltens“.
2. Die Querschnittsschwerpunkte **Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen, Aus- und Weiterbildung** und **Kommunikation** werden in EnergieSchweiz 2011-2020 verstärkt. Die Querschnittsschwerpunkte sind themenübergreifend zu verstehen und fördern insbesondere das Systemdenken.

3. Bei den Themenschwerpunkten liegen die Prioritäten bei **Mobilität, Elektrogeräte** sowie **Industrie und Dienstleistungen**. Die Mobilitätsthematik ist energie- und klimapolitisch von wachsender Bedeutung und soll in EnergieSchweiz 2011-2020 einen wichtigen Stellenwert haben. Die beiden anderen Themenschwerpunkte sollen deshalb mehr Gewicht erhalten, da sie im Hinblick auf die Stromeffizienz, die stärker in den Fokus rückt, relevant sind. Die Schwerpunkte Gebäude und erneuerbare Energien sind mit den neuen energie- und klimapolitischen Rahmenbedingungen (u.a. Gebäudesanierungsprogramm, KEV) bereits relativ gut abgedeckt. Hier bedarf es insbesondere der Qualitätssicherung und des Abbaus von Hemmnissen.

Die Querschnitts-Schwerpunkte:³

Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen

EnergieSchweiz misst der kommunalen Ebene in Zukunft eine noch grössere Bedeutung bei. Erstens verfügen die Gemeinden und Städte über einen energiepolitischen Handlungsspielraum, der vielerorts noch nicht ausgeschöpft ist. Zweitens steht auf kommunaler Ebene das Systemdenken im Vordergrund. In Städten, Gemeinden, Quartieren und Regionen ist das Zusammenspiel in den Bereichen Gebäude, Wirtschaft, Mobilität und Energieversorgung zentral. Ausserdem sind die lokalen Energieversorger stark gefordert. Drittens gibt es viele Beispiele von fortschrittlichen Gemeinden und Städten, die im Sinne der 2000-Watt-Gesellschaft innovative Lösungen entwickelt haben und umsetzen. Viertens verfügen viele Gemeinden über eigene Energieversorger. Diese spielen in Bezug auf die Energieeffizienz (Tarife, Netz- und Angebotbewirtschaftung) eine Schlüsselrolle.

Aus- und Weiterbildung

Der Aus- und Weiterbildung kommt im neuen Programm eine zentrale Rolle zu. Die neuen Technologien, Anwendungen und Konzepte werden nur dann in die Praxis umgesetzt, wenn ausreichend Fachleute (Architekten, Planer, Installateure, Baufachleute, Hauswarte, Verkäufer am Point of Sale etc.) vorhanden sind, die über das erforderliche Know-how verfügen. Aus- und Weiterbildungsangebote betreffen die Volksschule (Bewusstseinsbildung), die Berufsschulen (Ausrichtung auf nachhaltige Technologien und Konzepte), die Fachhochschulen, Universitäten und Technischen Hochschulen mit ihren vielfältigen Aus- und Weiterbildungsangeboten sowie die Berufs- und die Branchenverbände. EnergieSchweiz soll in Zusammenarbeit mit den Kantonen Impulse geben und koordinierend wirken. In den kommenden Jahren soll das fachliche Know-how auf allen Stufen (d.h. Planung, Bau, Betrieb und Unterhalt) aufgebaut werden, um alle vorhandenen Möglichkeiten auszuschöpfen, energieeffiziente Anlagen und Gebäude in Kombination mit dem Einsatz von erneuerbaren Energien zu realisieren.

³ Die Ziele, Massnahmen und geplanten Projekte der Schwerpunkte werden in den Kapiteln 6 bis 13 ausgeführt.

Kommunikation

EnergieSchweiz will in Zukunft noch stärker sensibilisieren, informieren, motivieren beraten und unterstützen. Dank einer verstärkten Dachkommunikation sollen die verschiedenen Zielgruppen – vom Investor bis zum Endverbraucher – durch Kommunikationsmassnahmen angesprochen werden. Über gezielte Informations- und Beratungsdienstleistungen werden Kauf- und Investitionsentscheide sowie Verhaltensfragen thematisiert. Die Dachkommunikation von EnergieSchweiz soll die wichtigste Informationsplattform für alle „Stakeholder“ sein, an der sich auch die Partner aktiv beteiligen.

Die thematischen Schwerpunkte:

Mobilität

EnergieSchweiz 2011-2020 ergänzt die geplanten Massnahmen auf Bundesebene (v.a. Vorschriften zur Reduktion des Verbrauchs der neuen Personenwagen, steuerliche Anreizsysteme, verschärfte Energieetikette) durch Aktivitäten in zwei Bereichen:

- Erstens zielt der Schwerpunkt auf die verstärkte Verbreitung energieeffizienter Fahrzeuge und der effizienten Fahrweise ab, in erster Linie durch die Beseitigung von Informations- sowie Aus- Weiterbildungsdefiziten. Diese Stossrichtung baut auf den bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz auf.
- Zweitens soll ein Beitrag zur Änderung des Mobilitätsverhaltens geleistet und Alternativen angeboten werden. Einerseits sollen überzeugende Konzepte in den Bereichen Sensibilisierung, Aus- und Weiterbildung, Mobilitätsmanagement bei Unternehmen und Gemeinden umgesetzt werden. Andererseits will der Schwerpunkt intelligente und zukunftsweisende Mobilitätskonzepte aufbauen und fördern. Dabei soll der Fokus auf Effizienz und auf „systemisches Denken“ gelegt und der Querbezug zu anderen Themen (Raumnutzung, Elektromobilität) beachtet werden.

Elektrogeräte

Der Schwerpunkt Elektrogeräte ist einer Best-Practice-Strategie verpflichtet und soll die bestehenden und die geplanten gesetzlichen Bestimmungen ergänzen und mit Sensibilisierungs-, Informations- und Beratungsleistungen sowie mit der Entwicklung von unterstützenden Tools und der Förderung von innovativen Projekten Zusatzwirkungen auslösen. Neben den Haushaltsgeräten sollen zukünftig vor allem die Themen Beleuchtung und Motoren verstärkt bearbeitet werden. Zudem soll den wachsenden Märkten der Informations- und Kommunikationstechnologie (IKT-Geräte) und der Unterhaltungselektronik stärkeres Gewicht beigemessen werden, insbesondere durch Informationsmassnahmen (Label ENERGY STAR und Kommunikationsmassnahmen).

Industrie und Dienstleistungen

Im Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen sind erstens die Instrumente für Zielvereinbarungen weiter zu entwickeln (Wärme und Strom). Dabei sollen insbesondere mehr Unternehmen aus dem KMU-Bereich miteinbezogen werden. Zweitens sind spezifische Themen zu bearbeiten, die auf Effizienzverbesserungen abzielen (u.a. Prozess- und Betriebsoptimierung, Querschnitts-

technologien, Energieanalysen). Die Themen sind mit einem Massnahmen-Mix zu bearbeiten, der auf die jeweiligen Hemmnisse abgestimmt ist (Entwicklung von Tools, Sensibilisierung und Kommunikationsmassnahmen, Beratung, teilweise finanzielle Unterstützung von konkreten Projekten).

Gebäude

Die Massnahmen im Gebäudesektor sind in den letzten Jahren verstärkt (Verschärfung der Mustervorschriften der Kantone) und ausgebaut worden (CO₂-Abgabe auf Brennstoffe, nationales Gebäudesanierungsprogramm). In Ergänzung zu diesen Massnahmen zielt der Schwerpunkt Gebäude – im Zusammenwirken mit den Massnahmen der Kantone – darauf ab,

- die Gebäudesanierungsmassnahmen zu verstärken, vor allem auch auf Ebene der Gemeinden und Städte, und Beschleunigungseffekte bei Sanierungen zu erzielen,
- im Neubau die Entwicklung von Zukunftskonzepten zu fördern (u.a. Strom im Gebäude, Nullenergiehaus, Haus als Kraftwerk),
- die Label und Normen im Gebäudebereich weiter zu entwickeln sowie die Qualitätssicherung (z.B. Vollzug Vorschriften) sicher zu stellen,
- die Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden der öffentlichen Hand und von privaten Gebäudebesitzern zu fördern.

Erneuerbare Energien

Der Schwerpunkt erneuerbare Energien verfolgt drei Stossrichtungen:

- Die Wärmeproduktion aus erneuerbaren Energien soll in Ergänzung zu den kantonalen Massnahmen (Vorschriften und Förderprogramme) durch den Abbau von Informations- und Ausbildungsdefiziten, die Qualitätssicherung und die Förderung des Technologietransfers unterstützt werden. Besondere Bedeutung wird den Systemen mit erneuerbaren Energien zur Wärmeproduktion im Gebäudebereich beigemessen, inkl. Berücksichtigung der Elektrizität (z.B. Kombination von Wärmepumpen mit Fotovoltaik).
- Die Stromproduktion aus erneuerbaren Energien wird bereits durch die KEV gefördert. EnergieSchweiz zielt zukünftig auf die Ausweitung alternativer Konzepte (u.a. Ökostrommarkt) und die Verbesserung der Wirksamkeit der KEV durch Informations- und Beratungsangebote, Qualitätssicherung und Schulungsangebote.
- Neu will EnergieSchweiz vermehrt Systeme mit erneuerbaren Energien fördern, insbesondere Fernwärmesysteme und WKK-Anlagen mit erneuerbaren Energien oder Abwärme. Zudem soll das Systemdenken bzw. die Kombination von Strom, Wärme und Mobilität bewusst gemacht und entsprechende Konzepte unterstützt werden (z.B. Gesamtbetrachtung Elektrofahrzeuge, WKK-Anlagen und Wärmepumpen). EnergieSchweiz leistet Grundlagenarbeit, unterstützt Informations- und Beratungsangebote und fördert die Systemqualität.

4.4 Organisation

Die operative Programmleitung von EnergieSchweiz wird vom BFE wahrgenommen. Die strategische Steuerung des Programms liegt bei der vom UVEK geleiteten Strategieguppe.

Die Strategieguppe unter dem Vorsitz des UVEK-Generalsekretärs setzt sich aus Vertretern und Vertreterinnen der öffentlichen Hand (3 Bundesämter, Kantone und Gemeinden mit je 1 Vertretung), der Wirtschaft, der Hauseigentümer-Verbände sowie der Umwelt- und Konsumentenorganisationen zusammen. Die Strategieguppe legt die strategischen Schwerpunkte des Programms fest und fällt Grundsatzentscheide. Die Programmleitung bereitet die Entscheidungsgrundlagen vor und erstattet der Strategieguppe regelmässig Bericht über den Umsetzungsverlauf der strategischen Entscheide.

Zur Erhöhung der Effektivität, der Effizienz und der Flexibilität des Programms nimmt die Programmleitung folgende organisatorische Änderungen vor:⁴

- Die Zusammenarbeit mit Partnern soll zukünftig auf zeitlich befristeten **Projekten** basieren. Das „Agenturmodell“ mit mehrjährigen Rahmenverträgen und jährlichen Leistungsaufträgen wird abgelöst und durch ein „Projektmodell“ ersetzt. Die Vergabe (bzw. Unterstützung) von Leistungen auf Projektbasis ermöglicht eine gezieltere Ausrichtung der Leistungen auf die Schwerpunkte, einen effizienteren Mitteleinsatz und vor allem eine grössere Flexibilität bei der Förderung von innovativen Projekten und bei der verstärkten Zusammenarbeit mit neuen Partnern.
- Neben den bestehenden Partnerschaften will das Programm **neue Partner** gewinnen. Die Agenturen und Netzwerke sollen im Rahmen von Ausschreibungen Gelegenheit haben, Projekte umzusetzen. EnergieSchweiz will jedoch ganz bewusst mit neuen Partnern und Träger-schaften zusammenarbeiten. Eine wichtige Rolle spielen in Zukunft Kooperationen mit Unternehmen im Rahmen von Public Private Partnerships. Das Netzwerk von EnergieSchweiz soll nicht nur ausgebaut und gezielter auf die Schwerpunkte ausgerichtet werden, es sollen vor allem auch wichtige Wirtschaftsakteure stärker ins Programm eingebunden werden.
- Das Programm wird wie bisher durch ein leistungs- und wirkungsorientiertes **Controlling-System gesteuert**. Wesentliche Elemente der Programmsteuerung sind ein kohärentes Ziel- und Indikatorensystem, adäquate Planungs- und Steuerungsinstrumente (z.B. Massnahmen- und Projektplanung; Leistungsaufträge), Erhebungsinstrumente (u.a. Projektmanagementsystem, Evaluationen) und das Berichtswesen. Neu
 - erfolgt die Programmsteuerung auf der strategischen Ebene (Programm, Schwerpunkte und Massnahmen) in der Regel mit qualitativ formulierten Zielen,
 - soll die Wirkungsanalyse – u.a. gestützt auf Projektevaluationen – Aussagen zu den energetischen Wirkungen über mehrere Jahre machen und vor allem intern zur Programmsteuerung eingesetzt werden,
 - sollen die Jahresberichte von EnergieSchweiz einen Überblick über die Projekte geben und erfolgreiche Projekte präsentieren.

⁴ Die Organisation des Programms (Struktur, Prozesse, Instrumente) wird in Kapitel 5 detaillierter beschrieben.

4.5 Finanzieller Bedarf

EnergieSchweiz 2011-2020 benötigt eine ausreichende finanzielle Basis, um seine Aufgaben zu erfüllen und die Ziele zu erreichen. Neben den finanziellen Mitteln zur Fortführung zentraler bisheriger Leistungen bedarf es zusätzlicher Ressourcen, um bestehende Themen zu vertiefen und neue Themen zu bearbeiten, und um das Partner-Netzwerk stetig zu erweitern. Der optimale Mittelbedarf liegt aus Sicht der Strategiegruppe und der Programmleitung mittelfristig (ab 2013) bei 40 Millionen Franken. In der ersten Programmphase, in der das bestehende Agenturmodell in ein Projektmodell überführt wird, wird der Mittelbedarf vorerst noch kleiner sein (2011: 30 Mio. CHF) und kontinuierlich ansteigen (2012: 35 Mio. CHF). Gemäss Finanzplan 2011-2013 stehen für das Programm EnergieSchweiz rund 26 Millionen Franken pro Jahr zur Verfügung. Dies entspricht dem Programmbudget von 2010. Diese Mittel werden nicht ausreichen, um alle geplanten Massnahmen im erforderlichen Umfang umzusetzen. Die angestrebten Ziele von EnergieSchweiz 2011-2020 werden somit ohne zusätzliche Mittel nicht vollständig erreicht werden können.

Eine Verzichtsplanung ist aufgrund der Budgetvorgaben unerlässlich. Im vorliegenden Detailkonzept wird daher auf alle geplanten, aber aufgrund der fehlenden Mittel nicht realisierbaren Projekte hingewiesen. Dabei wurde von der ursprünglich vorgesehenen Gewichtung der einzelnen Programmschwerpunkte ausgegangen. Die Strategiegruppe hat am 17. September 2010 beschlossen, die Mittelverteilung auf die Programmschwerpunkte nach andern Gesichtspunkten vorzunehmen (siehe Tabelle 2). Die neu konstituierte Strategiegruppe wird Anfang 2011 über die definitive Mittelverteilung ab 2013 und die notwendige Verzichtsplanung befinden.

Ergänzend zu den Bundesmitteln stellen Mittel von Dritten (Wirtschaft, Kantone, Gemeinden) die Finanzierung von EnergieSchweiz sicher. Die künftige Finanzierungsstrategie sieht einen kontinuierlichen Ausbau der Drittmittel vor, das heisst, dass für möglichst viele EnergieSchweiz-Projekte zunehmend Drittmittel generiert werden sollen. Die von EnergieSchweiz unterstützten Projekte sollen sich langfristig am Markt behaupten können. Dies soll insbesondere durch ein gezieltes Projektmanagement, die Befristung der eingesetzten Mittel pro Projekt und allfälligen Absenkpfeile erreicht werden. Nur so schafft das Programm gleichzeitig die notwendigen Spielräume für das finanzielle Anschieben neuer, innovativer Ideen.

Es ist klar: Die finanziellen Mittel von EnergieSchweiz werden angesichts der zahlreichen Projektideen immer knapp sein. Es bedarf deshalb einer guten Bewirtschaftung der vorhandenen Mittel. Die Prioritäten müssen regelmässig überprüft und allenfalls neu gesetzt werden. Es muss möglich sein, immer genügend Spielraum für neue Projekte zu schaffen. Deshalb steht die Finanzierungsstrategie von EnergieSchweiz 2011-2020 auf folgenden Eckpfeilern:

- Prioritäten für die einzelnen Projekte setzen
- Projekte zeitlich limitieren und Absenkpfade festlegen
- Drittfinanzierungsanteil der Projekte erhöhen und „Pooling“ von öffentlichen und privaten Mitteln ausbauen.

Die heutige Ausgangslage zeigt, dass vor allem im Gebäudesektor und bei den erneuerbaren Energien – im Gegensatz zum Programmstart vor zehn Jahren – erhebliche neue Mittel auf gesetzlicher Stufe vorhanden sind, was EnergieSchweiz in diesen beiden Themenbereichen entlastet. In beiden Bereichen gibt es aber auch neue Aufgaben für das Programm, welche die gesetzlichen Massnahmen verstärken und ergänzen.

Für den Programmstart und die erste Etappe bis 2013 werden die Mittel zur Realisierung der geplanten Projekte folgendermassen auf die einzelnen Programm-Schwerpunkte verteilt:

Themenschwerpunkte und Querschnittsschwerpunkte (Angaben in Mio. CHF)	ECH 2001-2010		ECH 2011-2020									
	Budget Startjahr und Schlussjahr		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung Detailkonzept ¹			Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung Strat.gruppe ²			Mittelbedarf bei vollständiger Umsetzung Detailkonzept ³			
	2001	2010	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	
Themenschwerpunkte												
Mobilität	3.7	3.0	3.2	3.7	4.0	3.2	3.5	4.0	3.8	5.0	6.0	
Elektrogeräte	1.0	2.6	2.8	3.4	4.0	2.8	3.3	3.5	3.4	4.5	6.0	
Industrie und Dienstleistungen	2.2	2.6	2.7	2.6	2.6	2.7	2.6	1.3	3.0	3.5	4.0	
Gebäude	3.4	3.2	3.0	2.6	2.0	3.0	3.0	3.0	4.0	3.5	3.0	
Erneuerbare Energien	23.0	6.3	4.9	3.4	2.6	4.9	3.6	2.6	5.0	4.5	4.0	
Querschnittsschwerpunkte												
Städte/Gemeinden/ Quartiere/Regionen	3.4	3.2	4.0	3.7	4.0	4.0	3.8	3.5	4.0	5.0	6.0	
Aus- und Weiterbildung	1.0	1.7	2.0	2.6	2.6	2.0	2.5	3.9	2.8	3.5	4.0	
Kommunikation	3.4	2.3	2.3	3.3	4.0	2.3	3.0	4.0	3.0	4.5	6.0	
Programmleitung	1.0	1.0	1.0	0.9	0.8	1.0	0.9	0.8	1.0	1.0	1.0	
Total Mittelbedarf gemäss Detailkonzept									30.0	35.0	40.0	
Total Budget gemäss Finanzplan	42.1	25.9							25.9	26.2	26.6	
Fehlende Mittel zur Umsetzung aller notwendigen Projekte									4.1	8.8	13.4	

¹ Die Verteilung der verfügbaren Mittel auf die einzelnen Schwerpunkte beruht auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte gemäss Detailkonzept.

² Die Verteilung der verfügbaren Mittel auf die einzelnen Schwerpunkte beruht auf dem Vorschlag vom 17.9.2010 der Strategiegruppe EnergieSchweiz.

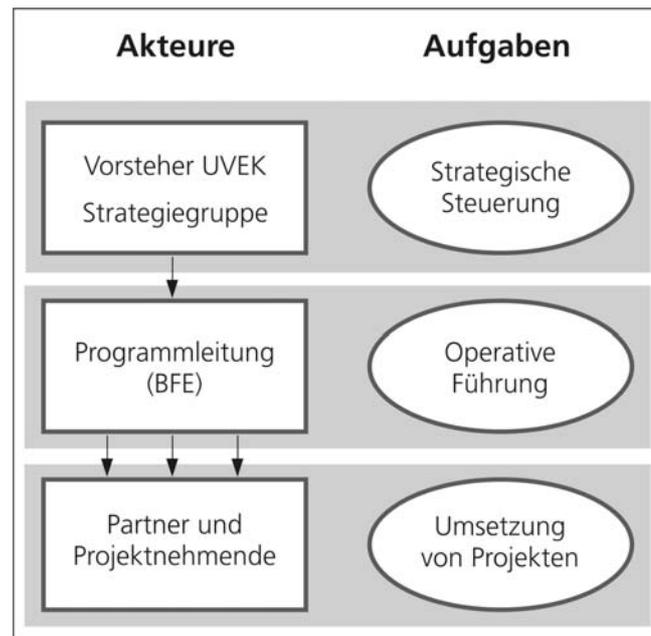
³ Mittelbedarf zur Umsetzung aller notwendigen, im Detailkonzept geplanten Maßnahmen.

Tabelle 2 Mittelbedarf von EnergieSchweiz 2011-2020 nach Schwerpunkten

5 Organisation von EnergieSchweiz 2011-2020

5.1 Programmstruktur

Figur 1 zeigt die Programmstruktur von EnergieSchweiz 2011-2020:



Figur 1 Programmstruktur EnergieSchweiz 2011-2020

Strategiegruppe

Die strategische Führung von EnergieSchweiz 2011-2020 obliegt formell dem Vorsteher des UVEK. Sie wird von der Strategiegruppe wahrgenommen, deren Vorsitz der UVEK-Generalsekretär hat. Die Strategiegruppe

- beschliesst die Ziele, die Strategie und die Schwerpunkte von EnergieSchweiz 2011-2020,
- erarbeitet Empfehlungen und Anträge betreffend die Zusammenarbeit mit Privaten und die Umsetzung der Massnahmen,
- nimmt die Ergebnisse des Controllings (inkl. Wirkungsanalyse und Evaluationen) und der Berichterstattung zur Kenntnis und bestimmt die Konsequenzen und Empfehlungen.

Die Zusammensetzung der Strategiegruppe richtet sich nach den aktuellen energie- und klimapolitischen Rahmenbedingungen sowie nach der Ausrichtung des Programms. Zur Diskussion steht im Hinblick auf die Neuausrichtung des Programms der verstärkte Einbezug der involvierten Departemente der Bundesverwaltung, der Wirtschaft (insbesondere auch der Elektrizitätswirtschaft) und der Städte/Gemeinden. Die Mitglieder der Strategiegruppe werden vom Vorsteher des UVEK ernannt.

Programmleitung

EnergieSchweiz 2011-2020 wird operativ vom BFE geleitet. Diese Organisationsform hat sich bewährt. Die Wahrnehmung der Programmleitung durch das BFE sichert die Unabhängigkeit und Glaubwürdigkeit des Programms. Dadurch ist die Koordination der Massnahmen und Tätigkeiten auf Bundesebene gewährleistet.

Die Programmleitung erarbeitet die konzeptionellen Grundlagen aufgrund der strategischen Aufträge und Vorgaben der Strategiegruppe und ist für die operative Umsetzung des Programms sowie die Programmsteuerung zuständig.

Partnerschaften und Projektbeauftragte

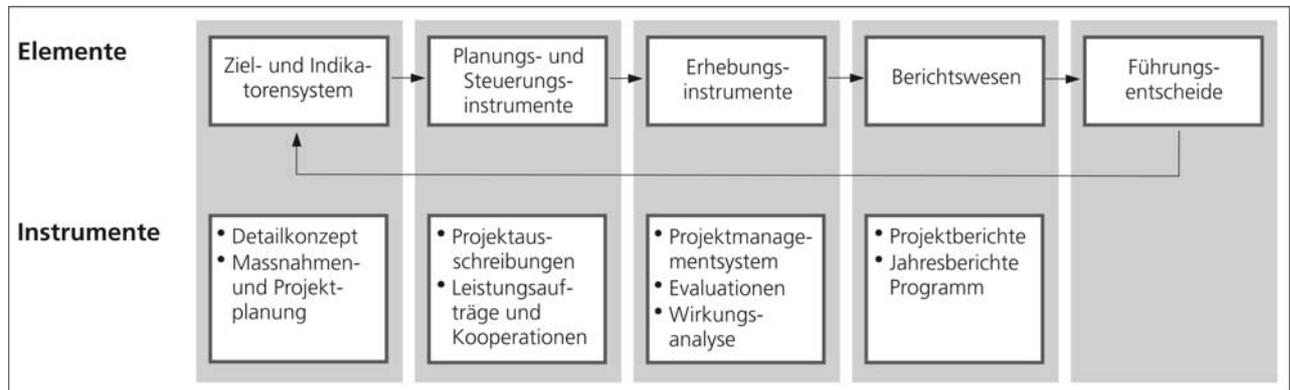
Die Projekte von EnergieSchweiz 2011-2020 werden von Partnern und Projektbeauftragten umgesetzt. „Partner“ sind öffentliche und private Organisationen oder Einzelunternehmen, die im Rahmen von Projektaufträgen oder von Kooperationen personelle und/oder finanzielle Ressourcen einbringen. „Projektbeauftragte“ sind in der Regel private Dienstleistungsunternehmen, die von EnergieSchweiz definierte Leistungen umsetzen und keine eigenen Ressourcen einbringen.

EnergieSchweiz 2011-2020 unterscheidet zwischen öffentlichen und privaten Partnern:

- Die **öffentlichen Partner** (andere Bundesstellen/Departemente, die Kantone sowie die Gemeinden und Städte) sind auch in Zukunft die wichtigsten Programmpartner. Mit diesen Partnern soll die Zusammenarbeit kontinuierlich verstärkt und ausgebaut werden. Einerseits sollen die öffentlichen Partner dazu bewegt werden, verstärkt Massnahmen in ihrem Handlungsfeld umzusetzen. Andererseits strebt das Programm die Realisierung gemeinsamer Projekte an (z.B. Information- und Beratung). EnergieSchweiz 2011-2020 trägt der grossen Bedeutung der öffentlichen Partner u.a. durch den geplanten stärkeren Einbezug staatlicher Stellen in die Strategiegruppe, die intensive Zusammenarbeit mit den Kantonen (v.a. im Gebäudebereich) und dem Querschnittsschwerpunkt Städte/Gemeinden/Regionen/Quartiere Rechnung.
- Die Zusammenarbeit mit **privaten Partnern** ist weiterhin ein charakteristisches Merkmal von EnergieSchweiz. Neben den bestehenden Partnern will EnergieSchweiz neue Partner gewinnen:
 - Bestehende Partner: Aufgrund der positiven Erfahrungen soll das aufgebaute Netzwerk erhalten und weiter gepflegt werden. Als Folge der neuen Ausrichtung des Programms ist jedoch eine Neupositionierung der Partnerschaften notwendig.
 - Neue Partner: Auf dem Hintergrund der neuen Schwerpunktsetzung sucht EnergieSchweiz explizit neue Partnerschaften. Das Partner-Netzwerk soll nicht nur ausgebaut, sondern gezielter auf die Schwerpunkte ausgerichtet werden. So sollen vermehrt Wirtschaftsorganisationen, Branchendachverbände, Immobilienverwaltungen, Energieversorgungsunternehmen und gesellschaftlich relevante Organisationen einbezogen werden.
 - „Public Private Partnership“: Kooperationen mit den grossen Marktakteuren werden eine wichtige Rolle im neuen Programm spielen. Private Partner (in der Regel einzelne Unternehmen) sollen vermehrt Ressourcen mit denjenigen von EnergieSchweiz zusammenlegen, um Aufgaben im Bereich der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien gemeinsam wahrzunehmen. Mit dieser Form der partnerschaftlichen Zusammenarbeit soll die Effizienz und die Wirksamkeit des Programms erhöht werden.

5.2 Programmsteuerung

Das Programm wird auf der operativen Ebene anhand folgender Elemente und Instrumente gesteuert (vgl. Figur 2):



Figur 2 Elemente und Instrumente der Programmsteuerung

Ziel- und Indikatorensystem

Grundlage der Programmsteuerung ist ein kohärentes Ziel- und Indikatorensystem, das auf einem Wirkungsmodell von EnergieSchweiz basiert. Die Ziele und die entsprechenden Indikatoren sind auf den Ebenen Programm, Schwerpunkte, Massnahmen und Projekte zu definieren. Sie beziehen sich auf die geplanten Leistungen (Projektebene) und die erwarteten Wirkungen (alle Ebenen). Das Zielsystem ist im vorliegenden Detailkonzept dargestellt. Die Ziele werden bei der Massnahmen- und Projektplanung bei Bedarf verfeinert und durch adäquate Indikatoren ergänzt.

EnergieSchweiz versteht sich als Programm, das die Erreichung der übergeordneten energie- und klimapolitischen Ziele in Kombination mit anderen Massnahmen (Vorschriften, Lenkungsabgaben, Förderprogramme etc.) sicher stellen soll. Eine Isolierung der Wirkungen von EnergieSchweiz ist in diesem Zusammenhang nicht sinnvoll. Auf Ebene des Programms und der Schwerpunkte soll primär mit qualitativen Informationen gesteuert werden. Nebst dem Beitrag von EnergieSchweiz auf die energetischen Wirkungen interessieren vor allem Informationen zur Rolle von EnergieSchweiz („Impulsgeber“, „Innovationscharakter“, „Konformität zu einem Gesamtsystem“, „Katalysator-/Multiplikatorfunktion“, Rolle der Qualitätssicherung etc.).

Planungs- und Steuerungsinstrumente

Die Programmleitung wird vorliegendes Detailkonzept anhand von „**Massnahmen- und Projektblättern**“ konkretisieren. Die „Projektblätter“ bilden die konzeptionelle Grundlage für die Projektausschreibungen. Sie präzisieren die Ziele bzw. die erwarteten Wirkungen, die Zielgruppen, die zu erbringenden Leistungen, die Indikatoren, das Vorgehen und das Budget.

Die Zusammenarbeit mit privaten Partnern und Projektnehmenden erfolgt wie bisher grösstenteils über Ausschreibungen und vertraglich geregelten Leistungsaufträgen. Das bisherige Ein- bzw. Mehrjahresvertragsprinzip wird durch **projektbezogene Leistungsaufträge** ersetzt. Die

Projektverträge werden befristet und in der Regel mit einem Ausstiegspfad für die finanzielle Unterstützung durch das Programm abgeschlossen. Entsprechend verlangt die Programmleitung bei künftigen Projektanträgen bzw. -offerten, dass ein finanzieller Ausstiegspfad für den Finanzierungsanteil von EnergieSchweiz aufgezeigt wird. EnergieSchweiz will sich in Zukunft verstärkt darauf konzentrieren, neue Ideen und Konzepte marktfähig zu machen. Nach der Entwicklungs- und Markteinführungsphase der unterstützten Ideen soll sich EnergieSchweiz finanziell zurückziehen, damit mit den frei werdenden Mitteln neue Projekte unterstützt werden können. Mit diesen Änderungen gewinnt das Programm an Flexibilität und kann besser auf Veränderungen des technologischen, wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftlichen Umfelds reagieren.

EnergieSchweiz wird zukünftig drei verschiedene Formen der Projektvergabe bzw. der Zusammenarbeit mit Privaten anwenden:

1. **Ausschreibung:** Öffentliche Ausschreibungen von Projekten eignen sich dann, wenn die zu erbringenden Leistungen klar spezifiziert sind und ein Markt dafür besteht. Die Projekte sollten in der Regel öffentlich ausgeschrieben werden (offenes oder selektives Verfahren). Bei kleineren Aufträgen ist auch ein Einladungsverfahren möglich. Die Leistungserbringung wird durch projektbezogene Leistungsaufträge vertraglich geregelt.
2. **Freihändiges Verfahren:** Sind die zu erbringenden Leistungen klar spezifiziert, besteht jedoch kein Markt für die Leistungserbringung (nur ein Anbieter) bzw. sind die Voraussetzungen des Bundes für freihändige Verfahren erfüllt, können die Projekte direkt vergeben werden. Verhandlungen bleiben selbstverständlich vorbehalten. Die Leistungserbringung wird ebenfalls mit Leistungsaufträgen vertraglich geregelt.
3. **Kooperationen** zum partnerschaftlichen Einbezug von Privaten: Diese Form der Zusammenarbeit eignet sich dann, wenn Projekte im Sinne von „Public Private Partnership“ gemeinsam mit Privaten entwickelt, finanziert und umgesetzt werden (Minderheitsfinanzierung Bund). Der partnerschaftliche Einbezug von Privaten zielt darauf ab, Ressourcen zur Erfüllung bestimmter Aufgaben zusammenzulegen. Da es sich bei dieser Kooperation zwischen EnergieSchweiz und privaten Partnern nicht um das Verhältnis Leistungsbesteller - Leistungserbringer geht, werden die Projekte nicht ausgeschrieben. Die Leistungserbringung wird durch Leistungsvereinbarungen geregelt. Verhandlungen bleiben vorbehalten.

Erhebungsinstrumente

Zur Erhebung der steuerungsrelevanten Informationen werden verschiedene Instrumente eingesetzt. Die Instrumente unterscheiden sich nach Erhebungszweck, Erhebungs- und Auswertungsmethoden und Periodizität (vgl. Tabelle 3):

Ebenen	Instrumente	Zweck	Periodizität
Projekte	Projektmanagement innerhalb des BFE	<ul style="list-style-type: none"> • Erhebung von Controlling-Indikatoren (inkl. Finanzen) • Selbstbeurteilung der Leistungen, der Wirkungen und der Zielerreichung 	jährlich
	Evaluationen	<ul style="list-style-type: none"> • Beurteilung der Konzepte, der Umsetzung, der Leistungen und der Wirkungen ausgewählter Projekte 	bei Projektende
Massnahmen, Schwerpunkte und Programm	Evaluationen	<ul style="list-style-type: none"> • Beurteilung strategischer Fragen und der Wirkungen auf übergeordneter Ebene 	bei Bedarf
	Wirkungsanalysen	<ul style="list-style-type: none"> • Beurteilung der Wirkungen des Programms, u.a. gestützt auf Controlling-Informationen und Projektevaluationen 	Alle drei bis fünf Jahre

Tabelle 3 Erhebungsinstrumente

Die Erhebungsinstrumente können wie folgt beschrieben werden:

- Das **Projektmanagement innerhalb des BFE** dient der Erhebung von Controlling-Informationen auf Projektebene. Es ersetzt das bisher verwendete Management-Informationssystem (MIS). Es erfasst Informationen zu den projektspezifischen Leistungs- und Wirkungsindikatoren. Zudem beinhaltet es eine Selbstbeurteilung der Leistungen, der Wirkungen und der Zielerreichung durch die Projektnehmenden. Das PM dient der Programmleitung zur operativen Steuerung der Projekte.
- Zukünftig sollen ausgewählte Projekte bei Projektende evaluiert werden. Die **Projektevaluationen** werden durch die Projektverantwortlichen durchgeführt (interne Evaluationen) oder in Auftrag gegeben (externe Evaluationen).
- Die Programmleitung kann Evaluationen zur Beurteilung von strategischen Fragen und übergeordneten Wirkungen in Auftrag geben. Diese **Evaluationen** werden bei Bedarf extern vergeben.
- Alle drei bis fünf Jahre führt die Programmleitung eine **Wirkungsanalyse** durch. Die Wirkungsanalysen sollen verlässliche Aussagen zu den durch das Programm über mehrere Jahre erzielten qualitativen und quantitativen Wirkungen ermöglichen. Im Sinne einer Synthese sollen sich die Wirkungsanalysen auf die vorhandenen Controlling-Informationen, die Ergebnisse der Projektevaluationen sowie der strategischen Evaluationen und möglichst auf quantitative Modellanalysen stützen. Die neu auszurichtende Wirkungsanalyse dient primär internen Steuerungszwecken. Bei Bedarf können die Ergebnisse auch für kommunikative Zwecke verwendet werden.

Berichtswesen

Tabelle 4 zeigt die Struktur des Berichtswesens auf:

Ebenen	Instrumente	Zweck
Projekte	Projektmanagementsystem (PM)	<ul style="list-style-type: none"> • Halbjährliche/Jährliche Berichterstattung • Erhebung von Controlling-Informationen zur Steuerung der Projekte
	Projektabschlussbericht (unter Berücksichtigung der Ergebnisse der Projektevaluationen)	<ul style="list-style-type: none"> • Beurteilung der Leistungen und der Wirkungen • Analyse der Stärken und Schwächen • Empfehlungen für weitere Arbeiten
Programm	Jahresbericht (unter Integration von Controlling-Informationen, Evaluationsergebnissen und der Wirkungsanalyse)	<ul style="list-style-type: none"> • Überblick über die Projekte und die entsprechenden Resultate (Leistungen und Wirkungen); • Dokumentation von guten Beispielen

Tabelle 4 Berichtswesen

Das Berichtswesen gestaltet sich in Zukunft wie folgt (vgl. Tabelle 4):

- Mit dem **Projektmanagementsystem (PM)** werden jährlich Controlling-Informationen zur operativen Steuerung der Projekte erhoben.
- Bei Projektende legen die Projektverantwortlichen einen **Projektabschlussbericht** vor. Dieser Bericht beurteilt die Leistungen und Wirkungen des Projekts sowie dessen Stärken und Schwächen. Zudem soll der Bericht Empfehlungen für weitere Arbeiten enthalten. Ergebnisse von Projektevaluationen sind zu berücksichtigen.
- Der **Jahresbericht** von EnergieSchweiz soll einen Überblick über die Projekte und die erreichten Resultate ermöglichen. Dabei sind Ergebnisse des jährlichen Controllings, von Evaluationen sowie der Wirkungsanalyse zu berücksichtigen. Zudem dient der Jahresbericht der Dokumentation von guten Beispielen.

Führungsprozess

Der Führungsprozess erfolgt über die beschriebenen Steuerungselemente (vgl. Figur 2) und verläuft wie folgt:

- In der **vorbereitenden Phase** (2010) konkretisiert die Programmleitung die Projekte, führt Ausschreibungen durch, bemüht sich um partnerschaftliche Kooperationen und vergibt die Projekte für die kommenden ein bis drei Jahre.
- In der **Umsetzungsphase** (ab 2011)
 - begleiten und steuern die jeweils zuständigen BFE-BereichsleiterInnen die unterstützten Projekte;
 - zieht die Programmleitung anhand der Controlling-Informationen (PM) und der Einschätzungen der BFE-Bereichsleitenden einmal jährlich Bilanz bezüglich der unterstützten Projekte (Soll/Ist-Vergleich). Bei Bedarf greift die Programmleitung steuernd in die Projektumsetzung ein;

- entscheidet die Programmleitung bei abgeschlossenen Projekten über eine allfällige Fortführung der Projekte (inkl. Neuausrichtung) und/oder die Unterstützung neuer Projekte. Neue Projekte müssen zu vorliegendem Detailkonzept kohärent sein, die Erkenntnisse und Erfahrungen berücksichtigen und in Form von „Projektblättern“ konkretisiert werden;
- beurteilt die Programmleitung alle drei bis fünf Jahre die Ausrichtung, die Wirkungen und die Zielerreichung des Programms, insbesondere anhand der Wirkungsanalyse. Bei Bedarf greift sie steuernd ein, erarbeitet sie konzeptionelle Grundlagen zur Weiterentwicklung des Programms oder formuliert Empfehlungen zuhanden der Strategieguppe;
- orientiert die Programmleitung die Strategieguppe halbjährlich über die Programmfortschritte. Die Strategieguppe fällt strategische Entscheide bei Bedarf, spätestens alle drei bis fünf Jahre aufgrund der Wirkungsanalysen.

6 Themenschwerpunkt Mobilität

6.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Die politischen Rahmenbedingungen im Mobilitätsbereich verändern sich sowohl in der Schweiz als auch in Europa. Für die Schweiz erwähnenswert sind insbesondere diverse Vorhaben im Zusammenhang mit der bevorstehenden Revision der CO₂-Gesetzgebung, der Diskussion und den angekündigten Entwicklungen im Bereich Fahrzeuge (Hybridisierung, Elektromobilität, Brennstoffzelle etc.) und der geplanten Weiterentwicklung der Energieetikette Personenwagen:

- Als indirekter Gegenvorschlag zur Volksinitiative „Für menschenfreundlichere Fahrzeuge“ ist eine Senkung der durchschnittlichen CO₂-Emissionen von sämtlichen neuen Personenwagen auf 130 g/km bis 2015 geplant. Diese Vorgabe soll im neuen CO₂-Gesetz verankert werden und lehnt sich an die Entwicklungen in Europa an. Ein Sanktionsmechanismus soll die Zielerreichung unterstützen. Diese Massnahme würde gleichzeitig die im 2008 abgelaufene Zielvereinbarung mit autoschweiz ersetzen.
- Ein von der UREK-S erarbeitetes Bonus-Modell sieht eine Verdopplung der bestehenden Automobilsteuer von 4 % auf 8 % vor. Von den Mehreinnahmen sollen Käufer von energieeffizienten Fahrzeugen profitieren. Bemessungsgrundlage wäre die Energieetikette.
- Zurzeit werden weltweit grosse Hoffnungen in die Elektromobilität gesetzt. Insbesondere Autoproduzentenländer investieren im Rahmen der Konjunktur- und CO₂-Reduktionsprogramme Milliardenbeträge in die Entwicklung marktfähiger Elektroautos. EnergieSchweiz verfolgt die Entwicklung laufend, um mögliche Chancen frühzeitig zu nutzen. Dies aber immer aus dem Blickwinkel der Gesamtenergieeffizienz (inkl. Berücksichtigung der Stromproduktion) und einer ganzheitlichen Energiepolitik.
- Der Bundesrat hat am 18. Mai 2010 entschieden, auf die Einführung der Umweltetikette zu verzichten. Stattdessen ist die Weiterentwicklung der Energieetikette für Personenwagen vorgesehen.
- Auf europäischer Ebene sind weitere Massnahmen in Planung, um den CO₂-Ausstoss des Transportsektors zu senken. Ab November 2012 besteht z.B. eine Etikettenpflicht für neue Reifen. Die Etikette macht Angaben zum Rollwiderstand (Treibstoffeffizienz), zur Haftung bei Nässe und zur Lärmerzeugung. EnergieSchweiz beobachtet die Entwicklung mit dem Ziel, Erfolg versprechende Massnahmen frühzeitig und wirkungsvoll umsetzen zu können.

Potenziale und Hemmnisse

Im Mobilitätsbereich gibt es grundsätzlich drei Ansatzpunkte für Massnahmen:

1. Investitionsbezogene Massnahmen (Massnahmen bezogen auf den Fahrzeugkauf, aber auch raumplanerische und strassenbauliche Massnahmen),
2. Verhaltensmassnahmen: Massnahmen zur Vermeidung unnötiger Fahrten, zur Förderung des Umsteigens, zur besseren Fahrzeugnutzung und zur sparsameren Fahrweise,
3. Massnahmen zur Verbesserung der Koordination und der Zusammenarbeit (u. a. auch) zwischen Verwaltungsebenen sowie die Entwicklung ganzheitlicher Mobilitätskonzepte.

Die Potenziale und Hemmnisse lassen sich wie folgt zusammenfassen:

- Bei den investitionsbezogenen Massnahmen (v.a. beim Kauf von effizienten Fahrzeugen und Fahrzeugkomponenten) besteht ein spezifisches Einsparpotenzial von rund 50 Prozent. Damit zeichnen sich diese Massnahmen durch ihr beträchtliches und v.a. auch langfristiges Wirkungspotenzial aus, das jedoch an die Erneuerungsrate der Fahrzeuge gebunden ist. Das kurzfristige Wirkungspotenzial ist abhängig von der Erneuerungsrate und entsprechend beschränkt. Wichtige Hemmnisse sind die vergleichsweise geringe Bedeutung der Energieeffizienz beim Kaufentscheid sowie Informations- und Ausbildungsdefizite.
- Das Einsparpotenzial der Verhaltensmassnahmen ist bedeutend und beträgt bis zu 100 Prozent (Substitution von Auto- durch Velofahrten, Carpooling). Durch Verhaltensmassnahmen kann v. a. auch kurzfristig ein grosses Wirkungspotenzial ausgelöst werden. Hemmnisse sind vor allem Komfortaspekte des motorisierten Individualverkehrs MIV, die „Macht der Gewohnheit“, teilweise ungenügendes Angebot an Alternativen und Informationsdefizite. Schwierigkeiten gibt es beim Wirkungsnachweis (weil Ursache-Wirkungskette meist sehr komplex ist). Hindernisse sind auch die teilweise geringe (politische) Akzeptanz der Massnahmen sowie die Tatsache, dass oft keine Win-Win-Situationen mit der Wirtschaft entstehen, weil die Massnahmen zu Kosteneinsparungen führen und nur geringe (Velokauf) oder keine Investitionen auslösen, und weil zudem die Einnahmen aus dem Treibstoffverkauf zurückgehen (inkl. Mineralölsteuer – Mittel für den Strassenbau).
- Das Einsparpotenzial einer besseren Koordination und von Mobilitätskonzepten wird auf bis zu 30 Prozent geschätzt. Hemmnisse sind vor allem Informationsdefizite (Wirkungszusammenhänge), hierarchische Strukturen und der erforderliche Koordinationsaufwand.

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Tabelle 5 stellt die Stärken und Schwächen der bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz (interne Sicht) sowie die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen im Mobilitätsbereich (externe Sicht) dar.

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Viel Know-how vorhanden • Langjährige Erfahrung mit Kommunikationsmassnahmen • Direkter Zugang zur Branche und zur Konsumentenseite • Vernetzung vieler bestehender Akteure im Mobilitätsbereich (inkl. Gemeinden) • Teils direkt sichtbare Effizienzgewinne und Verbrauchsreduktionen • Teilweise gute direkte Wirkung einzelner, gezielter Massnahmen (z.B. Förderung der effizienten Fahrweise) 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Beschränkter Handlungsspielraum: Die Projekte betreffen meist den Zuständigkeitsbereich anderer Bundesstellen. EnergieSchweiz kann eine Koordinationsrolle übernehmen und als Motivator wirken. • Zielkonflikte mit anderen Bundesstellen und Bundesaufgaben (z.B. Bau von Verkehrsinfrastrukturen zur Bewältigung des Verkehrswachstums, Sicherheitsvorgaben, die das Fahrzeuggewicht erhöhen etc.) • Knappe (personelle und finanzielle) Ressourcen für strategische Planung sowie Umsetzung von Projekten; kaum Kapazität für die Lancierung eigener Projekte • Die energetische Wirkung ist häufig nur ein Teilaspekt des meist sehr vielseitigen Projektnutzens (Sicherheit, Gesundheit, Reduktion Schadstoffausstoss etc.)
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Meist nur geringe Wirkungsanrechnung beim energetischen Wirkungsnachweis von Verhaltensmassnahmen ohne investiven Charakter (wegen der Komplexität beim Wirkungsnachweis und der Annahme: kurze Wirkungsdauer)
<p>Chancen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Weltweiter Druck auf Fahrzeughersteller (EU-Absenkpfad) infolge Klimadiskussion, hoher (wenn auch teilweise umstrittener) öffentlicher Beachtungsgrad und neue politische Rahmenbedingungen (Absenkpfad und Bonus-Malus-Modell) fördern die Aktualität und Relevanz von Massnahmen im Mobilitätsbereich • Grosses Wirkungspotenzial von investitionsbezogenen, verhaltensbezogenen und institutionellen Massnahmen • Meistens ein hoher Zusatznutzen für andere politische Ziele (Lärm, Schadstoffe, Sicherheit, Gesundheit, Raumbedarf etc.) • Dynamik dank attraktiver Themen (z.B. Elektromobilität, Smartgrid, Informationstechnologie in der Mobilität etc.) • Innovationspotenziale für Branche und Hersteller (Leichtfahrzeuge, E-Bikes, Zulieferer Fahrzeugindustrie, Forschung) • Verhaltensalternativen sind meist kostengünstiger, vermindern die internationale Abhängigkeit und tragen zur (Energie-) Versorgungssicherheit der Schweiz bei. 	<p>Risiken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nach wie vor hohe Bedeutung des MIV. Die Energieeffizienz ist nur eines von mehreren Kriterien beim Fahrzeugkauf. • Verhaltensänderungen brauchen Zeit, v.a. die Änderung des Mobilitätsverhaltens. • Komplexe Wirkungsbeziehungen und daher ungenügende bis fehlende Nachweisbarkeit der energetischen Wirkung von Massnahmen. • Für viele Massnahmen fehlen eine breite politische Akzeptanz und der Wille für tatsächliche Verhaltensänderungen. Zudem fehlt häufig eine tatsächliche Win-Win-Situation bei der Zusammenarbeit mit einflussreichen Marktakteuren. • Änderungen der Rahmenbedingungen können zu einem raschen Wegfall der Wirkungen oder zur Verbrauchssteigerung führen (z.B. Fahren mit Licht am Tag) • Kapazitätsengpässe ÖV

Tabelle 5 Stärken und Schwächen (interne Sicht); Chancen und Risiken (externe Sicht)

6.2 Ziele

Der Schwerpunkt Mobilität zielt auf einen massgeblichen Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich ab. In den Handlungsfeldern effiziente Fahrzeuge, effiziente Fahrweise und Mobilitätsverhalten werden bis 2020 folgende Ziele verfolgt:

1. Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und damit der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich (Ziel: Reduktion des Energieverbrauchs bis 2020 auf 80 Prozent bezogen auf das Jahr 1990).
2. Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen der Neuwagenflotte (Ziel: bis 2020 auf EU-Zielwert) durch die Erhöhung des Anteils effizienter Fahrzeuge und alternativer Antriebssysteme.
3. Deutlich verstärkte Verbreitung der Methoden der effizienten Fahrweise bei den FahrzeuglenkerInnen.

4. Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Mengenwachstums beim motorisierten Individualverkehr MIV (Ziel: Zunahme der Fahrzeugkilometer von 2010 bis 2020 ist geringer als die Bevölkerungszunahme).

6.3 Strategie

Die Ziele im Mobilitätsbereich sollen durch folgende strategische Elemente erreicht werden:

- Initiierung, Unterstützung und Koordination von Massnahmen der öffentlichen Hand. EnergieSchweiz unterstützt und koordiniert dabei einerseits die Weiterentwicklung von Vorschriften und Fördermassnahmen auf allen politischen Ebenen (Bund, Kantone, Gemeinden). Andererseits sind mobilitätsrelevante Fehlanreize auf Gesetzes- und Vollzugsebene zu identifizieren und Abbaustrategien aufzuzeigen und zu verfolgen.
- Abbau von Informations- und Ausbildungsdefiziten bei den Fahrzeugkernern, den Flottenbesitzern und den Mittlern (z.B. Fahrzeughandel, Mobilitätsberatung), inkl. Bereitstellen von Grundlagen. Die entsprechenden Projekte sollen möglichst gemeinsam mit Partnern durchgeführt und finanziert werden (Ausschreibung von Massnahmen und Projektschwerpunkten in den Zielbereichen).
- Finanzielle Unterstützung von Massnahmen Dritter, die die Zielerreichung unterstützen (z.B. Förderung Mobilitätsmanagement) sowie von innovativen Projekten und Ansätzen (P+D).
- Ausbau und Flexibilisierung der Zusammenarbeit mit Partnern der öffentlichen Hand, der Wirtschaft (Unternehmen, Agenturen) sowie mit NGO.
- Ausbau und verstärkte Pflege der internationalen Beziehungen.
- Anpassung der finanziellen und personellen Ressourcen an die zunehmende Bedeutung des Bereichs.

6.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgend sind die im Schwerpunkt Mobilität geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 1). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Mobilität und die Verzichtsplanung (vgl. Tabellen 7, 9, 11, 13, 15, 16 und Kapitel 6.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategieguppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 6.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Mobilität (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Promotion energieeffizienter Fahrzeuge und Fahrzeugkomponenten	1.8	2.2	2.4	2.2	2.6	3.0
2	Förderung energieeffizienter Fahrweise	0.9	1.0	1.1	1.0	1.5	1.7
3	Mobilitätsmanagement	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4

4	Änderung des Mobilitätsverhaltens	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.6
5	Unterstützung von Gemeinden bezüglich Mobilität	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
6	Fehlanreize identifizieren und abbauen	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
Mittelbedarf Massnahmen Mobilität					3.8	5.0	6.0
Budget gemäss Finanzplan Mobilität					3.2	3.7	4.0
Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Mobilität					0.6	1.3	2.0

Box 1 Massnahmen Schwerpunkt Mobilität

Massnahme 1: Promotion energieeffizienter Fahrzeuge und Fahrzeugkomponenten

Massnahme 1 zielt auf die verstärkte Verbreitung energieeffizienter Fahrzeuge und Fahrzeugkomponenten ab. Durch die Beseitigung von Informations- und Ausbildungsdefiziten, die Unterstützung aussichtsreicher Massnahmen von Partnern und die finanzielle Förderung von innovativen Produkten und Projekten soll vor allem ein massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen der Neuwagenflotte geleistet werden.

Tabelle 6 stellt die Wirkungsziele der Massnahme 1 dar.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die überwiegende Mehrheit der KäuferInnen von Neuwagen und Occasionen ist über den Energieverbrauch und die CO₂-Emissionen der Fahrzeuge, die Handlungsalternativen und den damit verbundenen Nutzen informiert und kennt allfällige Anreizprogramme sowie Fördermodelle. Die Mehrheit der FahrzeugbesitzerInnen ist über das Effizienzpotenzial bei relevanten Fahrzeugkomponenten (v.a. Reifen, Klimaanlage) informiert. Die überwiegende Mehrheit des Fach- und Verkaufspersonals im Fahrzeug- und Pneuhandel sind über die Energieeffizienz der Fahrzeuge und der Fahrzeugkomponenten sowie den Nutzen effizienter Fahrzeuge und Komponenten informiert. Die Mehrheit des Fach- und Verkaufspersonals sieht den Nutzen und setzt sich aktiv für die Vermarktung effizienter Fahrzeuge und Komponenten ein. Ein massgeblicher Teil der KäuferInnen von Neuwagen und Occasionen entscheidet sich aufgrund der Informationen und allfälliger finanzieller Anreizprogramme und Fördermodelle für ein effizienteres Fahrzeug oder ein Fahrzeug mit alternativem Antriebssystem.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen der Neuwagenflotte Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich

Tabelle 6 Wirkungsziele Massnahme 1 (Promotion energieeffizienter Fahrzeuge und Fahrzeugkomponenten)

Tabelle 7 zeigt die geplanten Projekte und die entsprechenden Leistungen von EnergieSchweiz.

Projekte	Bemerkungen
Unterhalt und Vollzug Energieetikette (inkl. Periodische Publikation von Fahrzeuglisten für Neuwagen und Occasionen sowie von Produktlisten für Fahrzeugkomponenten)	BR Entscheid vom 18. Juni 2010: Umweltetikette wird nicht realisiert. Hingegen Weiterentwicklung und Verbesserung der Energieetikette.
Einführung überarbeitete Energieetikette und (inhaltliche und kommunikative) Umsetzung.	
Unterstützung der Einführung und der Umsetzung des Bonussystems bei der Automobilsteuer Unterstützung von Kantonen, Versicherungen etc. bei der Einführung und Umsetzung von Anreizprogrammen bzw. Fördermodellen im Verkehrsbereich (z.B. Bonus-/Malussysteme)	Initiierung, Koordination (Übersicht schaffen) und inhaltliche Unterstützung durch EnergieSchweiz beschränkt sich auf den bisherigen Rahmen (Listen aktualisieren)
Ausbau Warendeklaration auf weitere Fahrzeugkategorien (insb. Lieferwagen) und auf Fahrzeugkomponenten. 2011: Projekt „Sichere, leise und energieeffiziente Reifen“.	2011: Thema Reifen lancieren, als freiwillige Massnahme bis zur Übernahme der EU-Regelung (Bereitstellen von Reifenlisten und allg. Informationen zu effizienten Reifen. Einführung und Promotion des Reifenlabels – auf Angebots- und Nachfrageseite). Hier geht es v. a. um die Betriebsphase bzw. den Nachrüstungsentscheid
Markbeobachtung, Informationsaufbereitung sowie -verbreitung	Förderung der Markteinführung und der Verbreitung innovativer Produkte bzw. Projekte (v.a. Fahrzeuge und Antriebstechnologien) durch Messeauftritte, durch regionale und lokale Ausstellungen mit Probefahrten und durch Unterstützung aussichtsreicher P+D- und Marktprojekte.
Projekt „Elektromobilität“	Technologiespezifischer Schwerpunkt im Rahmen des Projektes „Modellvorhaben in Zusammenarbeit mit Partner(n)“ (Ausschreibung mit teils undefinierten Leistungen, Ideenwettbewerb)
Schulung von Fach-/Verkaufspersonal im Fahrzeug- und Pneuhandel	Umsetzung im Rahmen des Querschnittsschwerpunkts Aus- und Weiterbildung

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 7 Projekte Massnahme 1 (Promotion energieeffizienter Fahrzeuge und Fahrzeugkomponenten)

Massnahme 2: Förderung energieeffizienter Fahrweise

Massnahme 2 bezweckt die Förderung der energieeffizienten Fahrweise durch die Beseitigung von Informations- und Ausbildungsdefiziten. In Tabelle 8 sind die entsprechenden Wirkungsziele aufgeführt.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die Mehrheit der AltlenkerInnen (Fahrausweis vor Einführung Obligatorium 2-Phasen-Ausbildung ausgestellt) kennt die Methoden der effizienten Fahrweise Ein bedeutender Anteil der AltlenkerInnen und der überwiegende Teil der NeulenkerInnen wenden die Methoden der effizienten Fahrweise an.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich

Tabelle 8 Wirkungsziele Massnahme 2 (Förderung effizienter Fahrweise)

Tabelle 9 stellt die geplanten Projekte und Massnahmen dar.

Projekte	Bemerkungen
Förderung von EcoDrive: Konzentration auf Altlenker und Ausdehnung auf neue Zielgruppen (z.B. Bau- und Landmaschinen, Buschauffeure)	Teilnehmerbezogene finanzielle Beiträge an EcoDrive-Kurse
Qualitätssicherung bei gesetzlich geregelter EcoDrive-Pflicht für Neulenker und bei der Aus- und Weiterbildung der Berufsfahrer	Bei der konkreten Umsetzung ist ein hoher Qualitätsstandard anzustreben und bei den Berufsfahrern, wo es kein EcoDrive-Pflichtfach gibt, die Umsetzung sicherzustellen
Aktionen zur Verbreitung des Wissens über einzelne Aspekte bzw. Energieeffizienzmassnahmen beim Fahren (u.a. Reifen pumpen, Einsatz Klimaanlage, Motor abstellen)	Zusammenarbeit mit Partnern. Hier geht es nicht darum EcoDrive als Ganzes an einzelne Personen zu vermitteln, sondern darum Einzelmassnahmen landesweit bekannt zu machen.

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 9 Projekte Massnahme 2 (Förderung energieeffiziente Fahrweise)

Massnahme 3: Mobilitätsmanagement

Ziel ist die Förderung des Mobilitätsmanagements von Unternehmen, Gemeinden und im Freizeitbereich. Das Mobilitätsmanagement zielt vor allem auf die Veränderung des Mobilitätsverhaltens ab. Dadurch sollen der Energieverbrauch und die CO₂-Emissionen bei den Zielgruppen gesenkt werden. Wichtige Umsetzungspartner sind die Gemeinden und z.T. auch die Kantone.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>Unternehmen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Mobilitätsmanagement ist bei der Mehrzahl der grösseren Unternehmen (mehr als 100 Mitarbeitende) mit einem Umweltmanagementsystem nach ISO 14000 bekannt und Mobilität ein Thema im Managementsystem. • Bei mindestens der Hälfte der Unternehmen mit Mobilitätsmanagement führen die Massnahmen zu einer Verlagerung des Modalsplitts (beim Pendler- und Dienstreiseverkehr) hin zur kombinierten Mobilität. <p>Gemeinden:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Mobilitätsmanagement ist bei den Energiestädten sowie bei der Mehrzahl der Energiestadt-Gemeinden mit über 5'000 EinwohnerInnen bekannt und etabliert. • Bei mindestens einem Drittel der Gemeinden mit Mobilitätsmanagement führen die Massnahmen zu bedeutenden Verhaltensänderungen bei den anvisierten Zielgruppen. <p>Planungsvorhaben und Freizeitbereich:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Im Freizeitbereich (Veranstaltungen und Tourismusprojekte) und bei grossen Anlässen wird Mobilitätsmanagement angewendet
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich bei den anvisierten Zielgruppen

Tabelle 10 Wirkungsziele Massnahme 3 (Mobilitätsmanagement)

Tabelle 11 stellt die geplanten Projekte und Leistungen von EnergieSchweiz dar.

Projekte	Bemerkungen
<p>Förderung von Mobilitätsmanagement in Unternehmen und Gemeinden (Umsetzungsaktion Mobilitätsmanagement in Unternehmen):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Information und Koordination • Beratungsleistungen (inkl. Erfa-Anlässe und Hilfsmittel) • Förderung Erfolg versprechender, innovativer Projekte 	<p>Beim Mobilitätsmanagement in Unternehmen steigt durch die Zusammenarbeit mit Gemeinden das Wirkungspotenzial. Daher ist im Rahmen von EnergieSchweiz eine enge Koordination mit dem Querschnittsschwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen erforderlich.</p>
<p>Förderung innovative Mobilitätsprojekte in Gemeinden:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informations- und Beratungsleistungen • Förderung Erfolg versprechender, innovativer Projekte 	
<p>Mobilitätsmanagements im Freizeitbereich und bei Planungsprojekten v.a. mittlere, regelmässige und grosse Veranstaltungen, Tourismusprojekte sowie Planungsprojekte im Infrastrukturbereich (Grossbaustellen, GU):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gezielte Information, Schaffen von Hilfsmitteln und Beratung • Förderung Erfolg versprechender, innovativer Projekte 	
<p>Bereitstellen bzw. Verbessern von Hilfsmitteln zum Aufbau und Unterhalt von Mobilitätsmanagement (z.B. Bilanzierungs- und Bewertungsinstrumente, Checklisten)</p>	<p>Grundlagenarbeit und Verbreitung der Hilfsmittel</p>

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 11 Projekte Massnahme 3 (Mobilitätsmanagement)

Massnahme 4: Änderung des Mobilitätsverhaltens

Durch die finanzielle Unterstützung von innovativen Projekten, die Zusammenarbeit mit Partnern und die Bereitstellung von Grundlagen soll ein Beitrag zur Änderung des Mobilitätsverhaltens verschiedenster Zielgruppen geleistet werden (vgl. Tabelle 12).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	Die EnergieSchweiz-Projekte in diesem Bereich führen zu folgenden Verhaltensänderungen seitens der Zielgruppen: <ul style="list-style-type: none"> • Verbreitung innovativer Ansätze zur Änderung des Mobilitätsverhaltens • Vermehrtes Umsteigen vom MIV auf andere Verkehrsträger (v.a. Langsamverkehr, ÖV) • Fahrtenvermeidung und bessere Fahrzeugauslastung (Carpooling)
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Beitrag zur Reduktion des Mengenwachstums beim motorisierten Individualverkehr • Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich

Tabelle 12 Wirkungsziele Massnahme 4 (Änderung des Mobilitätsverhaltens)

Tabelle 13 zeigt die geplanten Projekte und Leistungen von EnergieSchweiz.

Projekte	Bemerkungen
Förderung von innovativen Mobilitätsprojekten (insbes. von Projekten im Rahmen des Dienstleistungszentrums für nachhaltige und innovative Mobilität)	Unterstützung des DZM und finanzielle Beiträge an DZM-Projekte und DZM-Projektschwerpunkte durch das BFE
Förderung von Massnahmen im Bereich des energieeffizienten Freizeitverkehrs, in Zusammenarbeit mit Partnern (andere Ämter, insb. das ARA und TU's, sowie SBB, Postauto, Privatbahnen etc.). Initiierung und Begleitung von Projekten, Informationsaustausch durch BFE, Vernetzung von Akteuren	Das ARE hat eine Strategie bzw. ein Leitbild Freizeitverkehr. Eine enge Zusammenarbeit mit dem ARE ist daher vordringlich.
Förderung von „Gesunde Mobilität“- Projekten z.B im Bereich Bewegungsförderung in Zusammenarbeit mit Partnern (BAG, BASPO sowie Organisationen aus dem Gesundheitswesen und Sportbereich)	Das BAG ist mit anderen Ämtern dabei, eine Strategie auszuarbeiten. Eine enge Zusammenarbeit ist daher vordringlich.
Förderung der virtuellen Mobilität; Initiierung von Pilotprojekten und Bereitstellung von Hilfsmitteln (z.B. Informationsmaterial, Plattformen)	
Förderung der Nutzung von Potentialen der Informations- und Kommunikationstechnologie in der Mobilität; u.a. Teilprojekt „intelligent transport systems“ zur Stärkung der Konkurrenzfähigkeit verbrauchsarmer Mobilitätsformen	Pilotprojekte z.B. in Zusammenarbeit mit Projekt „nachhaltige Quartiere“.

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 13 Projekte Massnahme 4 (Änderung des Mobilitätsverhaltens)

Massnahme 5: Unterstützung von Gemeinden bezüglich Mobilität

Schwerpunkt ist die Unterstützung der Gemeinden (und z.T. der Kantone) bezüglich des Thema Mobilität. Ziele sind Optimierung gesetzlicher Rahmenbedingungen auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene, die Beseitigung von Informations- und Ausbildungsdefiziten bei Gemeinden bzw. GemeindeberaterInnen sowie die Mobilitätsberatung für Gemeinden. Es besteht ein Querbezug zum Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen (vgl. Kapitel 11). Bis 2015 werden folgende Wirkungsziele angestrebt (vgl. Tabelle 14).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die Energiestädte und eine Mehrheit der Energiestadt-Gemeinden mit über 5'000 EinwohnerInnen verfügen über fortschrittliche Leistungen im Mobilitätsbereich. Sie optimieren die Gesetzgebung (Raumplanungs- und Baugesetz) und bieten Informations- und Beratungsdienstleistungen im Hinblick auf eine nachhaltigere und energieeffiziente Mobilität an. Eine schonungsvolle und Boden sparende Raumnutzung erhält in den beteiligten Gemeinden einen hohen Stellenwert. Die in den Gemeinden mit fortschrittlichen Leistungen im Mobilitätsbereich ansässigen EinwohnerInnen und Unternehmen reduzieren den MIV-Anteil in ihrem Modalsplitt.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Verkehrsbereich Die Verkehrsfläche (inkl. Parkierungsfläche) steigt in Bezug zur Einwohnerzahl weniger stark an, als in vergleichbaren Gemeinden und Quartieren.

Tabelle 14 Wirkungsziele Massnahme 5 (Unterstützung von Gemeinden betreffend Mobilität)

Die geplanten Projekte und Leistungen von EnergieSchweiz sind in Tabelle 15 aufgeführt.

Projekte	Bemerkungen
Optimierung der Raumplanung und der Baugesetzgebung unter Berücksichtigung der Konsequenzen auf Mobilität und Energieverbrauch	Enge Koordination mit dem ARE und den Kantonen; Koordination mit EnergieSchweiz für Gemeinden (vgl. Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen)
Gezielter Ausbau der Kurs- und Informationsangebote für Gemeinden bzw. für die GemeindeberaterInnen	
Verbesserung der Mobilitätsberatung für Gemeinden	
Abbau von Fehlanreizen auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene	Enge Zusammenarbeit mit den Kantonen siehe auch Massnahme 6 „Fehlanreize“

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 15 Projekte Massnahme 5 (Unterstützung von Gemeinden betreffend Mobilität)

Massnahme 6: Fehlanreize identifizieren und abbauen

Ziel dieses Schwerpunkts ist die Beseitigung von Fehlanreizen bzw. das Setzen von positiven Anreizen auf Gesetzes- und Vollzugsebene (Bundes- und Kantonsebene). Die Massnahme soll zur Reduktion des MIV und des Energieverbrauchs im Verkehr beitragen. Da die relevanten Anreize erst identifiziert werden müssen, wird bei dieser Massnahme auf detaillierte Wirkungsziele verzichtet.

Tabelle 16 stellt die geplanten Projekte und die entsprechenden Leistungen von EnergieSchweiz dar.

Projekte	Bemerkungen
Optimierung der mobilitätsrelevanten Anreize auf Gesetzes- und Vollzugsebene: Identifikation von Fehlanreizen und Strategien zu deren Behebung	Grundlagenarbeit, die z. T. in Kombination mit der Umsetzung von Massnahme 5 erfolgen wird.
Unterstützung der zuständigen Amtsstellen beim Abbau von Fehlanreizen und bei der Umsetzung der positiven Anreize	Information, Beratung und Begleitung durch BFE Enge Zusammenarbeit mit den Kantonen

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 16 Projekte Massnahme 6 (Fehlanreize identifizieren und abbauen)

6.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Der Schwerpunkt Mobilität erhält im neuen Programm EnergieSchweiz deutlich mehr Gewicht als im Vorgängerprogramm. Damit der Bereich Mobilität seinen notwendigen Beitrag zur Erfüllung der Schweizer Klimaschutzziele leistet, bedarf es einer massiven Verstärkung der Anstrengungen. Nach wie vor liegt das grösste Potential in der Förderung von energieeffizienten Fahrzeugen und Fahrzeugkomponenten. Aber gerade in diesem Handlungsfeld sind Förderprogramme, die eine hohe Wirkung versprechen, kostenintensiv. Nebst der Förderung von energieeffizienten Fahrzeugen und einer energieeffizienten Fahrweise braucht es verstärkte Anstrengungen im Mobilitätsmanagement von Unternehmen und von Betrieben der öffentlichen Hand sowie eine Mobilitätsplanung auf kommunaler und regionaler Ebene als fester Bestandteil der langfristigen Orts- und Raumplanung. Zur Finanzierung der notwendigen Massnahmen und Projekte bedarf es mittelfristig 6 Mio. CHF. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, können im Bereich Mobilität Projekte ab 2013 nur im Umfang von 4 Mio. CHF realisiert werden. Auf folgende Projekte müsste in diesem Fall verzichtet werden:

Energieeffiziente Fahrzeuge und Fahrzeugkomponenten

EnergieSchweiz kann nicht wie vorgesehen die Kantone und Versicherungsgesellschaften bei der Entwicklung und Einführung von Anreizsystemen oder Fördermodellen für Fahrzeuge mit geringem Energieverbrauch unterstützen. Gerade die bisher geleistete Unterstützung der Kantone bei der Einführung eines Bonussystems bei der Automobilsteuer muss aufgegeben werden. Die dafür benötigten Mittel fliessen in zwei neue Projekte: den Modellversuch Elektromobilität und die Förderung von energieeffizienten, sicheren und leisen Reifen.

Energieeffiziente Fahrweise

In diesem Handlungsfeld hinterlässt der Wegfall der Fördergelder der Stiftung Klimarappen eine grosse Lücke, die EnergieSchweiz aufgrund der knappen Mittel nicht schliessen kann. Das hohe Umsetzungsniveau und die gute Qualitätssicherung – beides Errungenschaften aus der letzten Programmdekade – können in Zukunft nicht aufrechterhalten oder ausgebaut werden. So kann zum Beispiel die neue Zielgruppe der Altlenker nicht im geplanten Umfang bearbeitet werden.

Mobilitätsmanagement

EnergieSchweiz unterstützt keine innovativen Mobilitätsprojekte von Gemeinden.

Änderung des Mobilitätsverhaltens

Für neue Projekte in den Bereichen „intelligent transport systems“, „Gesunde Mobilität“ oder „Virtuelle Mobilität“, die in enger Zusammenarbeit mit neuen Partnern vorgesehen waren, stehen keine EnergieSchweiz-Mittel zur Verfügung.

Ebenso muss auf die Finanzierung von Massnahmen zur Förderung des energieeffizienten Freizeitverkehrs verzichtet werden.

Unterstützung von Gemeinden bezüglich Mobilität

In seiner zukünftigen Ausrichtung will EnergieSchweiz das Denken in Gesamtsystemen speziell fördern. In diesem Sinne ist die Integration der kommunalen und regionalen Mobilitätsplanung in die Orts- und Raumplanung ein wichtiges und an Bedeutung gewinnendes Handlungsfeld. Aufgrund der knappen Mittel stehen dafür jedoch keine Mittel zur Verfügung.

Fehlanreize identifizieren und abbauen

Für die Identifikation und eine lückenlose Bestandsaufnahme von mobilitätsrelevanten Fehlanreizen auf Gesetzes- und Vollzugsebene setzt EnergieSchweiz weniger Mittel ein als geplant. Auf die Unterstützung der zuständigen Amtsstellen beim Abbau von solchen Fehlanreizen muss gänzlich verzichtet werden.

7 Themenschwerpunkt Elektrogeräte

7.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

In den letzten Jahren haben sich die politischen Rahmenbedingungen im Bereich Elektrogeräte stark verändert:

- Im Rahmen der Umsetzung des Aktionsplans „Energieeffizienz“ hat der Bundesrat am 24. Juni 2009 Effizienzvorschriften für eine ganze Serie von Elektrogeräten beschlossen. Ende 2010 bestehen bei acht Kategorien von Elektrogeräten Vorschriften für die Gesamteffizienz. Zusätzlich haben praktisch alle Geräte Anforderungen im Standby- und Aus-Zustand zu erfüllen. Die Anforderungen an Elektrogeräte orientieren sich weitgehend am Vorgehen der EU. Bei grossen Haushaltsgeräten sind die Vorschriften in der EU noch in Arbeit oder gehen im Vergleich zur Schweiz weniger weit.
- Die Effizienzvorschriften werden in Europa und in der Schweiz kontinuierlich weiterentwickelt. Insbesondere sollen im Rahmen künftiger EnV-Revisionen die Anforderungen verschärft (Waschmaschinen, Motoren etc.) bzw. auf andere Anwendungsbereiche (Umwälzpumpen, Strassenbeleuchtung, Ventilatoren, TV-Geräte etc.) ausgedehnt werden.
- Die Kombination von Effizienzanforderungen und Deklarationsvorschriften (Energieetikette für die grossen Haushaltsgeräte und für elektrische Lampen) bietet eine gute Grundlage, um freiwillige Massnahmen darauf aufzubauen bzw. weiterzuentwickeln. Für elektronische Geräte wurde ab 2009 das in bedeutenden Teilen der Welt verwendete Label ENERGY STAR eingeführt, um energieeffiziente Geräte auszuzeichnen.
- Parallel zu Förderprogrammen einzelner Akteure (z.B. EVU) steht ab 2010 auf Bundesebene neu das Instrument der Wettbewerblichen Ausschreibungen zur Verfügung. Damit können Stromeffizienzmassnahmen mit einem ausgezeichneten Kosten-/Wirkungsverhältnis finanziell unterstützt werden. Die förderwürdigen Massnahmen werden im Rahmen einer geregelten Ausschreibung bestimmt. Der entsprechende Fonds wird mit Mitteln aus der Kosten-deckenden Einspeisevergütung (KEV) gespiesen.

Potenziale und Hemmnisse

Die Technik bietet für viele Gerätekategorien noch grosses Effizienzpotential (Einsparpotenzial von 25 bis 30 Prozent, verglichen mit Bestgeräten). Die Differenz zwischen technisch möglicher Effizienz und der Effizienz der im Handel angebotenen Geräte ist oft gross.

Da die Elektrogeräte und ihre Komponenten in der Regel nicht in der Schweiz produziert werden, ist es schwierig, über die Beeinflussung von Herstellern den effizienteren Technologien zum Durchbruch zu verhelfen. Weitere Hemmnisse sind bei vielen Geräten die fehlende Transparenz betreffend Energieverbrauch und die teilweise fehlende Sensibilisierung der Nutzer für Effizienzfragen (Kaufentscheid und Gerätenutzung), u. a. aufgrund des vergleichsweise geringen Anteils der Elektrizitätskosten am Haushaltsbudget). Zudem stehen bei energieeffizienten Elektrogeräten der oft gegebenen Wirtschaftlichkeit andere Produkteigenschaften (Design, Bedienung, Luxusfeatures etc.) gegenüber, die beim Kaufentscheid teilweise stärker gewichtet wer-

den. Bei Motoren (Ersatz durch effizientere Modelle) sind weitere Faktoren wie die Vermeidung von Beeinträchtigungen des Produktionsprozesses, Garantiefragen, Lagerbestände etc. relevant.

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Tabelle 17 stellt die Stärken und Schwächen der bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz sowie die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen dar.

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Viel Know-how vorhanden. • Gute Abstimmung von gesetzlichen Massnahmen (Deklarationen, Labels, Mindestvorschriften) und Aktivitäten von EnergieSchweiz („Push-and-Pull“-Strategie). • Langjährige Erfahrung in der Zusammenarbeit mit Partnern (Vernetzung). • Breit abgestützter Einbezug verschiedenster Organisationen und Akteure. • Gute Kontakte zur Industrie und zu DL-Unternehmen und Branchenorganisationen (z.B. im Rahmen vom Energyday) • Enge Zusammenarbeit mit Forschung und Entwicklung. 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Knappe personelle und finanzielle Ressourcen für strategische Planung sowie Umsetzung von Projekten; kaum Kapazität für die Lancierung eigener Projekte. • Gewisse Themenfelder werden (auch aus Kapazitätsgründen) heute noch nicht (z.B. Schnittstelle Haustechnik und Elektrogeräte) oder lediglich ansatzweise bearbeitet (z.B. Motoren). • Übermässige Beanspruchung des Bereichs durch organisatorische und administrative Hürden.
<p>Chancen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einheimische Fabrikation auf hohem Niveau (grosse Haushaltsgeräte und Kaffeemaschinen); Profilierungsmöglichkeiten für Wirtschaft (Übernahme einer Pionierrolle). • Gesteigertes Interesse von Politik, Medien und Bevölkerung (seit ca. 2006). • Nach wie vor beträchtliches Effizienzpotenzial. • Aufgrund der Effizienzvorschriften kann auf der freiwilligen Ebene wieder zusätzlich „Schub“ am oberen Ende der Effizienzmöglichkeiten ausgelöst werden. • Erweiterte technische Möglichkeiten eröffnen zusätzliche Reduktionsmöglichkeiten beim Elektrizitätsverbrauch. 	<p>Risiken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Hemmnisse sind teilweise schwierig zu überwinden, v. a. bei Industrieunternehmen (Antriebe, Systemanbieter). • Spielraum von „freiwilligen“ Massnahmen wird durch zunehmende Regulierung eingeschränkt. • Falls die Energieetikette bzw. Labels nicht genügend dynamisch und differenziert ausgestaltet werden, fehlt eine wichtige Grundlage zur Förderung von Bestgeräten. • Stark divergierende Ziele von EnergieSchweiz und einzelnen Partnern. • Thematisierung und zunehmend stärkere Gewichtung allfälliger negativer Auswirkungen gewisser Technologien auf Gesundheit (Beispiel: Elektromagnetische Felder).

Tabelle 17 Stärken und Schwächen (interne Sicht); Chancen und Risiken (externe Sicht)

7.2 Ziele

Der Schwerpunkt Elektrogeräte will einen massgeblichen Beitrag zur Verbesserung der Energieeffizienz von serienmässig hergestellten Elektrogeräten leisten. Der Begriff „Elektrogeräte“ umfasst dabei serienmässig hergestellte Geräte, die elektrische Energie für ihren Betrieb benötigen. Dazu gehören elektrisch betriebene Geräte, die der Erzeugung von künstlichem Licht dienen, Arbeiten im Haushalt oder Gewerbe erleichtern, der Information oder Unterhaltung dienen oder andere Geräte oder Systeme antreiben.

Zudem soll ein Beitrag zur Optimierung des Benutzerverhaltens geleistet werden. Damit will der Schwerpunkt in Ergänzung zu den Vorschriften und den Fördermassnahmen zur Stabilisierung bzw. Reduktion des Energieverbrauchs bei den entsprechenden Anwendungen beitragen. Bis 2020 werden folgende Ziele verfolgt:

1. Massgeblicher Beitrag zur Verbesserung der Energieeffizienz von Elektrogeräten, der Beleuchtung und von Motoren im Haushaltssektor sowie bei Industrie- und Dienstleistungsunternehmen.
2. Bedeutender Beitrag zur Optimierung des Betriebs von Elektrogeräten inkl. Beleuchtung und Antriebe im Haushaltssektor sowie bei Industrie- und Dienstleistungsunternehmen (u. a. Vermeidung des „Betriebs ohne Nutzen“).

7.3 Strategie

Effizienzverbesserungen bei serienmässig hergestellten Elektrogeräten sollen durch eine kombinierte „Push“- (Mindestanforderungen) und „Pull“- (Förderung von „Bestgeräten“) Strategie erzielt werden. Der Schwerpunkt Elektrogeräte zielt auf eine möglichst optimale Ergänzung der Vorschriften und von Fördermassnahmen ab. Dabei konzentriert er sich primär auf den Abbau von Sensibilisierungs- und Informationsdefiziten zur Förderung von Bestgeräten. Die Ziele sollen mit folgenden strategischen Elementen erreicht werden:

- Initiierung, Unterstützung und Koordination von Vorschriften und von Fördermassnahmen der öffentlichen Hand und von weiteren Akteuren. Erstens soll in Abstimmung mit der EU die Weiterentwicklung von Vorschriften (Energiedeklarationspflicht/Energieetikette, Mindestanforderungen) auf Bundesebene vorangetrieben werden. Zweitens ist ein Beitrag zur Definition von sektorspezifischen Programmen im Rahmen der Wettbewerblichen Ausschreibungen zu leisten. Drittens sind Förderprogramme Dritter (z.B. Energieversorgungsunternehmen) zu initiieren und inhaltlich zu unterstützen.
- Sensibilisierungs-, Informations- und Beratungsmassnahmen zur Förderung der Verbreitung von Bestgeräten. Einerseits sollen Labels für Bestgeräte eingeführt werden, möglichst durch Übernahme von bestehenden und bewährten internationalen Deklarationen und Labels. Eigene Schweizer Instrumente sind denkbar bei Bedarf zur gezielten Schliessung von Lücken. Andererseits sollen möglichst in Kooperation mit Partnern Informations- und Beratungsmassnahmen mit Fokus auf die Bestgeräte umgesetzt werden.
- Finanzielle Unterstützung von Massnahmen Dritter, die die Zielerreichung unterstützen (z.B. Informationsaktionen des Handels), sowie von innovativen Projekten (z.B. finanzielle Förderung von P+D-Projekten sowie Informations- und Schulungsaktivitäten).

- Weiterführung und Flexibilisierung der Zusammenarbeit mit Partnern der öffentlichen Hand, der Wirtschaft (Unternehmen, Agenturen) sowie mit NGO. Auszubauen ist insbesondere die Zusammenarbeit mit den EVU und der öffentlichen Hand (Vorbildfunktion).
- Ausbau und verstärkte Pflege der internationalen Beziehungen.
- Anpassung der finanziellen und personellen Ressourcen an die zunehmende Bedeutung des Bereichs

7.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgende sind die im Schwerpunkt Elektrogeräte geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 2). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Elektrogeräte und die Verzichtplanung (vgl. Tabellen 19, 21, 25, 27, 29 und Kapitel 7.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategieguppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 7.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Elektrogeräte (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Effizienz von Haushaltsgeräten (Beschaffung und Betrieb)	0.7	0.8	1.2	0.8	1.4	2.0
2	Effizienz von IKT-Geräten	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.8
3	Effizienz von Unterhaltungselektronik	0.5	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8
4	Effiziente elektrische Beleuchtung (Planung, Beschaffung und Betrieb)	0.4	0.5	0.6	0.5	0.6	0.8
5	Effizienz bei gewerblichen und industriellen Anwendungen	0.4	0.5	0.6	0.5	0.6	0.8
6	Effiziente Energiesysteme (Schnittstelle Gebäudetechnik/Elektrogeräte/Energieversorger)	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.8
Mittelbedarf Massnahmen Elektrogeräte					3.4	4.5	6.0
Budget gemäss Finanzplan Elektrogeräte					2.8	3.4	4.0
Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Elektrogeräte					0.6	1.1	2.0

Box 2 Massnahmen Schwerpunkt Elektrogeräte

Massnahme 1: Effizienz von Haushaltsgeräten (Beschaffung und Betrieb)

Massnahme 1 zielt auf die Verbreitung von Bestgeräten und die Optimierung des Nutzungs- und Benutzerverhaltens bei Haushaltsgeräten ab. Die Ziele sollen durch einen Beitrag zur Weiterentwicklung von Vorschriften und Fördermassnahmen sowie durch darauf abgestimmte Sensibilisierungs-, Informations- und Beratungsangebote erreicht werden.

Tabelle 18 stellt die Wirkungsziele bis zum Jahr 2015 dar.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>Hersteller, Handel und „Mittler“:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Mehrheit der Hersteller fördert die Vermarktung von energieeffizienten Geräten (Marketing- und Verkaufsaktivitäten) • Die überwiegende Mehrheit des Handels ist über den Energieverbrauch der Haushaltsgeräte informiert und fördert den Absatz von energieeffizienten Geräten besonders (Sortimentsgestaltung, Marketing, Verkauf) • Beauftragte und Beeinflusser der Kunden (Architekten, Installateure, Küchenbauer etc.) setzen sich für den Kauf von energieeffizienten Geräten ein. • Kantone und Gemeinden sowie EVU setzen vermehrt Programme zur Förderung von Bestgeräten um. <p>KäuferInnen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die überwiegende Mehrheit der KäuferInnen von Haushaltsgeräten ist über den Energieverbrauch der Geräte informiert. • Ein massgeblicher Teil der KäuferInnen von Haushaltsgeräten entscheidet sich für ein energieeffizientes Geräte. • Betreiber von Geräten sind zunehmend über die optimale Nutzung und den energieeffizienten Betrieb der Geräte informiert und verhalten sich entsprechend.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs pro Haushaltsgerät (Effizienz und Betrieb)

Tabelle 18 Wirkungsziele Massnahme 1 (Effizienz von Haushaltsgeräten)

Tabelle 19 stellt die geplanten Projekte und die Leistungen von EnergieSchweiz dar.

Projekte (teilweise hoheitliche Massnahmen)	Bemerkungen
Weiterentwicklung der Energieetikette und der Mindestvorschriften (in Abstimmung mit EU)	Inhaltliche Unterstützung und Koordination der Akteure
Vollzugskontrolle und -unterstützung für die Energieetikette und die Effizienzvorschriften	Verstärkung der hoheitlichen Aufgabe durch EnergieSchweiz
Unterstützung von Kantonen, Gemeinden, EVU etc. bei der Einführung von Vorschriften (z.B. im Gebäudebereich) und von Anreizprogrammen	Initiierung, Koordination und Unterstützung durch EnergieSchweiz Abstimmung mit Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen
Projekt "Gerätedaten online": Gerätedatenbank für Haushaltsgeräte mit Energieetikette	Wichtig ist Zugang zu relevanten Gerätedaten
Neue Energieetikette: Kampagne für Bekanntmachung der neuen Energieetikette	Umsetzung neue A+++ - Philosophie

Projekt „Energyday“: Gesamtschweizerischer Energieeffizienztag (Effiziente Elektrogeräte und deren effizienter Betrieb)	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Awareness Point of Sale: Konsumenten erkennen das Thema Energieeffizienz als zentrale Produkteigenschaft	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Awareness Hersteller/Importeure (inkl. Ausstellungen und Einkauf): Energieeffizienz ist zentrales Element bei Sortimentsgestaltung	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Ausbildung Verkaufspersonal: Förderung des Verkaufs von effizienten Elektrogeräten durch Schulung des Verkaufspersonals	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4. Abstimmung mit Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung
Themenspezifische Internetplattformen: Bereitstellung aktueller zielgerichteter Informationsangebote zu energieeffizienten Elektrogeräten	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Effiziente Stromnutzung im Haushalt: Nutzung des Einsparpotenzials von Elektrogeräten in der Nutzungsphase	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Ratgeber zu Geräten mit Energieetikette: Informationen zu verschiedenen Gerätekategorien (in Papierform und im Internet)	Themenspezifische Teilprojekte mit unterschiedlichen Auftragnehmern.
Zielgruppenspezifische Information und Sensibilisierung für überdurchschnittlich effiziente Geräte	als Teil einer dreistufigen Strategie: 1. Mindestanforderungen zwecks Elimination der schlechtesten Geräte 2. Möglichst hohe Energieeffizienz für Massenmarkt 3. Zugang zu hoch effizienten Geräten für „First Movers“
Marktbeobachtung und Informationsaufbereitung sowie -verbreitung	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 19 Projekte Massnahme 1 (Effizienz von Haushaltsgeräten)

Massnahme 2: Effizienz von IKT-Geräten

Ziel ist die Förderung der Energieeffizienz von Geräten der Informations- und Kommunikationstechnologie, primär durch Informationsmassnahmen (Verankerung des Labels ENERGY STAR).

Tabelle 20 stellt die Wirkungsziele von Massnahme 2 dar.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>Hersteller und Handel:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Label ENERGY STAR ist bei den Herstellern und im Handel verankert. • Die Mehrheit des Handels ist über den Energieverbrauch der IKT-Geräte informiert und fördert den Absatz von energieeffizienten Geräten (Sortimentsgestaltung, Marketing, Verkauf) <p>KäuferInnen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die überwiegende Mehrheit der KäuferInnen von IKT-Geräten ist über den Energieverbrauch der Geräte informiert. • Ein massgeblicher Teil der KäuferInnen von IKT-Geräten entscheidet sich für ein energieeffizientes Gerät. • Die öffentliche Hand nimmt bei Investitionen in IKT-Geräten eine Vorbildfunktion wahr.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Erhöhung der Energieeffizienz der IKT-Geräte im Haushalt, der Wirtschaft und der Verwaltung

Tabelle 20 Wirkungsziele Massnahme 2 (Effizienz von IKT-Geräten)

Die geplanten Projekte sind in Tabelle 21 dargestellt.

Projekte (teilweise hoheitliche Massnahmen)	Bemerkungen
Projekt „Energyday“: Gesamtschweizerischer Energieeffizienztag (effiziente Elektrogeräte und deren effizienter Betrieb)	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
ENERGY STAR: <ul style="list-style-type: none"> • Registrierungsstelle (Produkte, Anbieter) • Datenbank • Bekanntmachung/Vermarktung • Website www.energystar.ch 	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 2, 3.
Förderung der Vorbildfunktion der öffentlichen Hand, u. a. durch Erarbeitung und Etablierung von IKT-Standards	Inhaltlich Unterstützung durch BFE. Koordination der relevanten Akteure (bisherige Projekte auf Stufe Bund werden nach Möglichkeit weiterverfolgt).
Awareness Point of Sale: Konsumenten erkennen das Thema Energieeffizienz als zentrale Produkteigenschaft	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Awareness Hersteller/Importeure (inkl. Ausstellungen und Einkauf): Energieeffizienz ist zentrales Element bei Sortimentsgestaltung	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Ausbildung Verkaufspersonal: Förderung des Verkaufs von effizienten Elektrogeräten durch Schulung des Verkaufspersonals	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4. Abstimmung mit Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung
Themenspezifische Internetplattformen: Bereitstellung aktueller zielgerichteter Informationsangebote zu energieeffizienten Elektrogeräten	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Effiziente Stromnutzung im Haushalt: Nutzung des Einsparpotenzials von Elektrogeräten in der Nutzungsphase	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Marktbeobachtung und Informationsaufbereitung sowie -verbreitung	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 21 Projekte Massnahme 2 (Effizienz von IKT-Geräten)

Massnahme 3: Effizienz von Unterhaltungselektronik

Ziel ist die Verbesserung der Effizienz von Geräten der Unterhaltungselektronik, primär durch die Verankerung des Labels ENERGY STAR (vgl. Tabelle 22).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>Hersteller und Handel:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Label ENERGY STAR ist bei den Herstellern und im Handel verankert. • Die Mehrheit des Handels ist über den Energieverbrauch der Geräte der Unterhaltungselektronik informiert und fördert den Absatz von energieeffizienten Geräten (Sortimentsgestaltung, Marketing, Verkauf) <p>KäuferInnen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die überwiegende Mehrheit der KäuferInnen von Geräten der Unterhaltungselektronik ist über den Energieverbrauch der Geräte informiert. • Ein massgeblicher Teil der KäuferInnen von Geräten der Unterhaltungselektronik entscheidet sich für ein energieeffizientes Gerät.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Erhöhung der Energieeffizienz der Geräte der Unterhaltungselektronik

Tabelle 22 Wirkungsziele Massnahme 3 (Energieeffizienz der Unterhaltungselektronik)

Die geplanten Projekte sind in Tabelle 23 aufgeführt.

Projekte (teilweise hoheitliche Massnahmen)	Bemerkungen
Projekt „Energyday“: Gesamtschweizerischer Energieeffizienztag (effiziente Elektrogeräte)	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
ENERGY STAR: <ul style="list-style-type: none"> • Registrierungsstelle (Produkte, Anbieter) • Datenbank • Bekanntmachung/Vermarktung • Website www.energystar.ch 	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 2, 3.
Awareness Point of Sale: Konsumenten erkennen das Thema Energieeffizienz als zentrale Produkteigenschaft	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Awareness Hersteller/Importeure: Energieeffizienz ist zentrales Element bei der Sortimentsgestaltung	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.

Ausbildung Verkaufspersonal: Förderung des Verkaufs von effizienten Elektrogeräten durch Schulung des Verkaufspersonals	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4; Abgrenzungsbedarf zu Projekt im Querschnittsschwerpunkt Aus- und Weiterbildung
Themenspezifische Internetplattformen: Bereitstellung aktueller zielgerichteter Informationsangebote zu energieeffizienten Elektrogeräten	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4, 5, 6; für verschiedene Teilbereiche sind unterschiedliche Anbieter möglich
Effiziente Stromnutzung im Haushalt: Nutzung des Einsparpotenzials von Elektrogeräten in der Nutzungsphase	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4; mehrere Auftragnehmer möglich für Teilprojekte
Marktbeobachtung und Informationsaufbereitung sowie -verbreitung	

Tabelle 23 Projekte Massnahme 3 (Effizienz der Unterhaltungselektronik)

Massnahme 4: Effiziente elektrische Beleuchtung (Planung, Beschaffung und Betrieb)

Ziel ist die Verbesserung der Energieeffizienz der Beleuchtung (Beschaffung und Betrieb), primär durch Sensibilisierungs- und Informationsmassnahmen. Neben den Leuchtmitteln sollen auch die Leuchten und das Beleuchtungsmanagement berücksichtigt werden. Effiziente Leuchtmittel sind neben einer zweckmässigen „Lichtplanung“ vor allem im Haushaltsektor von Bedeutung. Im Dienstleistungs- und Industriesektor stehen effiziente Leuchten und das Lichtmanagement im Vordergrund. Es ist auf eine kohärente Ergänzung der Mindestvorschriften und der Fördermassnahmen (z.B. Wettbewerbliche Ausschreibungen oder Förderprogramme von EVU) und eine enge Zusammenarbeit mit Kantonen und Gemeinden (Energjestädte) sowie mit den EVU zu achten. Folgende Ziele werden angestrebt (vgl. Tabelle 24):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>Handel und „Mittler“:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Handel fördert zunehmend den Absatz von effizienten Leuchtmitteln und Leuchten (Sortimentsgestaltung, Marketing, Verkauf) • Ein bedeutender Teil der Architekten, Lichtplaner etc. ist über Massnahmen zur Verbesserung der Effizienz der Beleuchtung (Lichtmanagement, Leuchtmittel, Leuchten) informiert und setzt sich entsprechend dafür ein. • Kantone und Gemeinden sowie EVU setzen vermehrt Programme zur Förderung der effizienten Beleuchtung um. <p>KundInnen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ein bedeutender Anteil der Haushaltskunden setzt effiziente Leuchtmittel und Leuchten ein. • Ein massgeblicher Teil der Kunden aus dem Dienstleistungs- und Industrie-sektor ist über Massnahmen zur Steigerung der Effizienz der Beleuchtung (inkl. Betrieb) informiert und verhält sich entsprechend. • Die überwiegende Mehrheit der Kantone und Gemeinden fördert die Effizienz der öffentlichen Beleuchtung.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs bei der Beleuchtung (Effizienz und Betrieb)

Tabelle 24 Wirkungsziele Massnahme 4 (Effiziente Beleuchtung)

Die geplanten Projekte sind in Tabelle 25 aufgeführt.

Projekte (teilweise hoheitliche Massnahmen)	Bemerkungen
Weiterentwicklung der Mindestvorschriften für Lampen (in Koordination mit der EU)	Inhaltlich Unterstützung durch EnergieSchweiz und Koordination der relevanten Akteure
Unterstützung von Kantonen, Gemeinden und EVU bei der Einführung von Vorschriften (z.B. SIA 380/4) und Anreizprogrammen sowie bezüglich Vorbildfunktion der öffentlichen Hand	Initiierung, Koordination und Unterstützung durch BFE (oder Beauftragte des BFE)
Zielgruppenspezifische Sensibilisierung und Information für effiziente Beleuchtung: <ul style="list-style-type: none"> • „Mittler“ (Architekten, Lichtplaner etc.) • Haushalte und private Hauseigentümer • Dienstleistungs- und Industrieunternehmen 	Zusammenarbeit mit Partnern (Verbände) Koordinationsfunktion von EnergieSchweiz
Projekt „Energyday“: Gesamtschweizerischer Energieeffizienztag (effiziente Elektrogeräte)	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Awareness Point of Sale: Konsumenten erkennen das Thema Energieeffizienz als zentrale Produkteigenschaft	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Awareness Hersteller/Importeure: Energieeffizienz ist zentrales Element bei Sortimentsgestaltung	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Ausbildung Verkaufspersonal: Förderung des Verkaufs von effizienten Elektrogeräten durch Schulung des Verkaufspersonals	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4. Abstimmung mit Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung

Themenspezifische Internetplattformen: Bereitstellung aktueller zielgerichteter Informationsangebote zu energieeffizienten Elektrogeräten	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Ratgeber Öffentliche Beleuchtung und Gemeinde-Benchmark: Ratgeber für Eigentümer, Betreiber und Ersteller. Gemeindevergleich als Ansporn für Verbesserungen	
Effiziente Stromnutzung im Haushalt: Nutzung des Einsparpotenzials von Elektrogeräten in der Nutzungsphase	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4.
Aus- und Weiterbildung von „Mittlern“ (Architekten, Lichtplaner etc.)	Kooperation mit Partnern (Bildungsinstitutionen, Verbände)

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 25 Projekte Massnahme 4 (Effiziente Beleuchtung)

Massnahme 5: Effizienz bei gewerblichen und industriellen Anwendungen

Ziele dieser Massnahme sind die Verbesserung der Energieeffizienz und die Optimierung des Betriebs von gewerblichen und industriellen Anwendungen. Es ist auf eine gute Abstimmung mit dem Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen und den allenfalls im Rahmen der Wettbewerblichen Ausschreibungen durchgeführten Programmen zu achten. Bis 2015 werden folgende Ziele angestrebt (vgl. Tabelle 26):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Eine massgebliche Anzahl von Unternehmen aus Industrie und Gewerbe ist über Effizienzmassnahmen bei Motoren, Pumpen und Geräten informiert (u. a. effiziente Motoren, Dimensionierung, organisatorische Massnahmen, Vermeidung des „Betriebs ohne Nutzen“ etc.). • Ein bedeutender Teil von Unternehmen aus Industrie und Gewerbe setzt Effizienzmassnahmen bei Motoren, Pumpen und Geräten um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs bei gewerblichen und industriellen Anwendungen

Tabelle 26 Wirkungsziele Massnahme 5 (Effizienz bei gewerblichen und industriellen Anwendungen)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 27):

Projekte (teilweise hoheitliche Massnahmen)	Bemerkungen
Weiterentwicklung der Mindestvorschriften in Koordination mit der EU (Motoren, ev. Pumpen etc.)	Inhaltliche Unterstützung und Koordination durch EnergieSchweiz
Projekt „Effiziente elektrische Antriebe“ (Motorenprogramm): Verstärkte Nutzung energieeffizienter Antriebe bei Pumpen, Ventilatoren, Kompressoren, Förderanlagen und im Bereich industrielle Verarbeitung“	Koordination mit Schwerpunkten Aus- und Weiterbildung und Kommunikation.

<ul style="list-style-type: none"> • Informations- und Sensibilisierungsmassnahmen • Beratungsangebote • Schulung/Ausbildung von Betreibern (Förderung Bestellerkompetenz) 	Berücksichtigung allfälliger Projekte im Rahmen der Wettbewerblichen Ausschreibungen: Doppelspurigkeiten vermeiden.
Themenspezifische Internetplattformen: Bereitstellung aktueller zielgerichteter Informationsangebote zu energieeffizienten Elektrogeräten	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Elektrizitätseinsparung durch Smart Metering: Schaffen der Voraussetzungen für Effizienzverbesserungen durch intelligente Messsysteme	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 5, 6, hat aber – entsprechend der konkreten Ausgestaltung – starke Berührungspunkte zum Marktsegment Haushalte. Bei gewerblichen und industriellen Anwendungen kann Smart Metering am ehesten zu einer Vermeidung von „Betrieb ohne Nutzen“ beitragen.
Effizienzvergleich/Beschaffungsratgeber gewerbliche Geräte: Informations- und Beratungsangebot zur Effizienz gewerblicher Geräte	
Programm zur Förderung der Energieeffizienz bei gewerblichen Geräten, u. a. Hotellerie/Gastgewerbe (ev. in Koordination mit Wettbewerblichen Ausschreibungen): <ul style="list-style-type: none"> • Informations- und Sensibilisierungsmassnahmen • Beratungsangebote • Schulung/Ausbildung von Betreibern (Förderung Bestellerkompetenz) 	Koordination mit Querschnittsschwerpunkten Aus- und Weiterbildung und Kommunikation
Beteiligung an Ausstellungen	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 27 Projekte Massnahme 5 (Energieeffizienz bei gewerblichen und industriellen Anwendungen)

Massnahme 6: Effiziente Energiesysteme (Schnittstellen Gebäudetechnik/Elektrogeräte/Energieversorger)

Ziel dieser Massnahme ist die Verbesserung der Energieeffizienz von Haustechnikkomponenten (z.B. Wärmepumpen und Klimaanlage) und die Förderung von weiteren Effizienzmassnahmen an der Schnittstelle Gebäude/Haustechnik und Elektrogeräte (z.B. Planungsinstrumente, Steuerungs- und Regelungssysteme, Smart Metering etc). Damit soll insbesondere das Systemdenken gefördert werden. Die Wirkungsziele bis 2015 sind in Tabelle 28 dargestellt.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>„Mittler“:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Architekten, Planer und Installateure sind zunehmend über Effizienzmassnahmen an der Schnittstelle Gebäude/Haustechnik und Elektrogeräte informiert und setzen sich für die Förderung der Energieeffizienz ein (Verbrauchs- und Lastmanagement). • Führende/Innovative EVU setzen Effizienzmassnahmen um (Messung/Steuerung, Gebäudeautomation, Feedbacksystem, Tarifierung). <p>KundInnen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fortschrittliche Hauseigentümer sind über Effizienzmassnahmen an der Schnittstelle Gebäude/Haustechnik und Elektrogeräte informiert und setzen entsprechende Massnahmen um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs von Elektrogeräten

Tabelle 28 Wirkungsziele Massnahme 6 (Effizienz Schnittstelle Haustechnik und Elektrogeräte)

Die geplanten Aktivitäten sind in Tabelle 29 aufgeführt.

Projekte	Bemerkungen
Energieverbrauchsdeklaration/Mindestvorschriften für Haustechnikkomponenten in Abstimmung mit der EU	Inhaltliche Unterstützung und Koordination durch EnergieSchweiz
Themenspezifische Internetplattformen: Bereitstellung aktueller zielgerichteter Informationsangebote zu energieeffizienten Elektrogeräten	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 1, 2, 3, 4, 5, 6; für verschiedene Teilbereiche sind unterschiedliche Anbieter möglich
Einsatz effizienter Haustechnikkomponenten: Informationsgrundlagen (z.B. Datenbank effiziente Haustechnikkomponenten und Ratgeber)	
Einsatz effizienter Haustechnikkomponenten: Informations- und Beratungsangebot (Produkte, Betrieb, Dimensionierung)	
Elektrizitätseinsparung durch Smart Metering: Schaffen der Voraussetzungen für Effizienzverbesserungen durch intelligente Messsysteme	Projekt leistet Beitrag zur Umsetzung der Massnahmen 5, 6, hat aber – entsprechend der konkreten Ausgestaltung – starke Berührungspunkte zum Marktsegment Haushalte
Förderung von Pilotprojekten bzw. von innovativen Informations-, Beratungs- und Schulungsprojekten von Partnern (z.B. EVU), die die Zielerreichung unterstützen	Inkl. Pilotprojekte im Bereich Smartgrid/Smartmeetering. Reduktion von Lastspitzen durch Betriebsoptimierung
Effiziente Technologien: Förderung von Innovationen im Bereich Elektrogeräte	Schnittstellen zu übrigen Massnahmen im Schwerpunkt Elektrogeräte
EVU-Rating: Verstärkte Gewichtung von Effizienzmassnahmen bei Energieversorgern (Aufzeigen der Anstrengungen im Sinne eines Benchmarks)	Schnittstellen zu übrigen Massnahmen im Schwerpunkt Elektrogeräte

Sensibilisierung, Information und Schulung von Mitarbeitern (Architekten, Planer etc.) betreffend Effizienzmassnahmen an der Schnittstelle Gebäude/Haustechnik und Elektrogeräte	Inkl. Nutzung von Feedbacksystemen Koordination mit den Querschnittsschwerpunkten Aus- und Weiterbildung sowie Kommunikation
--	---

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 29 Projekte Massnahme 6 (Effizienz Schnittstelle Haustechnik und Elektrogeräte)

7.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Der Schwerpunkt Elektrogeräte erhält im neuen Programm EnergieSchweiz mehr Gewicht als im Vorgängerprogramm. Hier gilt es, den Informationsstand und die Handlungskompetenz der Zielgruppen kontinuierlich zu erhöhen. Angefangen beim Kauf von elektrischen Geräten und Beleuchtungskörpern über die Planung des Geräteeinsatzes oder der Lichtquellen bis hin zum Betrieb von Geräten oder Beleuchtungssystemen müssen – ob im Privathaushalt, im Dienstleistungs- oder Industriebetrieb – zahlreiche Entscheide gefällt werden. Damit diese Entscheide zu Gunsten von überdurchschnittlich energieeffizienten Lösungen ausfallen, bedarf es guter Produkteinformationen, guter Beratung und Planung durch den Fachmann sowie eine nachhaltige Sensibilisierung und konkrete Anleitungen für den Käufer und Nutzer. Zur Finanzierung der notwendigen Massnahmen und Projekte bedarf es mittelfristig 6 Mio. CHF. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, können im Bereich Elektrogeräte Projekte ab 2013 nur im Umfang von 4 Mio. CHF realisiert werden. Auf folgende Projekte müsste in diesem Fall verzichtet werden:

Effizienz von Haushaltsgeräten und IKT-Geräten

Die geplante Informationskampagne zur Einführung der neuen Energieetikette für Haushaltsgeräte wird in redimensioniertem Umfang durchgeführt.

Ebenso wird auf die geplante breit angelegte Verhaltenskampagne verzichtet, deren Ziel die Sensibilisierung aller Zielgruppen für überdurchschnittlich effiziente Haushalts- oder IKT-Geräte ist. Mit gezielten, auf die einzelnen Zielgruppen zugeschnittenen Massnahmen sollte deren Kaufverhalten nachhaltig beeinflusst werden.

Im Weiteren wird auf die Erarbeitung und Etablierung von Standards für IKT-Geräte und damit auf die Förderung der Vorbildfunktion der öffentlichen Hand im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologie verzichtet.

EnergieSchweiz kann den Kantonen, Gemeinden und EVU bei der Entwicklung und Einführung von Anreizprogrammen oder Vorschriften (z.B. Kantone im Gebäudebereich) im Bereich der Elektrogeräte keine Unterstützung leisten.

Effiziente elektrische Beleuchtung

Die geplante Informationskampagne für die Zielgruppe Privathaushalte zum Thema Lichtplanung wird nicht durchgeführt. Ebenso wird auf die Informationskampagne für Dienstleistungs- und Industriebetriebe zum Thema Beleuchtungsmanagement verzichtet. Die Kantone, Gemeinden und EVU erhalten bei der Entwicklung und Einführung von Anreizprogrammen oder Vorschriften (z.B. Kantone im Gebäudebereich) im Bereich der Beleuchtung keine Unterstützung und Beratung von EnergieSchweiz.

Der Aufbau eines Weiterbildungsangebotes für Architekten und Planer zu den Themen Lichtplanung und Beleuchtungsmanagement wird nicht unterstützt.

Effizienz bei gewerblichen und industriellen Anwendungen

Das geplante Programm zur Förderung der Energieeffizienz von gewerblichen Geräten, die vor allem in der Hotellerie und im Gastgewerbe eingesetzt werden, wird nicht lanciert.

Ebenso wird darauf verzichtet, an Messen und Ausstellungen im Themenbereich Hotellerie/Gastgewerbe aufzutreten.

Effiziente Energiesysteme

Der Aufbau einer Datenbank der effizienten Haustechnikkomponenten und die Erarbeitung von Ratgebern für Hauseigentümer und Planer werden nicht unterstützt. Ebenso leistet EnergieSchweiz keine Unterstützung für den Aufbau eines Weiterbildungsangebots für Architekten und Planer zum Thema Schnittstelle Gebäude/Haustechnik/Elektrogeräte.

Die Strategiegruppe hat am 17. September 2010 beschlossen, die Mittelverteilung auf die Programmschwerpunkte nach andern Gesichtspunkten vorzunehmen, als ursprünglich geplant, und ab 2013 den Schwerpunkt Elektrogeräte nur noch mit 3.5 Mio. CHF auszustatten. Dies würde bedeuten, dass die oben beschriebene Verzichtplanung auf weitere Projekte ausgedehnt werden müsste (weitere Einsparung von 0.5 Mio. CHF).

8 Themenschwerpunkt Industrie und Dienstleistungen

8.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Die politischen Rahmenbedingungen im Bereich der Industrie- und Dienstleistungsunternehmen sind im Wesentlichen durch die eidgenössische und kantonale Energiegesetzgebung und das CO₂-Gesetz gegeben. Daraus abgeleitet ist beispielsweise das Instrument der Zielvereinbarungen (freiwillige Zielvereinbarungen und Verpflichtungen zur Befreiung von der CO₂-Abgabe):

- Das Energiegesetz (EnG) setzt zur Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien in Industrie- und Dienstleistungsunternehmen auf „freiwillige“ Vereinbarungen. Das BFE wird bei der Umsetzung der freiwilligen Vereinbarungen durch die Energie-Agentur der Wirtschaft (EnAW) unterstützt.
- Auf kantonaler Ebene entbinden die Kantone gemäss MuKE (Grossverbraucherartikel) diejenigen Grossverbraucher von Detailvorschriften, die ihren Energieverbrauch auf freiwilliger Basis reduzieren. Zurzeit haben nur die Kantone Zürich und Neuenburg den Grossverbraucherartikel in ihren Energiegesetzen verankert und vollziehen diesen auch. In anderen Kantonen ist die Einführung des Grossverbraucher-Artikels in Vorbereitung, bzw. der Vollzug ist im Aufbau begriffen.
- Einzelne EVU gewähren ihren Grosskunden einen Rabatt auf bestimmte Tarife, sofern sie den Elektrizitätsverbrauch reduzieren, bzw. die Energieeffizienz erhöhen (Effizienzbonus). So gewährt z.B. das ewz in Zürich einen Rabatt von 10 %, wenn ein Unternehmen die Ziele seiner Zielvereinbarung einhält. Neu belohnen auch das Elektrizitätswerk des Kantons Thurgau (EKT) sowie die Centralschweizerischen Kraftwerke (CKW) Stromsparebemühungen ihrer Kunden mit Boni.
- Gemäss CO₂-Gesetz können sich grosse Unternehmen, mehrere Verbraucher gemeinsam und energieintensive Unternehmen von der CO₂-Abgabe befreien, wenn sie sich zu einer Begrenzung der CO₂-Emissionen gegenüber dem Bund verpflichten. Ziellücken können mit dem Zukauf schweizerischer Emissionsrechte und in einem gewissen Umfang ausländischer Zertifikate geschlossen werden. Das BFE und die EnAW unterstützen das BAFU beim Vollzug, insbesondere bei der Festlegung der Zielgrössen und beim Monitoring.
- Auf Anfang 2013 wird voraussichtlich ein neues CO₂-Gesetz in Kraft treten. Der Vorschlag des Bundesrates für die Revision baut auf den bestehenden Instrumenten auf: Die Befreiung energieeffizienter Betriebe soll aufrechterhalten, der Emissionshandel ausgebaut und mit dem System der EU verknüpft werden. Die bisher im Vollzug des CO₂-Gesetzes involvierten Organisationen sollen weiterhin eingebunden werden. Dabei ist auf eine optimale Rollenteilung zu achten, so dass sich die Organisationen und die Instrumente in einer zweckmässigen Art und Weise ergänzen und für die Unternehmen möglichst keine Mehrbelastungen sind.

Für die Unternehmen ist es von zentraler Bedeutung, dass die verschiedenen Vereinbarungen bzw. Verpflichtungen (gegenüber Bund, Kantonen, EVU) mit demselben Instrument abgedeckt werden können. Das Mittel dazu ist ein Zielvereinbarungssystem, das vom Bund, den Kantonen und den weiteren Akteuren wie EVU anerkannt wird (heutige „Universalzielvereinbarungen“).

Potenziale und Hemmnisse

Das energetische Sparpotenzial in der Industrie, im Gewerbe und im Dienstleistungsbereich ist beträchtlich. Es werden nicht alle Energieeffizienzmassnahmen erkannt und umgesetzt, die wirtschaftlich sind. Wären heute z.B. in der Industrie alle wirtschaftlichen Massnahmen realisiert, würde der Energieverbrauch in diesem Sektor um etwa 10 bis 15 Prozent geringer ausfallen.

Die Gründe für die zurückhaltenden Investitionen in Energieeffizienzmassnahmen der Unternehmen sind Unsicherheiten angesichts des anspruchsvollen konjunkturellen und wirtschaftlichen Umfelds. Die zukünftige Entwicklung der Energiepreise (Strom, fossile Energieträger) und die teilweise restriktiven internen Payback-Vorgaben spielen ebenso eine Rolle. Beispielsweise setzen die Unternehmen in der Regel nur Massnahmen mit sehr kurzen Paybackzeiten von wenigen Jahren um (z.B. zwei Jahre). Weitere Hemmnisse bei den Unternehmen sind Informationsdefizite, Aus- und Weiterbildungsdefizite (bei Unternehmen, Mittlern und Anbietern) aber auch organisatorische Restriktionen (keine Störungen des Produktionsprozesses, unterschiedliche Verantwortlichkeiten für Investitionen und Unterhalt/Betrieb etc). Insbesondere KMU sind angesichts des vielfältigen Informationsangebots über Energiethemen überfordert und verfügen über zu wenig Kapazität für die Beschäftigung mit dem Thema Energie neben dem Tagesgeschäft.

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Tabelle 30 zeigt die Stärken und die Schwächen der bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz sowie die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen:

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Viel Know-how vorhanden • BFE als geschätzter Partner für Unternehmen/Wirtschaft • Langjährige Erfahrung in der Zusammenarbeit mit Wirtschafts-Partnern, insbes. der EnAW (Vernetzung) • Breit abgestützter Einbezug verschiedenster Organisationen und Akteure • Die heutigen Massnahmen und deren Wirkung/Resultate bilden eine gute Basis für weitere Aktivitäten von EnergieSchweiz • Mit dem EnAW-Netzwerk besteht bereits ein sehr wertvolles Unternehmensnetzwerk (effizienter Einsatz von EnergieSchweiz-Ressourcen und -Mitteln möglich) 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rollenteilung innerhalb Bundesverwaltung führt zu Abstimmungsaufwand • Grossteil der Massnahmen ist schwierig kommunizierbar • Die heutigen Massnahmen und deren Wirkungen/Resultate beruhen teilweise auf Grundlagen des CO₂-Gesetzes. Das EnG liefert zu wenig griffige Grundlagen zur Umsetzung ähnlich wirksamer Massnahmen. • Abgrenzung hoheitlicher Aufgaben und Aktivitäten von EnergieSchweiz • Unbefriedigende Einbindung von KMU • Zugang zu kleinen Unternehmen ist schwierig
<p>Chancen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Strommarktliberalisierung und künftiger Anstieg der Strompreise machen Steigerung der Energieeffizienz für die Unternehmen attraktiver • Umsetzung des neuen CO₂-Gesetzes mit im Vergleich zu heute veränderter Vollzugstechnik erlaubt EnergieSchweiz wie- 	<p>Risiken</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fehlende Anreize für die Unternehmen vermindern die Bereitschaft, Massnahmen zu realisieren. Dies insbesondere dann, wenn die Grundlagen des CO₂-Gesetzes wegfallen sollten (Anreiz Abgabebefreiung). • Finanzielle Hemmnisse und mangelndes Wissen in Unternehmen verhindern die Um-

<p>der stärkere Fokussierung auf die Gesamtenergie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Weiterentwicklung der bestehenden Anreizsysteme (Effizienzbonus, Grossverbraucherartikel) • Nutzung des EnAW-Netzwerks für die Umsetzung von Massnahmen 	<p>setzung von Effizienzmassnahmen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Es sind noch zuwenig Anreize gesetzlicher oder marktwirtschaftlicher Art vorhanden, um Investitionen in die Energieeffizienz zu fördern. • Revision CO₂-Gesetz kann zu einer Fokussierung auf CO₂-Reduktion führen; Blick auf die Reduktion der Gesamtenergie geht verloren; Anreize für KMU werden minimiert. • Substitution fossiler Energien mit Strom kann dazu führen, dass der CO₂-Ausstoss je nach Herkunft und Herstellungsart des Stromes steigt.
---	---

Tabelle 30 Stärken und Schwächen (interne Sicht) / Chancen und Risiken (externe Sicht)

8.2 Ziele

Der Schwerpunkt zielt auf die Steigerung der Energieeffizienz (Gesamtenergie, Elektrizität) und die Reduktion von energetisch bedingten CO₂-Emissionen in Industrie- und Dienstleistungsunternehmen ab. Im Vordergrund stehen Effizienzverbesserungen in thermischen Fertigungsprozessen und Produktionsanlagen, in Infrastrukturanlagen sowie die Betriebsoptimierung der Gebäudeinfrastruktur (HLKE).⁵ Dabei soll insbesondere das Systemdenken gefördert werden. Im Bereich Industrie und Dienstleistungen verfolgt EnergieSchweiz 2011-2020 die folgenden Hauptziele:

1. Steigerung der Energieeffizienz und Reduktion der energetisch bedingten CO₂-Emissionen bei Unternehmen mittels Zielvereinbarung.
2. Zielvereinbarungen kommen flächendeckend für Unternehmen mit einem Brennstoffverbrauch von mehr als 5 GWh bzw. einem Elektrizitätsverbrauch von 0.5 GWh pro Jahr zum Einsatz.
3. Massgeblicher Beitrag zur Steigerung der Energieeffizienz und der Reduktion der energetisch bedingten CO₂-Emissionen bei Unternehmen ohne Zielvereinbarung.

8.3 Strategie

Die Ziele sollen zur Verstärkung der gesetzlichen Mechanismen durch Zielvereinbarungen, die Entwicklung und die Etablierung von Instrumenten und Methoden zur Steigerung der Energieeffizienz und die Umsetzung von Effizienzprogrammen erreicht werden. Die Zusammenarbeit mit Partnern aus der Wirtschaft ist auszubauen:

⁵ Massnahmen zur Effizienzsteigerung bei seriell hergestellten Elektrogeräten (inkl. elektrische Beleuchtung und Motoren) werden im Schwerpunkt Elektrogeräte behandelt (vgl. Kapitel 7).

- Die Zielvereinbarungen (ZV) sollen in Form von Universalzielvereinbarungen mit gleichem Anspruchsniveau für alle Zielvereinbarungstypen unter Federführung von EnergieSchweiz als Koordinator umgesetzt werden. Es wird unterschieden zwischen freiwilligen ZV bzw. dem ZV-Prozess beim Vollzug EnG und den ZV als Dienstleistungsangebot für andere Akteure (z.B. für Vollzug CO₂-Gesetz, Umsetzung Effizienzboni und Grossverbraucherartikel etc.). Die Förderung der Zielvereinbarungen erfolgt in Kooperation mit der Wirtschaft in Zusammenarbeit mit der EnAW bzw. einer allfälligen Nachfolgeorganisation. Leistungen, die unabhängig von der EnAW sind, können auch von anderen Anbietern erbracht werden.
- Die Entwicklung von Instrumenten soll sich vor allem auf die Prozessintegration, Querschnittstechnologien, verfahrensmässige Prozesse beziehen. Die Instrumente sollen für die Unternehmen attraktiv sein und ökonomische, prozessbezogene und ökologische Vorteile bieten.
- Effizienzprogramme werden in erster Linie im Zusammenhang mit der Umsetzung der Wettbewerblichen Ausschreibungen (Steuerung der Geschäftsstelle, sektorspezifische Programme) durchgeführt.
- Programme für die Steigerung der Energieeffizienz bei KMU in Zusammenarbeit mit Partnern (Verbände, Energiestädte, EVU) schweizweit bzw. auf regionalen Plattformen. Beim Einbezug entsprechender Partner ist eine Ausweitung auf das Thema Ressourceneffizienz möglich.
- Die Zusammenarbeit mit Partnern und der Wirtschaft soll ausgebaut und flexibilisiert werden. Erstens soll die Informationsaufbereitung und -verbreitung zielgruppengerecht unter Nutzung der Partner (-netzwerke) erfolgen. Zweitens ist die Kooperation mit Partnern der Wirtschaft (Unternehmen, Agenturen, Branchenorganisationen, EVU), der öffentlichen Hand sowie NGO auszubauen. Dabei sind Synergien zu nutzen und Kofinanzierungen anzustreben. Drittens sind spezifische Projekte auszuschreiben. Viertens soll die Unterstützung der Unternehmen durch Instrumente im Bereich Risikoabsicherungen/Garantien erweitert werden.
- Gezielte Förderung von Innovations- bzw. P+D-Projekten im Bereich Energieeffizienz. (u. a. zwecks Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft und Reduktion der Auslandabhängigkeit).

8.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgend sind die im Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 3). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Industrie und Dienstleistungen und die Verzichtplanung (vgl. Tabellen 32, 35, 38, 40, 42, 44 und Kapitel 8.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategieguppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 8.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Förderung von Zielvereinbarungen	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5	1.6
2	Förderung der Prozess- und Betriebsoptimierung (Pinch-Offensive)	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
3	Energieeffizienz in spezifischen Branchen und bei Querschnittstechnologien	0.2	0.1	0.1	0.2	0.4	0.4
4	Durchführen von Effizienzprogrammen	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
5	Förderung der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2
6	Beseitigung von Investitionshemmnissen und Abdeckung von Investitionsrisiken	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	0.4
7	Ganzheitliche Energieanalysen in Unternehmen (ohne Zielvereinbarungen)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.2	0.3
8	Betriebsoptimierung Kälteanlagen	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
Mittelbedarf Massnahmen Industrie und Dienstleistungen					3.0	3.5	4.0
Budget gemäss Finanzplan Industrie und Dienstleistungen					2.7	2.6	2.6
<i>Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Industrie und Dienstl.</i>					0.3	0.9	1.4

Box 3 Massnahmen Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen

Massnahme 1: Förderung von Zielvereinbarungen

Zentrales Element des Schwerpunkts Industrie und Dienstleistungen ist die Förderung und die Unterstützung von Zielvereinbarungen mit der Wirtschaft (freiwillige Zielvereinbarungen und gesetzliche Verpflichtungen). Massnahme 1 strebt bis 2020 folgende Ziele an (vgl. Tabelle 31).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2020
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Unternehmen mit einem Brennstoffverbrauch von mehr als 5 GWh bzw. einem Elektrizitätsverbrauch von 0.5 GWh pro Jahr schliessen bis 2020 möglichst schweizweit Zielvereinbarungen gemäss MuKE n Modul 8 ab (Grossverbraucherartikel). • Unternehmen mit Zielvereinbarungen (bzw. Verpflichtungen) setzen entsprechende Effizienzmassnahmen um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgebliche Steigerung der Energieeffizienz und Reduktion der energetisch bedingten CO₂-Emissionen.

Tabelle 31 Wirkungsziele Massnahme 1 (Förderung von Zielvereinbarungen)

Bei den Projekten und Leistungen (vgl. Tabelle 32) ist zwischen den **freiwilligen Zielvereinbarungen** und der **Unterstützung der Umsetzung der CO₂-Gesetzgebung (bei „Verpflichtungen“)** zu unterscheiden. Zur Anwendung gelangen prinzipiell identische Instrumente. Für spezifische Unterstützungsleistungen z.Hd. Dritter (EVU, Kantone, BAFU etc.), z.B. im Rahmen des Vollzugs der CO₂-Gesetzgebung, sind entsprechende Anpassungen erforderlich.

Projekte	Bemerkungen
Betrieb und Weiterentwicklung Zielvereinbarungs-Modelle (Energiediagramm, Benchmarkmodell, KMU-Modell); inkl. Monitoring.	Koordinationsfunktion EnergieSchweiz; Einbezug der relevanten Akteure, insb. der Kantone. Ziel: Identisches Anforderungsniveau für Universalzielvereinbarung für alle Zielgruppen
Erstellen von Zielvereinbarungen und Durchführung von Audits	Einbindung von Unternehmen in verbindliche Zielsysteme, Überwachung Zielerreichung und Qualitätssicherung (freiwillige ZV und Verpflichtungen) inkl. Umsetzungsaudits
Unterstützung der Kantone bei der Umsetzung des Grossverbraucherartikels (Basis Leitfaden)	Ziel: möglichst einheitliches ZV-System
Aufbau Dienstleistungsangebot Zielvereinbarungen für Dritte	Kunden: EVU, Kantone, BAFU Entwicklung nach 2012 teilweise abhängig von Ausgestaltung CO ₂ -Gesetzgebung
Beratung von Kantonen, Gemeinden und EVU bei der Einführung von Effizienzbonus-Systemen, die mit Zielvereinbarungen gekoppelt sind	Koordination mit Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen
Beratung/Ausbildung und Betreuung der Unternehmen mit entsprechender Qualitätssicherung (inkl. Weiterbildungsangeboten)	In Koordination mit Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 32 Projekte Massnahme 1 (Förderung von Zielvereinbarungen)

Massnahme 2: Förderung der Prozess- und Betriebsoptimierung (Pinch-Offensive)

Massnahme 2 bezweckt die Optimierung des inneren Wärmerückgewinnungspotenzials in der thermischen Prozess-Industrie und dient damit auch der Abwärmevermeidung. Die entsprechenden Wirkungsziele sind Tabelle 33 dargestellt.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Eine bedeutende Anzahl der Unternehmen aus den Bereichen der thermischen Verfahrenstechnik (u.a. Chemie, Papier, Lebensmittel, Faserstoffverarbeitung) hat eine energetische Grobanalyse mit Klärung des Potenzials durchgeführt (Pinch-Eignung). • Die Mehrheit der Unternehmen mit abgeklärter „Pinch-Eignung“ haben eine Pinch-Analyse durchgeführt (Vollpinch oder mit vordefinierten, standardisierten Prozessmodulen) und haben die daraus ableitbaren wirtschaftlichen Massnahmen identifiziert. • Die Mehrheit der grossen Industriebetriebe und ein bedeutender Teil der KMU kennen Instrumente zur Prozess- und Betriebsoptimierung und setzen entsprechende Massnahmen um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des fossilen und elektrischen Energieverbrauchs in Industriebetrieben und bei KMU.

Tabelle 33 Wirkungsziele Massnahme 2 (Förderung der Prozess- und Betriebsoptimierung)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 34):

Projekte	Bemerkungen
Pinch-Infrastruktur (Ingenieurwerkzeuge, Aus- und Weiterbildung) <ul style="list-style-type: none"> • Weiterentwicklung, Markteinführung und Qualitätssicherung von Methoden und Werkzeugen zur energetischen Prozessintegration Aufbau und Sicherung eines genügenden Angebots von Pinch-Ingenieurdienstleistungen im Markt • Aufbau und Betrieb eines Pinch-Stützpunktes für Aus- und Weiterbildung im Bereich Prozessintegration/Pinch 	Koordination der relevanten Partner und Akteure Zusammen mit HSLU/HTA
Pinch-Anwendungen (Marktumsetzung) <ul style="list-style-type: none"> • Förderung von energetischen Grobanalysen mit Klärung des Energiesparpotenzials bzw. der Pinch-Eignung • Förderung Pinch-Analysen für grössere Industriebetriebe (mittels Fullpinch) und kleinere Industriebetriebe (mittels Prozessmodulen für Energiemodellierung) • Beratung und Begleitung von Unternehmen (z.B. Vorgehensberatung, Erfahrungsaustausch) • Aufklärung der Betreiber komplexer Produktionsanlagen (thermische Verfahrenstechnik) für die Pinch-Methode und die energetische Prozessintegration 	Koordination der relevanten Partner und Akteure und finanzielle Beteiligung während einer Anfangsphase.

Tabelle 34 Projekte Massnahme 2 (Förderung Prozess- und Betriebsoptimierung)

Massnahme 3: Energieeffizienz in spezifischen Branchen und bei Querschnittstechnologien

Massnahme 3 zielt auf die Erarbeitung von Grundlagen zur Steigerung der Energieeffizienz in spezifischen Branchen und bei Querschnittstechnologien ab. Wirkungsziele sind im konkreten Fall für die einzelne Branche bzw. für die anvisierte Technologie zu definieren. Es sind folgende Projekte und Leistungen vorgesehen (vgl. Tabelle 35):

Projekte	Bemerkungen
Grundlagenarbeiten: <ul style="list-style-type: none"> • Ermittlung von Effizienzpotenzialen in einzelnen Branchen • Entwicklung von Branchenbenchmarks (bei entsprechender CO₂-Gesetzgebung) 	Zusammenarbeit mit Fachpartnern
Entwicklung von branchenspezifischen Methoden und Werkzeugen zur Steigerung der Energieeffizienz: <ul style="list-style-type: none"> • Effizienzchecks • Branchenspezifische Umsetzungswerkzeuge (z.B: Leitfäden für Standardmassnahmen inkl. Coaching-Netzwerk) • Qualitätsgesicherte Pilot-Markteinführungen 	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 35 Projekte Massnahme 3 (Energieeffizienz in spezifischen Branchen und bei Querschnittstechnologien)

Massnahme 4: Durchführen von Effizienzprogrammen

Ziel ist die Förderung und die Durchführung von Effizienzprogrammen. Es sind folgende Projekte und Leistungen vorgesehen (vgl. Tabelle 36):

Projekte	Bemerkungen
Steuerung der Geschäftsstelle Wettbewerbliche Ausschreibungen (mit Bezug auf sektorspezifische Programme)	Steuerung, Begleitung der Geschäftsstelle durch BFE
Internet-Informationsplattform Proofit zur Förderung der Nachhaltigkeit in KMU	Inkl. inhaltliche Ausrichtung, Schwerpunktsetzung, Vernetzung der Akteure in Zusammenarbeit mit Partnern; Koordination mit Schwerpunkt Kommunikation
KMU-Programme zur Steigerung der Energieeffizienz (inkl. Einbindung der Unternehmen in verbindliche Zielsysteme) und zur Förderung von Informations- und Beratungsangeboten auf regionalen Plattformen	Koordination mit den Schwerpunkten Städte/ Gemeinden/ Quartiere/Regionen und Kommunikation

Tabelle 36 Projekte Massnahme 4 (Durchführen von Effizienzprogrammen)

Massnahme 5: Förderung der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen

Massnahme 5 bezweckt die Förderung der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen. Es gelten folgende Wirkungsziele (vgl. Tabelle 37).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die Mehrheit der Industriebetriebe kennt die Möglichkeiten (inkl. Kosten und Nutzen) der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen. Ein massgeblicher Teil der Industriebetriebe nutzt die nicht vermeidbare Abwärme bei industriellen Prozessen.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs in Industriebetrieben

Tabelle 37 Wirkungsziele Massnahme 5 (Förderung der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen)

Tabelle 38 stellt die geplanten Projekte dar.

Projekte	Bemerkungen
Branchenspezifische Informationskampagnen „Abwärmenutzung“ für energieintensive Betriebe	Zusammenarbeit mit Partnern (Fachpartner, Verbände)
Entwicklung der technischen Umsetzungswerkzeuge für Informationskampagne „Abwärmenutzung“	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 38 Projekte Massnahme 5 (Förderung der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen)

Massnahme 6: Beseitigung von Investitionshemmnissen und Abdeckung von Investitionsrisiken

Ziel ist der Abbau von Finanzierungshemmnissen bei Projekten mit grossem Effizienzpotenzial und bei P+D-Projekten, einerseits durch die Beseitigung von Sensibilisierungs- und Informationsdefiziten betreffend Lifecycle-Betrachtungen, andererseits durch die Etablierung eines Fonds, der Investitionsrisiken abdeckt. Folgende Wirkungsziele werden angestrebt (vgl. Tabelle 39):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Bei einem massgebenden Teil der Industrie- und Dienstleistungsunternehmen sind Lifecycle-Betrachtungen etabliert. Ein relevanter Anteil der Industrie- und Dienstleistungsunternehmen entscheidet sich aufgrund der Förderung für die Umsetzung von Projekten mit grossem Effizienzpotenzial und die Durchführung von P+D-Projekten.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs in Industrie- und Dienstleistungsunternehmen.

Tabelle 39 Wirkungsziele Massnahme 6 (Beseitigung von Investitionshemmnissen und Abdeckung von Investitionsrisiken)

Die geplanten Projekte sind in Tabelle 40 dargestellt.

Projekte	Bemerkungen
Information und Sensibilisierung für Entscheidungsträger	Zusammenarbeit mit Partnern. Fokussiert wird auf die Energieeffizienz von Produkten (Maschinen und Geräte) und deren Energieverbrauch in der Nutzungsphase. (eCH konzentriert sich dabei auf energetische Aspekte).
Entwicklung und Etablierung von Tools <ul style="list-style-type: none"> • zur Durchführung von Lifecycle-Betrachtungen • als Hilfsmittel bei Investitionsentscheiden (Lifecycle-Betrachtungen) 	
Etablierung eines Fonds, der Investitionsrisiken abdeckt (Modell Investitionsgarantie, Bevorschussung, zinslose Darlehen)	Unter Berücksichtigung der Entwicklungen im Bereich der Wettbewerblichen Ausschreibungen

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 40 Projekte Massnahme 6 (Beseitigung von Investitionshemmnissen und Abdeckung von Investitionsrisiken)

Massnahme 7: Ganzheitliche Energieanalysen in Unternehmen (ohne Zielvereinbarungen)

Massnahme 7 dient der Förderung ganzheitlicher Energieanalysen in Unternehmen ohne Zielvereinbarungen (vgl. Tabelle 41).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Ein massgeblicher Teil der Unternehmen ohne Zielvereinbarung kennt die Möglichkeiten und die Instrumente ganzheitlicher Energieanalysen. • Ein relevanter Anteil der Unternehmen ohne Zielvereinbarung führt ganzheitliche Energieanalysen durch. • Rund ein Drittel der Unternehmen mit durchgeführten Analysen führt entsprechende Effizienzmassnahmen durch. • Umsetzung der IT-Standards P25 und P26 der Bundesverwaltung in Unternehmen mit > 100 Büroarbeitsplätzen.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs in Unternehmen ohne Zielvereinbarungen.

Tabelle 41 Wirkungsziele Massnahme 7 (Ganzheitliche Energieanalysen in Unternehmen)

Tabelle 42 zeigt die geplanten Projekte und Leistungen.

Projekte	Bemerkungen
Information und Sensibilisierung für Entscheidungsträger	Zusammenarbeit mit Partnern (Fachpartner und Verbände)
Entwicklung, Etablierung und Anwendung von Instrumenten zur ganzheitlichen Energieanalyse in Unternehmen ohne Zielvereinbarung	Koordination der relevanten Akteure und Partner. Fokus auf Gesamtenergieeffizienz und erneuerbare Energien.

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 42 Projekte Massnahme 7 (Ganzheitliche Energieanalysen in Unternehmen)

Massnahme 8: Betriebsoptimierung Kälteanlagen

Massnahme 8 zielt auf die Beseitigung von Sensibilisierungs- und Informationsdefiziten bezüglich Betriebsoptimierung von Kälteanlagen ab (vgl. Tabelle 43).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Ein massgeblicher Teil der Unternehmen mit Kälteanlagen kennen die Möglichkeiten und die Instrumente zur Optimierung von Kälteanlagen. • Ein bedeutender Teil der Unternehmen mit Kälteanlagen optimieren den Betrieb ihrer Kälteanlagen.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs von Kälteanlagen

Tabelle 43 Wirkungsziele Massnahme 8 (Betriebsoptimierung Kälteanlagen)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 44):

Projekte	Bemerkungen
Informations- und Sensibilisierungskampagne	Zusammenarbeit mit Partnern (Fachpartner und Verbände)
Entwicklung, Etablierung und Anwendung von Instrumenten zur ganzheitlichen Energieanalyse in Unternehmen ohne Zielvereinbarung	Koordination der relevanten Akteure (inkl. Einbezug der Kälteindustrie, Verbänden etc.) (Mit-) Finanzierung von Informations- und Beratungsangeboten

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 44 Projekte Massnahme 8 (Betriebsoptimierung Kälteanlagen)

8.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Der Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen erhält im neuen Programm EnergieSchweiz mehr Gewicht als im Vorgängerprogramm. Die grossen Errungenschaften aus der letzten Programmdekade in diesem Bereich sollen erhalten bleiben und weiter ausgebaut werden. Das beachtliche Potential, das in der Nutzung von Abwärme aus industriellen Prozessen und der energetischen Optimierung von Produktions- und Dienstleistungsbetrieben liegt, soll bis in zehn Jahren zu einem überwiegenden Teil ausgeschöpft werden. Zur Finanzierung der notwendigen Massnahmen und Projekte bedarf es mittelfristig 4 Mio. CHF. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, stehen für den Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen nur 2.6 Mio. CHF jährlich zur Verfügung. Dies bedingt, dass auf folgende Projekte verzichtet werden muss:

Förderung von Zielvereinbarungen

Der Aufbau eines Aus- und Weiterbildungsangebotes im Sinne einer besseren Qualitätssicherung bei Zielvereinbarungen in Unternehmen wird nicht unterstützt.

Ebenso kann EnergieSchweiz keine Beratungsdienstleistungen für Kantone, Gemeinde und EVU zur Ausgestaltung und Einführung von Effizienzbonussystemen, die mit Zielvereinbarungssystemen gekoppelt sind, anbieten.

Energieeffizienz in spezifischen Branchen und bei Querschnittstechnologien

Branchenspezifische Analysen zur Ermittlung besonders Erfolg versprechender Effizienzpotenziale und die Entwicklung von branchenspezifischen Methoden und Werkzeugen zur Steigerung der Energieeffizienz im Betrieb werden nicht unterstützt.

Förderung der Abwärmenutzung bei industriellen Prozessen

Die Nutzung von nicht vermeidbarer Abwärme aus industriellen Prozessen wird durch EnergieSchweiz nicht mehr aktiv gefördert.

Beseitigung von Investitionshemmnissen und Abdeckung von Investitionsrisiken

Von der Etablierung eines Fonds, der Investitionsrisiken abdeckt, wird abgesehen.

Ganzheitliche Energieanalysen in Unternehmen ohne Zielvereinbarungen

EnergieSchweiz unterstützt Energieanalysen in Betrieben ohne Zielvereinbarungen nicht.

Betriebsoptimierung Kälteanlagen

Die Entwicklung von Instrumenten für die energetische Optimierung von Kälteanlagen und ihre Anwendung in der Praxis wird nur minimal unterstützt.

Die Strategiegruppe hat am 17. September 2010 beschlossen, die Mittelverteilung auf die Programmschwerpunkte nach andern Gesichtspunkten vorzunehmen, als ursprünglich geplant, und ab 2013 den Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen nur noch mit 1.3 Mio. CHF auszustatten. Dies würde bedeuten, dass EnergieSchweiz – entgegen der ursprünglichen Absicht – sein Engagement in diesem Handlungsfeld auf ein Minimum reduzieren und die Weiterführung verschiedener Massnahmen aus dem Vorgängerprogramm gänzlich einstellen müsste. Neue Projekte könnten nur noch mit steilen Absenkpfeilen finanziert werden. Dadurch fallen zukunftsweisende Projekte mit hohem Innovationsgrad, aber noch geringer Marktreife aus dem Programmkatalog heraus.

9 Themenschwerpunkt Gebäude

9.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Für Massnahmen im Gebäudebereich sind in erster Linie die Kantone zuständig. Der Bund (bzw. EnergieSchweiz) ist koordinierend tätig und unterstützt die Harmonisierung der kantonalen Massnahmen (Weiterentwicklung MuKEn, Normen und Labels, harmonisiertes Fördermodell) und neue Projekte der Kantone (z.B. Gebäudeenergieausweis) sowie die Information und Beratung und die Aus- und Weiterbildung.

In den letzten Jahren haben sich die politischen Rahmenbedingungen im Gebäudebereich massgeblich verändert. Folgende Massnahmen sind besonders relevant:

- Weiterentwicklung und Verschärfung der Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKEn) im März 2008 mit anschliessender Umsetzung in den Kantonen.
- Einführung der CO₂-Abgabe auf Brennstoffe im Januar 2008.
- Lancierung des nationalen Gebäudesanierungsprogramms im Januar 2010, das auf zehn Jahre befristet ist und über die Teilzweckbindung der CO₂-Abgabe auf Brennstoffe finanziert wird. Von den zweckgebundenen Mitteln stehen jährlich 133 Mio. CHF für die Sanierung der Gebäudehülle zur Verfügung und 67 Mio. CHF für die Unterstützung der kantonalen Programme zur Förderung der erneuerbaren Energien, Abwärmenutzung und Haustechnik. Die Kantone stellen für ihre Programme 80 bis 100 Mio. CHF eigene Mittel bereit. Insgesamt können damit während zehn Jahren über 280 bis 300 Mio. CHF pro Jahr für die Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien in Gebäuden eingesetzt werden.
- Einführung des Gebäudeenergieausweises der Kantone (GEAK) im August 2009 für Wohnbauten, einfache Verwaltungsbauten und Schulbauten.

Mit der Verschärfung der Vorschriften im Gebäudebereich, der CO₂-Abgabe auf Brennstoffe und dem Gebäudesanierungsprogramm sind entscheidende Massnahmen zur Erhöhung der Energieeffizienz und der Förderung erneuerbarer Energien bei den Gebäuden umgesetzt worden.

Potenziale und Hemmnisse

Mit etwa 40 Prozent des Energieverbrauchs spielt der Gebäudepark eine Schlüsselrolle bei der Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz. Die Effizienzpotenziale und die Potenziale zur Nutzung von erneuerbaren Energien sind im Gebäudebereich sehr gross, insbesondere bei den bestehenden Gebäuden. MINERGIE-Bauten weisen im Vergleich zu Gebäuden aus den Siebzigerjahren einen um durchschnittlich 70 % geringeren Energieverbrauch aus. Die Rate an energetischen Gebäudesanierungen ist nach wie vor tief, konnte jedoch mit den Förderprogrammen leicht erhöht werden (Gebäudeprogramm der Stiftung Klimarappen (2006-2009), Gebäudeprogramm von Bund und Kantonen (ab 2010) und kantonale Förderprogramme). Wichtigste Hemmnisse sind die nach wie vor fehlende Internalisierung der externen Kosten des Energieverbrauchs im Gebäudebereich, eine ungenügende Sensibilisierung und Information der Gebäudebesitzer, ungenügende Markttransparenz und Information über Zusatznutzen, Aus-

und Weiterbildungsdefizite von Fachleuten (Architekten, Planer, Installateure etc.), strukturelle Hemmnisse aufgrund von unterschiedlichen Interessen von Marktakteuren sowie rechtliche Hemmnisse.

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Tabelle 45 zeigt die Stärken und Schwächen der bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz sowie die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen im Gebäudebereich:

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intensive Zusammenarbeit mit den Kantonen (u.a. gesetzliche Massnahmen, Fördermassnahmen, Aus- und Weiterbildung) • Massgeblicher Beitrag zu Projekten, die gemeinsam mit den Kantonen entwickelt und umgesetzt werden (z.B. MINERGIE, GEAK, Energieetikette Warmwasser) • Überdachende Kommunikationsmassnahmen (Gebäudesanierung, Warmwasser) • Koordination und Vernetzung verschiedener Akteure im Gebäudebereich 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Teilweise schwierige Koordination und Abstimmung mit den Kantonen (Föderalismus) • Begrenzte Ressourcen für breite Kommunikationsaktivitäten
<p>Chancen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Neue gesetzliche Massnahmen und Förderprogramme: Kombination mit unterstützenden Massnahmen (Information, Beratung, Aus- und Weiterbildung, Qualitätssicherung) 	<p>Risiken</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fehlanreize in den Rahmenbedingungen (tiefe Energiepreise, unterschiedliche Interessen der Marktakteure, rechtliche Hemmnisse etc.) • Beschränkter Handlungsspielraum von EnergieSchweiz • Koordination und Abstimmung mit den Kantonen (Föderalismus) • Ungenügende Information und Weiterbildung der Akteure

Tabelle 45 Stärken und Schwächen (interne Sicht) / Chancen und Risiken (externe Sicht)

9.2 Ziele

Der Schwerpunkt Gebäude zielt auf eine wirksame und effiziente Unterstützung und Ergänzung der Massnahmen der Kantone ab. Der Schwerpunkt soll einen wesentlichen Beitrag zur anvisierten Reduktion des Energieverbrauchs bzw. der Treibhausgasemissionen von 20 Prozent im Jahr 2020 gegenüber 1990 leisten. Dabei misst EnergieSchweiz der Umsetzung des Systemdenkens im Gebäudebereich besondere Bedeutung bei und verfolgt insbesondere folgende Ziele:

- EnergieSchweiz unterstützt die Kantone, die Rate der energetischen Sanierungen durch flankierende Massnahmen massgeblich zu erhöhen.
- Durch die Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden der öffentlichen Hand und von privaten Gebäudebesitzern sollen der Energieverbrauch und die CO₂-Emissionen im Jahr 2020 gegenüber 2011 massgeblich reduziert werden.

9.3 Strategie

Zur Verstärkung der Energiepolitik der Kantone konzentriert sich EnergieSchweiz im Gebäudebereich auf folgende strategische Elemente:

- die intensive und abgestimmte Zusammenarbeit mit den Kantonen
- die Weiterentwicklung von Labels im Gebäudebereich
- die Weiterentwicklung von Normen und der Qualitätssicherung unter Beachtung des Systemdenkens
- die Betriebsoptimierung der technischen Anlagen in bestehenden Gebäuden
- die finanzielle Unterstützung innovativer und fortschrittlicher Energieeffizienzprojekte. Dabei soll verstärkt die Zusammenarbeit mit den Marktakteuren gesucht werden.

Bei der Weiterentwicklung der Labels im Gebäudebereich setzt EnergieSchweiz auch zukünftig in erster Linie auf die MINERGIE-Labels der Kantone. Entsprechend unterstützt EnergieSchweiz die Arbeiten des Vereins MINERGIE, jedoch auf Projektbasis.

9.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgende sind die im Schwerpunkt Gebäude geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 4). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Gebäude und die Verzichtsplanung (vgl. Tabellen 46, 48, 49, 51, 52 und Kapitel 9.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategieguppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 9.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Gebäude (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Zusammenarbeit mit den Kantonen	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
2	Weiterentwicklung von Labels im Gebäudebereich	0.6	0.6	0.2	0.9	0.8	0.6
3	Weiterentwicklung von Normen im Gebäudebereich	0.4	0.4	0.0	0.8	0.6	0.5
4	Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden	0.9	0.9	0.9	1.1	1.0	0.9
5	Unterstützung von innovativen und fortschrittlichen Projekten im Gebäudebereich (inkl. Grundlagenarbeit)	0.7	0.6	0.6	0.8	0.7	0.6
6	Zusammenarbeit mit den Grossverbrauchern des Bundes	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1

Mittelbedarf Massnahmen Gebäude		4.0	3.5	3.0
Budget gemäss Finanzplan Gebäude		3.0	2.6	2.0
<i>Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Gebäude</i>		1.0	0.9	1.0

Box 4 Massnahmen Schwerpunkt Gebäude

Massnahme 1: Zusammenarbeit mit den Kantonen

Ziel ist die aktive und intensive Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen im Hinblick auf eine kohärente, wirksame und effiziente Energiepolitik im Gebäudebereich. Die Zusammenarbeit betrifft folgende Themen:

- Weiterentwicklung und Umsetzung von Vorschriften (MuKE) und des Gebäudeausweises der Kantone (GEAK)
- Umsetzung der finanziellen Förderung (Das Gebäudeprogramm, Globalbeiträge bzw. Förderprogramme der Kantone)
- Informations- und Erfahrungsaustausch zwischen Bund und Kantonen sowie Erfolgskontrolle

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 46):

Projekte (teilweise hoheitliche Aufgaben)	Bemerkungen
Weiterentwicklung und Umsetzung von Vorschriften (MuKE)	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz Grundlagenarbeiten und technischer Unterstützung bei Bedarf
Weiterentwicklung und Verbreitung des Gebäudeausweises der Kantone GEAK	Mitfinanzierung der Entwicklungsarbeiten und der Verbreitung des GEAK (Zusammenarbeit mit den Kantonen)
Umsetzung Förderprogramme: <ul style="list-style-type: none"> • Unterstützung der Umsetzung der Globalbeiträge (Kriterien, Wirkungsanalyse) • Begleitung der Umsetzung des Gebäudeprogramms 	Unterstützung bzw. Begleitung durch EnergieSchweiz Ev. Unterstützung von Grundlagenarbeiten
Informations- und Erfahrungsaustausch zwischen Bund und Kantonen sowie Erfolgskontrolle: <ul style="list-style-type: none"> • Gegenseitige Information und Koordination der Aktivitäten • Unterstützung der Berichterstattung zur kantonalen Energiepolitik • Unterstützung der Erfolgskontrolle der kantonalen Energiepolitik 	Informations- und Koordinationsaktivitäten durch EnergieSchweiz Erarbeitung von Grundlagen

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 46 Projekte Massnahme 1 (Zusammenarbeit mit den Kantonen)

Massnahme 2: Weiterentwicklung von Labels im Gebäudebereich

Ziel ist die Weiterentwicklung und die Verbreitung verschiedener Labels für Sanierungen und Neubauten. Einerseits sollen die Labels auf bestehenden Arbeiten (v.a. MINERGIE) aufbauen, an den Stand der Technik angepasst und auf die Entwicklung in der EU abgestimmt werden. Andererseits sollen mit den Labels transparente und fortschrittliche Grundlagen für die Ausrichtung von finanziellen Förderbeiträgen geschaffen werden (Integration in das harmonisierte Fördermodell der Kantone). Die Weiterentwicklung und die Förderung der Verbreitung der Labels sollen sich auf folgende Bereiche konzentrieren: a) Gesamtanierung von Gebäuden; b) Neubauten: Passivhäuser; c) Ökologische Bauten; d) Null-Energie-Häuser, e) Plus-Energie-Häuser, f) Nachhaltiges Bauen. Bei der Weiterentwicklung der Labels soll dem Systemdenken besondere Beachtung beigemessen werden.

Bis 2015 sollen folgende Ziele erreicht werden (vgl. Tabelle 47):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>Architekten, Planer und Installateure:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die überwiegende Mehrheit der Architekten, Planer und Installateure kennen die Labels im Gebäudebereich • Ein massgeblicher Teil der Architekten, Planer und Installateure setzen sich für die Umsetzung von Projekten ein, die möglichst fortschrittliche Labels erfüllen. <p>Gebäudebesitzer und professionelle Investoren:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die überwiegende Mehrheit der Gebäudebesitzer und der professionellen Investoren kennen die Labels im Gebäudebereich • Ein massgeblicher Teil der Gebäudebesitzer und der professionellen Investoren planen Sanierungen und Neubauten unter Beachtung möglichst fortschrittlicher Label. <p>Verbreitung der Label:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gesamtanierungen: Die Labels MINERGIE und MINERGIE-P verbreiten sich jährlich kontinuierlich. • Neubauten: Das Label MINERGIE-P oder ein analoges Label verbreitet sich jährlich kontinuierlich. • Ökologische Bauten: Labels, die ökologische Kriterien berücksichtigen (z.B. MINERGIE-ECO, MINERGIE-ECO-P) verbreiten sich bei Neubauten jährlich kontinuierlich • „Null-Energie-Häuser“: Entsprechende Labels verbreiten sich ab 2013 • „Plus-Energie-Häuser“: Entsprechende Labels verbreiten sich ab 2015 • „Nachhaltiges Bauen“: Entsprechende Labels verbreiten sich ab 2013
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen im Gebäudebereich

Tabelle 47 Wirkungsziele Massnahme 2 (Weiterentwicklung von Labels im Gebäudebereich)

Tabelle 48 zeigt die geplanten Projekte und die entsprechenden Leistungen von EnergieSchweiz.

Projekte	Bemerkungen
Weiterentwicklung und Verbreitung der Labels Gesamtsanierung von Gebäuden (MINERGIE, MINERGIE-P oder analoges Label): <ul style="list-style-type: none"> • Entwicklung neuer technischer Lösungen in Zusammenarbeit mit den Lieferanten. • Weiterentwicklung der Labels • Etablierung und Unterstützung eines Kompetenzzentrums für Sanierungen nach MINERGIE-Labels • Ausbildung von Installateuren, Planern und Architekten (Zusammenarbeit mit den Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung) • Anpassung harmonisiertes Fördermodell der Kantone 	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz Entwicklungsarbeiten sowie Informations- und Schulungsangeboten
Neubau: Entwicklung und Verbreitung der Labels „Null-Energie-Haus“, „Plus-Energie-Haus“ sowie „Nachhaltiges Bauen“: <ul style="list-style-type: none"> • Entwicklung eines Labels für Neubauten; Einführung von spezifischen Anforderungen für Umbauten • Ausbildung von Installateuren, Planern und Architekten [Zusammenarbeit mit den Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung] • Anpassung harmonisiertes Fördermodell der Kantone 	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz Entwicklungsarbeiten initiieren und realisieren
Weiterentwicklung und Verbreitung von Labels mit ökologischen Anforderungen (MINERGIE-ECO, MINERGIE-P-ECO oder analog): <ul style="list-style-type: none"> • Weiterentwicklung der Labels (Differenzierung bestehende Bauten, Sanierungen, Neubau) • Ausbildung von Installateuren, Planern und Architekten [Zusammenarbeit mit den Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung] 	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 48 Projekte Massnahme 2 (Weiterentwicklung von Labels im Gebäudebereich)

Massnahme 3: Weiterentwicklung von Normen im Gebäudebereich

Ziel ist die Weiterentwicklung von Normen (auch Merkblättern, Dokumentationen und Richtlinien) im Gebäudebereich. Dabei soll insbesondere das Systemdenken gefördert werden.

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 49):

Projekte	Bemerkungen
Weiterentwicklung von Normen und Richtlinien im Gebäudebereich (z.B. SIA, SWKI): Bis 2013 sollen 2-3 Normen und bis 2016 weitere 2-3 Normen in drei Sprachen (d, f, i) eingeführt werden. Aus und Weiterbildung von Fachleuten zu Normen und Richtlinien im Gebäudebereich	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz Entwicklungsarbeiten

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 49 Projekte Massnahme 3 (Weiterentwicklung von Normen im Gebäudebereich)

Massnahme 4: Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden

Ziel ist die Förderung der Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden von öffentlichen und privaten Immobilien. Dazu sollen Instrumente zur Verfügung gestellt und weiterentwickelt werden, Weiterbildungsveranstaltungen und Sensibilisierungsmassnahmen durchgeführt sowie Informationsdefizite abgebaut werden. Bis 2015 werden folgende Wirkungsziele angestrebt (vgl. Tabelle 50):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Bei dem überwiegenden Teil der Gebäude der öffentlichen Hand werden Betriebsoptimierungen der technischen Anlagen durch akkreditierte Ingenieurbüros durchgeführt. • Bei einem bedeutenden Teil grosser privater Gebäudebesitzer werden Betriebsoptimierungen der technischen Anlagen durch akkreditierte Ingenieurbüros durchgeführt.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Reduktion des Energieverbrauchs im Jahr 2015 gegenüber 2010 von 10% pro Gebäudepark.

Tabelle 50 Wirkungsziele Massnahme 4 (Betriebsoptimierung technischer Anlagen)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 51):

Projekte	Bemerkungen
Weiterführung aller bestehenden Leistungen von energho mit intensiverer Bearbeitung aller heutigen Marktsegmente (insbesondere „Energieeffizienz-Vereinbarung“ und „Betriebsoptimierung im Abonnement“)	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz Entwicklungsarbeiten „energho-Akademie“ in enger Zusammenarbeit mit dem Querschnittschwerpunkt Aus- und Weiterbildung
Entwicklung neuer Beratungsdienstleistungen: A) Modernisierung der Gebäudetechnik B) Steigerung der Ressourcen-Effizienz im Gebäude	
Bearbeitung von neuen Marktsegmenten privater und institutioneller Investoren oder Betreiber in den Bereichen Wohnbauten und Dienstleistungsgebäude	
Erweiterung des Bildungsangebotes zum Thema Energieeffizienz mit der „energho-Akademie“, welche das Kompetenzzentrum für Bildungsangebote und Know-how-Transfer zur Energieeffizienz in bestehenden Gebäuden werden soll.	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 51 Projekte Massnahme 4 (Betriebsoptimierung technischer Anlagen)

Massnahme 5: Unterstützung von innovativen und fortschrittlichen Projekten im Gebäudebereich (inkl. Grundlagenarbeit)

Diese Massnahme dient der finanziellen Unterstützung von innovativen und fortschrittlichen Projekten im Gebäudebereich sowie der Grundlagenarbeit. Die Projekte können durch EnergieSchweiz initiiert werden, aus Partnerschaften hervorgehen oder von Partnern beantragt werden.

Tabelle 52 stellt entsprechende Projektideen dar.

Projekte	Bemerkungen
Energieplattform Immobilien (EPImmo): Sensibilisierung, Information und Erfahrungsaustausch	Inhaltliche Begleitung und Koordination durch EnergieSchweiz Grundlagenarbeiten realisieren
Förderung des rationellen Warmwasserverbrauchs, z.B. durch Einführung einer entsprechenden Energieetikette	
Weiterentwicklung des elektronischen Bauteilkataloges	
Diverse, noch nicht definierte Projekte, z.B. in den Themenbereichen Information, Integration der grauen Energie oder der gebäudeinduzierten Mobilität, Unterstützung von konkreten Pilot- und Demonstrations-Projekten (P+D) oder Gebäudeautomation.	Koordination mit dem Schwerpunkt Kommunikation

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 52 Mögliche innovative und fortschrittliche Projekte

Massnahme 6: Zusammenarbeit mit den Grossverbrauchern des Bundes

Diese Massnahme dient der Förderung der Energieeffizienz und der Erneuerbaren Energien bei den Energie-Grossverbrauchern des Bundes, besonders in den Bereichen Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden, den Energiestandards und der Mobilität. (vgl. Tabelle 53):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die öffentliche Hand nimmt eine Vorbildfunktion im Bereich Energie ein. Die Grossverbraucher profilieren sich mit ihrem Engagement im Energiebereich. Die verschiedenen Akteure der Grossverbraucher des Bundes sind bezüglich Energieeffizienz und Erneuerbare Energien gut sensibilisiert. Sie setzen diese Themen in ihrer Einheit entsprechend ihren Möglichkeiten um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Reduktion des Energieverbrauchs im Bereich Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden im Jahr 2015 gegenüber 2010 von 10% pro Gebäudepark.

Tabelle 53 Wirkungsziele Massnahme 6 (Zusammenarbeit mit den Grossverbrauchern des Bundes)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 54):

Projekte	Bemerkungen
Koordination und Erfahrungsaustausch im Energiebereich zwischen den Einheiten der Grossverbraucher des Bundes	Inhaltliche Begleitung und Koordination durch EnergieSchweiz
Effizienzsteigerung in der Mobilität	
Lösungen in der Problematik Energielabels im Gebäudebereich vs. Lüftungs- und Kältetechnik in Labors und der IKT	Entwicklungsarbeiten Koordination mit der Massnahme 4 des Kapitels Gebäude und den Schwerpunkten Mobilität sowie Industrie- und Dienstleistungen

Tabelle 54 Projekte Massnahme 6 (Zusammenarbeit mit den Grossverbrauchern des Bundes)

9.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Als Folge der neuen gesetzlich verankerten Instrumente im Gebäudebereich (verschärfte Energievorschriften der Kantone, Teilzweckbindung der CO₂-Abgabe zur Finanzierung eines nationalen Gebäudesanierungsprogramms) erhält der Schwerpunkt Gebäude im neuen Programm von EnergieSchweiz mittelfristig weniger Gewicht als im Vorgängerprogramm. Dies zu Gunsten von andern Schwerpunkten. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms die rund 26 Mio. CHF pro Jahr zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, können im Gebäudebereich Projekte ab 2013 nur noch im Umfang von 2 Mio. CHF (anstatt 3 Mio.) realisiert werden. Auf folgende Projekte müsste in diesem Fall verzichtet werden:

Zusammenarbeit mit den Kantonen

Die Kantone könnten bei der Weiterentwicklung des GEAK und bei seiner Etablierung auf dem Immobilienmarkt durch breite Kommunikation und gezielte Weiterbildung der Bau- und Energiefachleute in Zukunft nicht mehr unterstützt werden.

Weiterentwicklung von Labels im Gebäudebereich

Sowohl die Einführung wie auch die dauerhafte Etablierung von neuen Labels im Gebäudebereich (z.B. Label für Null- oder Plusenergiehaus, Gebäudesanierung) bedürfen einer begleitenden Kommunikations- und Weiterbildungsstrategie. Aufgrund der knappen Mittel könnte EnergieSchweiz keine Kommunikationsmassnahmen oder Weiterbildungsangebote zu den neuen oder weiterentwickelten Gebäudelabels finanzieren.

Weiterentwicklung von Normen im Gebäudebereich

Ebenso müsste EnergieSchweiz auf die Finanzierung von Weiterbildungen zu neuen Normen (SIA-Normen) im Gebäudebereich verzichten. Die richtige Anwendung der geltenden Normen bleibt in der Baufachwelt und für die Baubewilligungsbehörden ein wichtiges Thema mit grossem Weiterbildungsbedarf.

Betriebsoptimierung technischer Anlagen in bestehenden Gebäuden

Beim Aufbau eines umfassenden Bildungsangebotes für technische Leiter von Gebäuden der öffentlichen Hand - insbesondere von speziell genutzten Gebäuden wie Spitälern und Sportanlagen – kann EnergieSchweiz keine Finanzhilfe leisten. Das Bildungsangebot würde im Rahmen des Projekts „energho-Akademie“ durch energho realisiert.

Unterstützung von innovativen und fortschrittlichen Projekten im Gebäudebereich

Für den Aufbau der geplanten Energieplattform Immobilien „EPImmo“ würden keine Mittel von EnergieSchweiz zur Verfügung stehen. Die Plattform will gezielt den Wissensstand der Immobilienfachleute und den Erfahrungsaustausch unter den Akteuren der Immobilienwirtschaft fördern.

Die Strategieguppe hat am 17. September 2010 beschlossen, das Budget für den Schwerpunkt Gebäude ab 2013 auf 3 Mio. CHF festzulegen. Dies bedeutet, dass sich die Verzichtsplanung entschärft. Aufgrund der fehlenden Mittel in den Jahren 2011 und 2012 müssen aber trotzdem einzelne Projekte zurückgestellt werden. Sie werden erst viel später starten können.

Die Strategieguppe hat am 17. September 2010 beschlossen, das Budget für den Schwerpunkt Gebäude ab 2013 auf 3 Mio. CHF festzulegen. Dies bedeutet, dass sich die Verzichtsplanung entschärft. Aufgrund der fehlenden Mittel in den Jahren 2011 und 2012 müssen aber trotzdem einzelne Projekte zurückgestellt werden. Sie werden erst viel später starten können.

10 Themenschwerpunkt Erneuerbare Energien

10.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Im **Wärmebereich** wird seit diesem Jahr (2010) maximal ein Drittel der Mittel aus der Teilszweckbindung der CO₂-Abgabe den Kantonen als Globalbeiträge für die Förderung der erneuerbaren Wärmeversorgung von Gebäuden ausgerichtet. Mit der daran geknüpften Bedingung, dass die Kantone mindestens gleich hohe Mittel einsetzen müssen, stehen für die nächsten zehn Jahre jährlich bis zu 135 Mio Franken für Finanzbeiträge an Anlagen für Wärme aus erneuerbaren Energien in Gebäuden zur Verfügung. Damit (und zusammen mit weiter steigenden Preisen der fossilen Energien) wird ein markanter Schub für die erneuerbaren Energien ausgelöst werden.

Die **Stromproduktion** aus erneuerbaren Energien wird seit 2009 mit der Kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV) gefördert. Das Parlament hat mit der Revision des Energiegesetzes im Jahr 2008 zusätzliche 5'400 GWh aus erneuerbaren Energien im Jahr 2030 als Ziel gesetzt. Mit der KEV ist damit ein starkes Förderinstrument gegeben – wenn das Parlament einer Anhebung der maximalen Konsumentenbelastung oder einer Aufhebung der Limite zustimmt. Mit politischem Willen könnte wesentlich mehr erreicht werden. Offen sind die Möglichkeiten von Quotenvorgaben ab 2016.

Im **Treibstoffbereich** steht seit Mitte 2008 mit der Befreiung von Treibstoffen aus erneuerbaren Rohstoffen von der Mineralölsteuer ein ebenfalls starkes Anreizinstrument zu Verfügung. Allerdings sind mit der Steuerbefreiung hohe ökologische und soziale Anforderungen an die Projekte bzw. Produkte verbunden.

Potenziale und Hemmnisse

Die ökologisch vertretbaren **Potenziale** (nicht die wirtschaftlichen) der erneuerbaren Energien sind gross: Im Wärmebereich wird es auf über 65'000 GWh/a, im Strombereich auf etwa 7'000 GWh/a geschätzt⁶. Heute werden nur rund 9'000 GWh/a Wärme und ca. 1'000 GWh/a Strom erzeugt. Besonders hoch sind die Potenziale der Solarenergie, der Umgebungswärme. Die Biomasse ist bereits zu rund der Hälfte genutzt.

Die hauptsächlichen **Hemmnisse** sind:

- Fehlende Wirtschaftlichkeit (v.a. Photovoltaik, Windenergie, Biomasse)
- Hohe Anfangsinvestitionen, was zu Finanzierungsschwierigkeiten führen kann (u.a. aufgrund von Liquiditätsproblemen, begrenzten Kreditrahmen, erschwertem Zugang zu günstigen Krediten)
- Mangelndes Vertrauen in neue Technologien
- Zu wenige gut ausgebildete Fachleute aller Stufen, um einen starken Zuwachs zu verkraften;

⁶ Entsprechend der Studie „Weiterentwicklung der kostendeckenden Einspeisevergütung „ von Ernst Basler + Partner AG im Auftrag des BFE, Juni 2009

- Bewilligungshürden in einigen Bereichen (vor allem Wind, Kleinwasserkraft, Biogasanlagen)
- Restriktive Payback-Vorgaben von Unternehmen oder Opportunitätskosten (andere Investitionen, die aus strategischen oder finanziellen Gründen vorgezogen werden)

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Tabelle 55 stellt die Stärken und Schwächen der bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz sowie die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen dar:

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Viel Know-how, langjährige Erfahrung in der Förderung erneuerbarer Energien • Aufbau, Arbeit und Bekanntheitsgrad der Agenturen und Netzwerke • Wirksamkeit von Informations-, Beratungs- sowie Aus- und Weiterbildungsangeboten, (v.a. in Kombination mit gesetzlichen Massnahmen oder Förderprogrammen) 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ungenügende finanzielle und personelle Ressourcen für indirekte Massnahmen (z.B. zur Finanzierung von Informations- und Weiterbildungsangeboten) • Ausbau der Qualitätssicherung hinkt dem starken Marktwachstum nach • Einsatzgrenzen (Sonne, Wärmepumpen) und Investitionsrisiken (Geothermie)
<p>Chancen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grosse Potenziale, praktisch unerschöpfliche, CO₂-neutrale Ressourcen • Hohe emotionale Akzeptanz bei der Bevölkerung • Steigende Preise der fossilen Energien und des Stroms, Endlichkeit fossiler Ressourcen, Klimadiskussion • Versorgungssicherheit • Niedrig- und Plusenergiehäuser (Solarwärme, PV, Wärmepumpen, Holz) • Politische Rahmenbedingungen (Teilzweckbindung CO₂-Abgabe, KEV, MinÖSt, Vorschriften) • Hohe inländische Wertschöpfungsquote • Neue nachhaltige Arbeitsplätze 	<p>Risiken</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hohe Investitionskosten; teilweise fehlende Wirtschaftlichkeit (fehlende Internalisierung der externen Kosten des Verbrauchs fossiler Energien) • Ungenügend ausgestattete KEV • Mangelndes Vertrauen und weiter verbesserungsfähige Qualität • Konkurrenz zwischen Erneuerbaren resp. mit Abwärme, Kampf um Biomasse • Probleme mit Bewilligungen • Schnittstellen Bund - Kantone

Tabelle 55 Stärken und Schwächen (interne Sicht) / Chancen und Risiken (externe Sicht)

10.2 Ziele

Der Schwerpunkt erneuerbare Energien zielt in Ergänzung der Vorschriften im Gebäudebereich (MuKE) und der finanziellen Förderung (KEV, kantonale Programme) auf die Förderung erneuerbarer Energien ab. Der Schwerpunkt fokussiert auf den Abbau der Informations-, Beratungs- sowie Aus- und Weiterbildungsdefizite und fördert die Qualitätssicherung bei den erneuerbaren Energien. In den Handlungsfeldern „Wärme aus erneuerbaren Energien“, „Strom aus erneuerbaren Energien“ und „Systeme mit Erneuerbaren Energien“ sollen bis 2020 folgende Ziele erreicht werden:

1. Ersatz der fossilen Heizungen und der Elektroheizungen in bestehenden Bauten nach Ablauf von deren Lebensdauer vollständig durch erneuerbare Energien (resp. Abwärme).
2. Anteile der erneuerbaren Energien zur Wärmeproduktion im Neubau halten (Wärmepumpen) bzw. ein anhaltendes starkes Marktwachstum erzielen (Holz, Sonne, Wärmepumpen in Mehrfamilienhäusern)
3. Förderung des Stroms aus erneuerbaren Energien (KEV, Ökostrommarkt) durch Ausbau der Qualitätssicherung, Information und Beratung. Eine Mehrheit der Stromkonsumenten kennt Bedeutung und Wert von Strom aus erneuerbaren Energien allgemein, die Angebote an Ökostrom im Besonderen.
4. Bedeutende Ausweitung der Fernwärme mit erneuerbaren Energien oder Abwärme

10.3 Strategie

Schwerpunkte im Bereich der erneuerbaren Energien sind die effektive und effiziente Ergänzung der Vorschriften im Gebäudebereich und der finanziellen Förderung (KEV, kantonaler Programme) durch folgende Elemente (in der Reihenfolge ihre Bedeutung):

- Verstärkung der gesetzlichen Massnahmen: Erstens soll die Verstärkung der kantonalen Vorschriften im Gebäudebereich (MuKE n und kantonale Energiegesetze) unterstützt werden. Zweitens sollen die Rahmenbedingungen für erneuerbare Energien verbessert werden (Finanzierung, Steuern, Verfahren etc. – besonders im Sanierungsbereich).
- Stillung des Informations- und der Ausbildungsbedarfs durch unabhängige, zielgruppengerechte Informations-, Beratungs- und Aus- und Weiterbildungsangebote.
- Förderung der Qualitätssicherung (System- und der Komponentenqualität) - in rasch wachsenden Märkten zur langfristigen Erfolgssicherung der entscheidende Faktor.
- Förderung von neuen Technologien und Ansätzen sowie des Technologietransfers, auch für den Export.
- Ausbau und Flexibilisierung der nationalen und internationalen Zusammenarbeit mit Partnern der öffentlichen Hand, der lokalen EVU, der Wirtschaft (Unternehmen, Agenturen/Netzwerke) und mit NGO. Unabhängige Dienstleistungen anbieten im Bereich der indirekten Fördermassnahmen, insbesondere für Qualitätssicherung inkl. Aus- und Weiterbildung sowie für Grund- und Fachinformationen/-beratungen.

10.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgend sind die im Schwerpunkt Erneuerbare Energien geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 5). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Erneuerbare Energien und die Verzichtspläne (vgl. Tabellen 57, 59, 61 und Kapitel 10.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategieguppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 10.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Erneuerbare Energien (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Förderung der Wärmeproduktion aus erneuerbaren Energien	2.2	1.5	1.2	2.2	2.0	1.8
2	Förderung der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien	1.3	0.9	0.6	1.3	1.2	1.0
3	Förderung von Systemen mit erneuerbaren Energien	1.4	1.0	0.8	1.5	1.3	1.2
Mittelbedarf Massnahmen Erneuerbare Energien					5.0	4.5	4.0
Budget gemäss Finanzplan Erneuerbare Energien					<u>4.9</u>	<u>3.4</u>	<u>2.6</u>
<i>Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Erneuerbare Energien</i>					<i>0.1</i>	<i>1.1</i>	<i>1.4</i>

Box 5 Massnahmen Schwerpunkt Erneuerbare Energien

Massnahme 1: Förderung der Wärmeproduktion aus erneuerbaren Energien

Massnahme 1 zielt auf die Förderung der Wärmeproduktion aus erneuerbaren Energien ab. Durch die Verbesserung der Rahmenbedingungen, der Befriedigung von Informations- und Ausbildungsbedarfs, Massnahmen zur Förderung der System- und der Komponentenqualität und die Förderung des Technologietransfers soll ein massgeblicher Beitrag zur Substitution von fossilen Heizungen in bestehenden Bauten und zur Stabilisierung bzw. zum Ausbau der erneuerbaren Energien im Neubau geleistet werden (vgl. Tabelle 56):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Die überwiegende Mehrheit der „Mittler“ (Architekten, Planer, Installateure) und der Gebäudebesitzer (inkl. Investoren) sind über die Technologien (Solarenergie, Wärmepumpen, Geocooling, saisonale Speicherung, Holzenergie) und die Produkte (Solarthermische Anlagen, Holzheizungen, etc.) informiert. • Ein massgeblicher Teil der Fachleute (Architekten, Planer, Installateure, Handwerker) sind im Bereich Energieeffizienz und erneuerbare Energien qualifiziert und spezialisiert. • Hersteller/Handel und die „Mittler“ verbessern die System- und die Komponentenqualität • Bei mind. der Hälfte aller Sanierungen werden fossile Heizungen und Elektroheizungen/Warmwasserbereiter durch erneuerbare Energien ersetzt. • Neubau: Die Anteile der Wärmepumpen können (bei steigendem Anteil der Erdwärmesonden) gehalten, die Anteile der Holzheizungen, der Solarthermischen Anlagen und der Wärmepumpen (in Mehrfamilienhäusern) kontinuierlich stark gesteigert werden
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Förderung der Wärmeproduktion aus erneuerbaren Energien

Tabelle 56 Wirkungsziele Massnahme 1 (Förderung der Wärmeproduktion aus erneuerbaren Energien)

Die geplanten Projekte in Tabelle 57 aufgeführt.

Projekte	Bemerkungen
Verstärkung der kantonalen Vorschriften im Gebäudebereich	Inhaltliche Unterstützung durch BFE (inkl. Lobbying bei den Kantonen)
Information und Beratung: <ul style="list-style-type: none"> • Unabhängige und umfassende Informationsangebote für Mittler (Architekten, Planer) und HausbesitzerInnen/Investoren • Qualifizierte und neutrale Beratungsangebote im Bereich erneuerbare Energien vor allem für Sanierungen als Dienstleistung für die Kantone, Gemeinden und Investoren • Periodische Information über die volkswirtschaftlichen Effekte der erneuerbaren Energien 	Auf- und Ausbau der Informations- und Beratungsangebote (in Abstimmung mit den kantonalen/ kommunalen Angeboten und zu deren Wirkungssteigerung) insbesondere im Sanierungsbereich Koordination mit dem Schwerpunkt Kommunikation
Förderung der Systemqualität: <ul style="list-style-type: none"> • Information, Beratung sowie Aus- und Weiterbildung von Fachleuten • Beitrag zur Weiterentwicklung von Normen, Labels, Dimensionierungswerkzeugen, um die technische Qualität der Anlagen zu sichern • Systematische Erarbeitung von Kennzahlen als Grundlage für Qualitätsvergleiche (Benchmark) 	Grundlagenarbeit (zu Fragen der Systemqualität, Weiterentwicklung Normen und Label) Informations-, Beratungs- sowie Aus- und Weiterbildungsangebote verstärken (Koordination mit Aus- und Weiterbildung sowie Kommunikation) Aktion „Wärmepumpe plus Ökostrom“ lancieren Statistiken (Fernwärme) ausbauen, um Kenngrößen zu erhalten

Projekte	Bemerkungen
Förderung der Komponentenqualität: Optimierung des QS-Systems für Komponenten	Grundlagen erarbeiten und durchsetzen
Aus- und Weiterbildung von Fachleuten (Architekten, Planer, Installateure, Handwerker): <ul style="list-style-type: none"> • Angebot an spezialisierten Weiterbildungen, Weiterbildungskursen, neuer Berufslehre im Zusammenhang mit „Energiewissen“ • Traditionelle Berufslehren oder Ausbildungen ergänzen 	Identifikation von Bedürfnissen; Angebote lancieren Grundlagenarbeiten und Expertise bereitstellen Enge Abstimmung mit Aus- und Weiterbildung: Zusammenarbeit mit „Energiewissen“
Förderung der Verbreitung von neuen Technologien und Systemen: <ul style="list-style-type: none"> • Förderung des Technologietransfers • Zusammenarbeit mit Forschungs- und P+D-Programmen 	Bedürfnisse und Chancen identifizieren, Projekte identifizieren und lancieren Informationspaket zur Förderung des Technologietransfers realisieren
Systematische Suche nach Synergien und deren konsequente Nutzung: <ul style="list-style-type: none"> • Marktentwicklung aller Technologien zur Wärme- produktion verfolgen • Zusammenarbeit mit Gebäudeprogramm, mit Projekt Nachhaltige Quartiere • Zusammenarbeit mit Bereich Industrie/DL (Prozess- wärme) • Vernetzung mit nationalen und internationalen Ak- teuren 	Analyse der Chancen Zusammenarbeiten organisieren Informationsaustausch sicherstellen Bei nationaler und internationaler Normung mitwirken
Optimierung der finanziellen Rahmenbedingungen: <ul style="list-style-type: none"> • Internalisierung der externen Kosten anstreben (Subventionen oder Lenkungsabgaben) • Optimierung Steuergesetzgebung • Vermeidung kontraproduktiver Abgaben/Gebühren 	Initiierung, Konzeptarbeit und Koor- dination durch BFE Grundlagenarbeiten realisieren

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 57 Projekte Massnahme 1 (Förderung der Wärme- produktion aus erneuerbaren Energien)

Massnahme 2: Förderung der Strom- produktion aus erneuerbaren Energien

In Ergänzung zur finanziellen Förderung (KEV) soll ein bedeutender Beitrag zur Strom- produktion aus erneuerbaren Energien geleistet werden. Massnahme 2 zielt Priorität auf die Verbesserung und Beschleunigung der Wirksamkeit der KEV und deren langfristiger Wirkung sowie auf die Ausweitung des Ökostrommarkts. Bis 2015 werden folgende Wirkungsziele angestrebt (vgl. Tabelle 58).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<p>KEV:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Produzenten von Strom sind über die KEV informiert. • Die Umsetzung der KEV wird durch Information, Erarbeitung von Planungsgrundlagen, durch weitere Qualitätssicherungs-Instrumente verstärkt und langfristig gesichert • Die Instrumente (Planungshilfen, Dimensionierungswerkzeuge, etc.) werden genutzt • Die KEV wird aufgrund der Erfahrungen optimiert. • Hemmnisse (Gesetze etc.) werden abgebaut <p>Ökostrom:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Partnernetzwerke von EnergieSchweiz und die KonsumentInnen sind über den Ökostrom und entsprechende Angebote informiert. • Der Ökostrommarkt vergrössert sich bis 2015: mindestens 5% der Stromkonsumenten decken ihren Bedarf mindestens teilweise mit einem Ökostromprodukt <p>Generell:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die öffentliche Hand engagiert sich vermehrt als (Wärme-) Betreiberin von Geothermie- und Biomasse-WKK
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Förderung der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien

Tabelle 58 Wirkungsziele Massnahme 2 (Förderung der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien)

Es sind folgende Projekte geplant (vgl. Tabelle 59):

Projekte	Bemerkungen
<p>Umsetzung und Weiterentwicklung der gesetzlichen Massnahmen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Unterstützung und Koordination der Umsetzung von Art. 7b EnG (Vereinbarungen und Massnahmen EVU) • Einbezug der Leistungen des freien Ökostrommarkts in den Nachweis zur Zielerreichung (Art. 1 EnG) • Weiterentwicklung KEV 	<p>Identifikation der Möglichkeiten Zusammenarbeit mit EVU erreichen Beobachtung des Ökostrommarktes (u.a. Statistik)</p>
<p>Information und Beratung KEV:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Information/Beratung von Investoren und Bewilligungsbehörden • Erarbeitung von Empfehlungen und Leitfäden zur Planung von KEV-Anlagen • Informations- und Beratungsangebote für Produzenten von Strom aus erneuerbaren Energien ausbauen • Transparente Information zur KEV: Produktions- und Zubauvolumen • Ergänzung der Energie-Statistik mit Daten zum freien Ökostrommarkt und Ergänzung Erfolgskontrolle EnergieSchweiz 	<p>Initiierung und inhaltliche Unterstützung durch BFE Enge Abstimmung mit dem Schwerpunkt Kommunikation</p>

Projekte	Bemerkungen
Information und Beratung freier Ökostrommarkt: <ul style="list-style-type: none"> • Verstärkung des Informationsangebots für KonsumentInnen • Dachmarketing zu Ökostromprodukten • Grundlagenarbeit (u.a. Begriffsklärung) 	Grundlagen Marketing erarbeiten Informationsangebot auf- und ausbauen Enge Abstimmung mit dem Schwerpunkt Kommunikation Sensibilisierung der Bundesämter (als Konsumenten)
Förderung der Systemqualität: <ul style="list-style-type: none"> • Harmonisierung der Produktionsmessung der HKN und der Labels • Erfassung der gesamten (erneuerbaren) Energieproduktion im Herkunftsnachweis-System • Schaffung von Anreizen zur Verwendung der bestmöglichen verfügbaren Technologien • KEV: Planungshilfen bereitstellen (für Richtpläne, Gebietsausscheidungen für WKK) 	Initiierung und inhaltliche Unterstützung durch BFE Grundlagenarbeiten
Förderung der Komponentenqualität (KEV): <ul style="list-style-type: none"> • Entwicklung und Bereitstellung von Dimensionierungswerkzeugen: Standort- und Profilloptimierungen Wasserturbinen, hydrothermale und HDR-Geothermie, weitere (Biomasse, PV) 	Initiierung und inhaltliche Unterstützung durch BFE Grundlagenarbeiten
Aus- und Weiterbildung von AuditorInnen und Fachleuten: <ul style="list-style-type: none"> • Schulung von AuditorInnen betreffend HKN, KEV und Ökostrommarkt • Ausbau bestehender und Schaffung von neuen Lehrgängen betreffend Nutzung erneuerbarer Energien und Marketing von Ökostrom • Schaffen von technologiespezifischen, berufsbegleitenden Weiterbildungsmaßnahmen und Wissensnetzwerken 	Initiierung und inhaltliche Begleitung durch BFE Schulungen für AuditorInnen und der Wissensnetzwerke in enger Zusammenarbeit mit dem Querschnittschwerpunkt Aus- und Weiterbildung
Förderung der Verbreitung von neuen Technologien und Systemen: <ul style="list-style-type: none"> • Freier Ökostrommarkt: Drehscheibe für Anfragen von Interessenten und für die Anbieter • KEV: Einführung von neuen Kategorien für neue Technologien, die das P+D-Stadium durchlaufen haben 	Leistungserbringung durch BFE
Systematische Suche nach Synergien und deren konsequente Nutzung, u.a. <ul style="list-style-type: none"> • Stärkung von Kooperationen mit Forschung, Mittelern und EVU • Intensivierung der Zusammenarbeit mit Grossverbrauchern und in der Versorgung von Grossanlagen 	Inhaltliche Leistungserbringung und Koordination durch BFE

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 59 Projekte Massnahme 2 (Förderung der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien)

Massnahme 3: Förderung von Systemen mit erneuerbaren Energien

Massnahme 3 zielt auf die Förderung von Systemen mit erneuerbaren Energien, insbesondere von Fernwärmesystemen mit erneuerbaren Energien oder Abwärme u.a. aus Kehrrechtverbrennungs- und Kläranlagen. Zudem soll das Systemdenken „Strom-Wärme-Mobilität“ bewusst gemacht werden. Die Ziele sollen mit der Bereitstellung von Grundlagen, Informations- und Beratungsangeboten sowie der Förderung der Systemqualität erreicht werden. Folgende Wirkungsziele werden angestrebt (vgl. Tabelle 60):⁷

Neu an diesem Systemansatz ist, dass nicht mehr eine möglichst rasch zunehmende Produktion von erneuerbaren Energien als alleiniges Ziel deklariert wird, sondern immer auch nach dem optimalen Verwendungszweck dieser produzierten Energie gefragt wird. Das Angebot soll also die Nachfrage dort befriedigen, wo der Gesamtnutzen am grössten ist.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Potenzielle Investoren (Gemeinden, private Contratoren, EVU, Immobilienverwalter) sind über (Fern-) Wärmesysteme mit erneuerbaren Energien oder Abwärme informiert (Potenzial, Kosten/Nutzen). • Potenzielle Investoren entscheiden sich vermehrt für Investitionen in Fernwärmesysteme mit erneuerbaren Energien oder Abwärme
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Wärme- und Stromproduktion aus Fernwärmesystemen mit erneuerbaren Energien und Abwärme aus Kehrrechtverbrennungs- und Kläranlagen sowie energieintensiven Produktionsanlagen

Tabelle 60 Wirkungsziele Massnahme 3 (Förderung von Systemen mit erneuerbaren Energien)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 61):

Projekte	Bemerkungen
Grundlagenarbeiten: <ul style="list-style-type: none"> • Systematische Identifikation von Fernwärme-Versorgungsgebieten und Abwärmequellen (unter Beachtung der Systemqualität) • Erarbeitung von Instrumenten und Werkzeugen (u.a. Planungshilfen, Dimensionierungswerkzeuge) 	Begleitung der Grundlagenarbeiten durch BFE
Information und Beratung potenzieller Investoren: <ul style="list-style-type: none"> • Bereitstellung von Entscheidungsgrundlagen für potenzielle Investoren • Beratung von potenziellen Investoren 	Informations- und Beratungsangebote Enge Abstimmung mit Schwerpunkt Kommunikation
Förderung der Systemqualität: <ul style="list-style-type: none"> • Strom, Wärme und Kälte (Kombination fossile WKK und Wärmepumpen bis mind. CO₂-neutral; Nutzung Kompensationspflicht fossile Kraftwerke) • Strom, Wärme und Mobilität (Gesamtbetrachtungen Elektrofahrzeuge + WKK + WP) • Marketing-Aktivitäten „Wärmepumpe plus Ökostrom“ verstärken 	Inhaltliche Arbeit durch BFE Demonstrationsprojekte und -regionen im Bereich Elektrofahrzeuge (Systembetrachtung) Demonstrationsprojekte erneuerbare Wärme kombiniert (Sonne, Holz, WP)

⁷ Bezug zu den Zielen in den Schwerpunkten „Wärme“ und „Strom“ (WKK): Teilmenge der entsprechenden Ziele

Projekte	Bemerkungen
<ul style="list-style-type: none"> • Finanzielle Förderung von Demonstrationsprojekten und -regionen im Bereich Systemoptimierung: Elektrofahrzeuge (Kombination mit PV, WKK oder WKK + WP); Sonne und Holz; Sonne und WP 	
Förderung von Energieeffizienz und erneuerbaren Energien in der Landwirtschaft durch die Plattform AgroCleanTech	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 61 Projekte Massnahme 3 (Förderung von Systemen mit erneuerbaren Energien)

10.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Als Folge der neuen gesetzlich verankerten Instrumente im Bereich der erneuerbaren Energien (kostendeckende Einspeisevergütung, Teilzweckbindung der CO₂-Abgabe zur Finanzierung eines nationalen Gebäudesanierungsprogramms inklusive Hausrechnik) erhält der Schwerpunkt Erneuerbare Energien im neuen Programm EnergieSchweiz mittelfristig weniger Gewicht als im Vorgängerprogramm. Dies zu Gunsten von andern Schwerpunkten. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF pro Jahr zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, können beim Schwerpunkt Erneuerbare Energien Projekte ab 2013 nur noch im Umfang von 2.6 Mio. CHF (anstatt 4 Mio. CHF) realisiert werden. Eine rigorose Verzichtsplanung ist in diesem Fall unabdingbar. Damit ist ein lückenloses Programm von ineinander greifenden Massnahmen zur optimalen Förderung erneuerbarer Energien nicht mehr möglich. Entsprechend können nur noch eingeschränkte oder zumindest langsamere Wirkungen erwartet werden. Betroffen wären folgende Massnahmen:

- Information der breiten Öffentlichkeit: vollständiger Verzicht
- Technologietransfer: vollständiger Verzicht
- Flächendeckende, neutrale Beratungsdienste: minimales Engagement
- Projekte in den Bereichen Geothermie und Kleinwasserkraft: minimales Engagement

Durch den Wegfall wichtiger, teilweise neu vorgesehener Projekte werden Elemente zur Sensibilisierung, Vertrauensbildung und beschleunigten Markteinführung neuer Entwicklungen fehlen. Konkret sind es folgende, für den Gesamterfolg wesentliche Themen, die aus dem Programm gestrichen oder nur noch in einem reduzierten Umfang mit Verzicht auf die erwünschte Impulswirkung bearbeitet würden:

Neutrale Beratung im Wärmebereich

Die konkrete Beratung von Bauherren als wichtiges Element der Qualitätssicherung und damit zur Vertrauensbildung müsste stark eingeschränkt oder mindestens in einigen Bereichen aufgegeben werden. Eine Vor-Ort-Beratung und damit eine konkrete Hilfe für die Projektgestaltung im Einzelfall wäre nicht mehr möglich.

Förderung von Gesamtsystemen (Wärme, Strom und Mobilität)

In den nächsten zehn Jahren werden vernetzte Versorgungen zunehmend wichtig. Bei weiteren Budgetkürzungen müsste auf die neu vorgesehenen Aktivitäten in diesem Bereich verzichtet werden. So wäre zum Beispiel die aktive Förderung von Kombinationen Ökostrom/Wärmepumpen oder WKK/Wärmepumpe/Elektrofahrzeug durch neutrale Information und die Bereitstellung von Entscheidungsgrundlagen und Werkzeugen nicht mehr möglich.

Marketing von Ökostrom

Auch im Zeitalter der KEV soll der parallele Ökostrommarkt weiterhin gefördert werden. Gerade durch die Kontingentierung der KEV-Fördermittel bleibt das Potential der erneuerbaren Energien unausgeschöpft. Ein starker Ökostrommarkt würde einen wichtigen Beitrag zur Erreichung des im Energiegesetz festgehaltenen Stromziels leisten. Auf die vorgesehenen Aktivitäten zur Unterstützung des Ökostrommarkts müsste gänzlich verzichtet werden.

Förderung von Fernwärme aus erneuerbaren Energien und Abwärme

Der Umbau von fossil betriebenen Fernwärmesystemen auf erneuerbare Energien und Abwärme könnte nicht mehr vorangetrieben werden. Alle von EnergieSchweiz unterstützten Aktivitäten in diesem Bereich müssten eingestellt werden. Ein bedeutendes Potenzial bliebe ungenutzt.

Qualitätssicherung für tiefe Geothermie

Auf das gesamte Dienstleistungsangebot für Auftraggeber und Projektanten von konkreten Geothermie-Projekten müsste verzichtet werden. Insbesondere könnten die für die Vertrauensbildung wichtigen „Second opinion“-Beratungen nicht mehr angeboten werden. Dies könnte zur Folge haben, dass die Investitionsbereitschaft abnimmt, da das Entscheidungsrisiko als grösser empfunden wird.

Qualitätssicherung für Kleinwasserkraftwerke

Sowohl die strömungstechnische Optimierung von Kleinwasserkraftwerken als auch deren Standortsuche könnten nicht mehr von neutraler Stelle unterstützt werden.

11 Querschnittschwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen

11.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Die kommunale Energiepolitik wird massgeblich von den eidgenössischen und kantonalen Regelungen bestimmt. Handlungsspielraum haben die Gemeinden vor allem in den Bereichen Effizienz der Gebäude, Wärme aus erneuerbaren Energien, Abwärmenutzung, Strom aus erneuerbaren Energien, Stromeffizienz, Mobilitätsmanagement und eigene Gebäude. Die wichtigsten kommunalen Instrumente sind die Raumplanung (Bau-, Zonen und Erschliessungsplanung), die Baugesetzgebung, die Energieversorgung und die Entsorgung (mit eigenen Werken oder als Bestellerin) sowie kommunale Förderprogramme. Dank der Kundennähe sind auch die Beratung und Sensibilisierung der Bauherren, Gebäudebesitzer- und -betreiber und der Stromkonsumenten wirkungsvolle Instrumente.

Die Schweizer Gemeinden nehmen ihre Möglichkeiten, auf kommunaler Ebene eine aktive und auf Kontinuität ausgerichtete Energiepolitik zu betreiben, sehr unterschiedlich wahr. Rund 400 Gemeinden beteiligen sich heute am Programm „EnergieSchweiz für Gemeinden“. Im Rahmen dieses Programms stellt EnergieSchweiz den Gemeinden ein breites, auf die Bedürfnisse der Kommunalpolitik und -verwaltung zugeschnittenes Informations-, Beratungs- und Weiterbildungsangebot bereit und unterstützt die Gemeinden, ihren energiepolitischen Handlungsspielraum auszuschöpfen. Über 200 Städte und Gemeinden haben bis heute das Label „Energiestadt“ erworben. Sie haben sich damit verpflichtet, konkrete energiepolitische Ziele zu setzen und zu deren Erreichung entsprechende Massnahmen innerhalb bestimmter Zeithorizonte umzusetzen. Ein einmal vergebenes Label muss von der Erwerblerin in regelmässigen Abständen bestätigt werden (Re-auditing).

Potenziale und Hemmnisse

Der energiepolitische Handlungsspielraum der Schweizer Städte und Gemeinden ist lange noch nicht ausgeschöpft. Grosses Potential liegt in folgenden Handlungsbereichen:

- Entwicklungsplanung und Raumordnung (Leitbild, Energieplanung, Baubewilligung, Baukontrolle)
- Kommunale Gebäude, Anlagen und Fahrzeuge (Beschaffung, Unterhalt und Sanierung)
- Energieversorgung und Entsorgung (Einflussnahme auf die kommunalen Werke, insbesondere die Energieversorgungsunternehmen)
- Mobilität (öffentlicher Verkehr, Parkplätze, Tempo 30, Förderung des Langsamverkehrs)
- Kommunikation, Förderprogramme und Kooperationen.

Die Gründe, dass viele Gemeinden ihre energiepolitischen Möglichkeiten nicht ausschöpfen, sind vielfältig: Nebst Informations-, Koordinations- und Weiterbildungsdefiziten (z.B. von Energiebeauftragten der Gemeinden) fehlt es oft am politischen Willen und an den finanziellen Ressourcen.

Stärken und Schwächen

Tabelle 62 zeigt die Stärken und Schwächen der bisherigen Aktivitäten von EnergieSchweiz auf und stellt die Chancen und Risiken von zukünftigen Massnahmen dar:

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allen Gemeinden werden im Rahmen des Programms „EnergieSchweiz für Gemeinden“ Grundlagen zur Umsetzung von energiepolitischen Massnahmen sowie ein breites Informations-, Beratungs- und Weiterbildungsangebot zur Verfügung gestellt. • Das Programm „EnergieSchweiz für Gemeinden“ hat zahlreiche gute Beispiele von energiepolitisch aktiven Städten und Gemeinden hervorgebracht, anhand derer die Wirksamkeit von energiepolitischen Massnahmen auf kommunaler Ebene anschaulich belegt werden können. 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der energiepolitische Handlungsspielraum auf Ebene Städte und Gemeinden wird noch zu wenig umfassend und verbindlich ausgeschöpft. • In den Gemeinden fehlt es oft an finanziellen und personellen Ressourcen, um energiepolitische Massnahmen wirkungsvoll umzusetzen.
<p>Chancen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Energiegesetzgebung von Bund und Kantonen (Verbrauchsvorschriften Geräte, kostendeckende Einspeisevergütung, Mustervorschriften der Kantone im Gebäudebereich, nationales Gebäudesanierungsprogramm und kantonale Förderprogramme) gibt der kommunalen Energiepolitik einen klaren Rahmen. • Innerhalb dieses Rahmens verfügen die Städte und Gemeinden über einen grossen energiepolitischen Handlungsspielraum. • Heute gibt es bereits zahlreiche Vorzeigestädte und -gemeinden, die beispielhaft die Erfolge einer aktiven, kommunalen Energiepolitik aufzeigen und den Aufbau eines grossen Fundus an Wissen und Erfahrung ermöglicht haben. • Heute schliessen sich Städte und Gemeinden zu Energieregionen zusammen und arbeiten gemeinsam auf eine autarke regionale Energieversorgung hin. • Im Rahmen des Programms „EnergieSchweiz für Gemeinden“ ist eine enge, erfolgreiche Zusammenarbeit mit der EU zustande gekommen (der „European energy award gold“ ist ein Ergebnis davon). 	<p>Risiken/Hemmnisse</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vielerorts fehlt es noch am politischen Willen, am Know-how und an den finanziellen Ressourcen. • Der energiepolitische Prozess auf Gemeindeebene benötigt viel Zeit

Tabelle 62 Stärken und Schwächen (interne Sicht) sowie Chancen und Risiken (externe Sicht)

11.2 Ziele

Der Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen fördert die Energieeffizienz und die erneuerbaren Energien auf kommunaler und regionaler Ebene. Die Städte und Gemeinden sollen ihren Handlungsspielraum möglichst ausschöpfen und bis 2020 - in Kombination mit den Massnahmen auf Bundes- und Kantonsebene - die übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz in ihrem Gebiet erreichen.

Der Schwerpunkt soll insbesondere das Systemdenken auf lokaler Ebene fördern. In Städten, Gemeinden, Quartieren und Regionen ist das Zusammenspiel in den Bereichen Gebäude, Wirtschaft, Mobilität und Energieversorgung zentral.

11.3 Strategie

Der Schwerpunkt will als „Katalysator“ die Städte und Gemeinden dazu bewegen, ihren Handlungsspielraum in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien auszuschöpfen. Die Massnahmen von EnergieSchweiz sollen zur Sensibilisierung der Städte und Gemeinden beitragen, Informations- und Weiterbildungsdefizite abbauen und Anreize zur Umsetzung innovativer und ambitionierter Konzepte auf kommunaler Ebene schaffen. Bei der Unterstützung der Städte und Gemeinden setzt EnergieSchweiz auf etablierte Strukturen und Produkte. Dies sind insbesondere:

- der Ausbau des Dienstleistungsangebots von „EnergieSchweiz für Gemeinden“,
- die Unterstützung von Städten und Gemeinden bei der Erreichung des Energiestadt-Labels, des European Energy Award Gold und der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft,
- die Unterstützung des Clubs der grossen Städte bei der Förderung innovativer und zukunfts-trächtiger Projekte.

Die langjährige Kooperation mit Kantonen und Gemeinden im Rahmen des Programms „EnergieSchweiz für Gemeinden“ ist für die Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien auf kommunaler Ebene von strategischer Bedeutung. Das Programm stellt nicht nur die Weiterführung und die Weiterentwicklung des Energiestadt-Prozesses sicher, sondern ermöglicht als etablierte Plattform für Städte und Gemeinden auch die Integration weiterer Konzepte wie zum Beispiel die Förderung der nachhaltigen Quartierentwicklung.

Neu sollen die lokalen und regionalen Energieversorger (EVU) verstärkt motiviert werden, Energieeffizienzprogramme umzusetzen und sich in der Förderung erneuerbarer Energien zu engagieren.

Nebst der Förderungen einer nachhaltigen Quartiersentwicklung in Energiestädten sollen besonders auch Pilotprojekte unterstützt werden, welche die energetische Autonomie von ganzen Regionen zum Ziel haben.

11.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgend sind die im Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 6). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen und die Verzichtsplannung (vgl. Tabellen 70, 72, 74, 75 und Kapitel 11.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategiegruppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 11.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Unterstützung von Energiestädten	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
2	Verbreitung der Labels Energiestadt und „eea gold“	0.6	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6
3	Umsetzung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
4	Unterstützung der grossen Städte („Club des grandes villes“)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2
5	Unterstützung der Energieversorgungsunternehmen (EVU)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2
6	Förderung der nachhaltigen Quartierentwicklung in Energiestädten	0.4	0.2	0.4	0.4	0.6	0.8
7	Förderung von Pilotprojekten, die auf eine autonome regionale Energieversorgung abzielen (inkl. hoheitliche Aufgaben)	1.0	1.0	1.0	1.0	1.4	2.2
Mittelbedarf Massnahmen Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen					4.0	5.0	6.0
Budget gemäss Finanzplan Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen					<u>4.0</u>	<u>3.7</u>	<u>4.0</u>
Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Stä./Gem./Quar./Reg.					0.0	1.3	2.0

Box 6 Massnahmen Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen

Massnahme 1: Unterstützung von Energiestädten

Ziel der Massnahme ist die Unterstützung von Städten und Gemeinden, die über das Label Energiestadt (und/oder den European Energy Award Gold) verfügen und es alle vier Jahre erneuern müssen. Damit wird gleichzeitig ein Beitrag zur Sicherstellung des Programms „EnergieSchweiz für Gemeinden“ (inkl. Label-Prozess) geleistet. Folgende Wirkungsziele sind bis 2015 zu erreichen (vgl. Tabelle 63):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	Die über 200 Städte und Gemeinden, die über das Label Energiestadt (und/oder eea Gold) verfügen, <ul style="list-style-type: none"> • setzen die geplanten Programme und Massnahmen um • entwickeln ihre Energieeffizienz-Politik und die Massnahmen zur Förderung erneuerbarer Energien kontinuierlich weiter • bleiben in den Label-Prozess eingebunden (Re-Audit alle vier Jahre)
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz der über 200 Städte und Gemeinden, die bereits über ein Label verfügen

Tabelle 63 Wirkungsziele Massnahme 1 (Unterstützung von EnergieSchweiz für Gemeinden)

Die geplanten Projekte zur Umsetzung der Massnahme 1 sowie die entsprechenden Leistungen von EnergieSchweiz sind in Tabelle 64 aufgeführt.

Projekte	Bemerkungen
Unterstützung des Programms EnergieSchweiz für Gemeinden: Qualitätssicherung, Labelkommission Energiestadt + eea gold, Aus- und Weiterbildung von Energieberatern und Beratern nachhaltige Quartierentwicklung, Erfahrungsaustausch usw.	Inhaltliche Begleitung durch EnergieSchweiz Schulung Berater in Zusammenarbeit mit dem Querschnittschwerpunkt Aus- und Weiterbildung
Weiterentwicklung und Ausbau der Dienstleistungen bzw. der Produktpalette des Programms EnergieSchweiz für Gemeinden	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden
Unterstützung der Begleitung der Städte und der Gemeinden, die über ein Label (Energiestadt und/oder eea gold) verfügen.	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden
Unterstützung von Energietagen mit Label-Übergabe	In enger Zusammenarbeit mit dem Querschnittschwerpunkt Kommunikation

Tabelle 64 Projekte Massnahme 1 (Unterstützung von EnergieSchweiz für Gemeinden)

Massnahme 2: Verbreitung der Labels „Energistadt“ und „European Energy Award Gold“ (eea gold)

Ziel ist die Motivierung zusätzlicher Gemeinden, das Label Energistadt und/oder das Label eea gold zu erhalten (vgl. Tabelle 65).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Jährlich erreichen 20 Städte und Gemeinden das Label Energistadt und/oder eea gold (2011-2015: 100 Städte und Gemeinden) • Die Städte und Gemeinden, die neu über ein Label verfügen, <ul style="list-style-type: none"> - setzen die geplanten Programme und Massnahmen um, - entwickeln ihre Energieeffizienz-Politik und die Massnahmen zur Förderung erneuerbarer Energien kontinuierlich weiter, - bleiben in den Label-Prozess eingebunden (Re-Audit alle vier Jahre).
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz in den Städten und Gemeinden, die neu über ein Label verfügen

Tabelle 65 Wirkungsziele Massnahme 2 (Verbreitung der Labels Energistadt und eea gold)

Tabelle 66 stellt die geplanten Projekte dar.

Projekte	Bemerkungen
Sensibilisierungs- und Informationsaktivitäten, u.a. Schaffung einer Plattform im Internet mit Gemeinde-Check und Angeboten von geeigneten Produkten (insbes. für kleinere Gemeinden)	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden Koordination mit dem Schwerpunkt Kommunikation
Unterstützung von Städten und Gemeinden, die sich auf den Labelprozess für „Energistadt“ und/oder „eea gold“ einlassen.	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden

Tabelle 66 Projekte Massnahme 2 (Verbreitung der Labels Energistadt und eea gold)

Massnahme 3: Umsetzung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft

Massnahme 3 betrifft die Unterstützung von fortschrittlichen Energiestädten, die ihre Energiepolitik an der Vision der 2000-Watt-Gesellschaft ausrichten und noch weiter gehen wollen, als es das Label „Energistadt“ vorsieht (Motto „Energiestädte gehen weiter – schrittweise in die 2000-Watt-Gesellschaft“). Es werden Gemeinden unterstützt, die im Rahmen eines behördenverbindlichen Energiekonzepts konkrete Massnahmen zur Erreichung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft mit Zeithorizonten und Finanzierungszielen festlegen. Bis 2015 werden folgende Wirkungsziele angestrebt (vgl. Tabelle 67).

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die Städte/Gemeinden, die sich bereits zur Erreichung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft verpflichtet haben, setzen ihre Energiekonzepte um (inkl. Anpassung bei Bedarf). Bis 2015 verpflichten sich 10 zusätzliche Energiestädte, die Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft zu erreichen und setzen entsprechende Massnahmen um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Massgeblicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz in den Städten und Gemeinden, die sich zur Erreichung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft verpflichtet haben.

Tabelle 67 Wirkungsziele Massnahme 3 (Umsetzung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft)

Die geplanten Projekte sind in Tabelle 68 aufgeführt.

Projekte	Bemerkungen
Sensibilisierung, Information und Beratung von Energiestädten, die sich für die Erreichung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft interessieren	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden
Unterstützung von Energiestädten, die die Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft erreichen wollen, während der Konzeptphase	Finanzielle Beteiligung pro Energiestadt
Förderung des Erfahrungsaustausches unter den Energiestädten, die die Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft erreichen wollen	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden
Grundlagenarbeit, z.B. <ul style="list-style-type: none"> Entwicklung neuer und innovativer Massnahmen Evaluation/Erfolgskontrolle innovativer Massnahmen 	
Verstärkung der internationalen Zusammenarbeit	

Tabelle 68 Projekte Massnahme 3 (Umsetzung der Ziele der 2000-Watt-Gesellschaft)

Massnahme 4: Unterstützung der grossen Städte („Club des grandes villes“)

Die grossen Städte nehmen aufgrund ihrer Ressourcen eine Vorbildfunktion innerhalb der Energiestädte wahr. Die Massnahme zielt darauf ab, die 15 grössten Städte* mit gezieltem Erfahrungsaustausch und finanzieller Unterstützung von innovativen und fortschrittlichen Projekten in ihrer Vorreiterrolle zu stärken (vgl. Tabelle 69).

* Zürich, Bern, Lausanne, Genf, Freiburg, Biel, Chur, St. Gallen, Luzern, Basel, Lugano, Winterthur, Neuenburg, Schaffhausen und Zug

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die 15 grössten Städte nehmen eine Vorreiterrolle ein und setzen innovative und fortschrittliche Projekte mit Pilotcharakter um.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Massgeblicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz in den 15 grössten Städten

Tabelle 69 Wirkungsziele Massnahme 4 (Unterstützung der grossen Städte)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 70):

Projekte	Bemerkungen
Förderung des Erfahrungsaustausches zwischen den 15 grössten Städten	Inhaltliche Unterstützung EnergieSchweiz für Gemeinden Erstellung von Grundlagenarbeiten bei Bedarf
Förderung von innovativen und fortschrittlichen Projekten mit Pilotcharakter (insbes. bezüglich Systemdenken)	Finanzielle Beteiligung

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 70 Projekte Massnahme 4 (Unterstützung der grossen Städte)

Massnahme 5: Unterstützung der Energieversorgungsunternehmen (EVU)

Die Energieversorgungsunternehmen (EVU) sind bis anhin nur am Rande ins Programm „EnergieSchweiz für Gemeinden“ einbezogen worden. Die regionalen und lokalen Stromverteilwerke verfügen jedoch über beträchtliche Möglichkeiten zur Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien, beispielsweise durch tarifliche Massnahmen (z.B. Effizienzbonus), Information, Aus- und Weiterbildung sowie Beratung (ev. kombiniert mit Smart Metering), Förderprogramme sowie Contracting-Angebote. Die EVU nutzen ihr Handlungspotenzial bis anhin jedoch nur in beschränktem Masse. In der Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien sind vor allem einige städtische und kantonale EVU aktiv.

Ziel dieser Massnahme ist es, die grösseren EVU (vor allem die kantonalen und städtischen Werke) für Energieeffizienzmassnahmen und die Förderung von erneuerbaren Energien zu motivieren. Die EVU sollen durch Sensibilisierungs-, Informations- und Beratungsangebote sowie die Unterstützung von innovativen Projekten dazu bewegt werden, ihren Handlungsspielraum deutlich stärker auszuschöpfen. Zur Umsetzung dieser Massnahme wird die enge Zusammenarbeit mit den Branchenverbänden gesucht (z.B. Swissspower, VSE). Querbezüge und eine entsprechende Zusammenarbeit bestehen zu folgenden Schwerpunkten und Massnahmen:

- Massnahmen 1 bis 4 des vorliegenden Schwerpunkts
- Schwerpunkte Erneuerbare Energien, Industrie und Dienstleistungen (Massnahme 1, Zielvereinbarungen und Massnahme 4, Effizienzprogramme) und Elektrogeräte.

Tabelle 71 stellt die Ziele bis 2015 dar.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die überwiegende Mehrheit der regionalen und lokalen Stromverteilwerke, die jährlich Elektrizität im Umfang von mindestens 30 GWh an Endverbraucher liefern¹⁾, setzen Energieeffizienzmassnahmen um und fördern erneuerbare Energien Ein massgeblicher Teil dieser EVU (insbesondere die Kantons- und Stadtwerke) verfügt über ein Gesamtkonzept zur Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien und über einen Umsetzungsplan.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Massgeblicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz in den Städten/Gemeinden sowie in den Kantonen

¹⁾ Betroffen wären rund 400 EVU, die zusammen 80 bis 90 Prozent der an Endkunden gelieferten Elektrizität abdecken.

Tabelle 71 Wirkungsziele Massnahme 5 (Unterstützung der Energieversorger EVU)

Die geplanten Projekte sind in Tabelle 72 aufgeführt.

Projekte	Bemerkungen
Unterstützung von Kantonen und Gemeinden bei der Verpflichtung von EVU zu Massnahmen in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien	Initiierung, Koordination und inhaltliche Unterstützung durch EnergieSchweiz
Grundlagenarbeiten: <ul style="list-style-type: none"> Übersicht und Bewertung möglicher Massnahmen Evaluationen/Wirkungsanalysen umgesetzter Massnahmen Entwicklung/Konkretisierung von Massnahmen 	Möglichst in Kooperation mit EVU und Kantonen
Sensibilisierung-, Informations- und Beratungsangebote, die sich an EVU richten	Möglichst in Kooperation mit Branchenverbänden und Kantonen Koordination mit Schwerpunkt Kommunikation
Förderung des Erfahrungsaustausches	Inhaltliche Unterstützung durch EnergieSchweiz Kooperation mit EVU (bzw. Branchenverbänden) Abstimmung mit EnergieSchweiz für Gemeinden
Förderung von innovativen und fortschrittlichen Projekten mit Pilotcharakter (insbes. betreffend Systemdenken)	Finanzielle Beteiligung durch EnergieSchweiz

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 72 Projekte Massnahme 5 (Unterstützung der Energieversorger EVU)

Massnahme 6: Förderung der nachhaltigen Quartierentwicklung in Energiestädten

Ziel ist die Motivierung und die Unterstützung der Energiestädte, Projekte der nachhaltigen Quartierentwicklung umzusetzen. Zur Nutzung von Synergien soll das Instrument in den Energiestadt-Prozess integriert werden. Folgende Ziele werden angestrebt (vgl. Tabelle 73):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Ein massgeblicher Teil der Energiestädte setzen Projekte der nachhaltigen Quartierentwicklung um, u.a. mit Schwerpunkten auf Energieeffizienz und erneuerbaren Energien.
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Wesentlicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz in den Energiestädten

Tabelle 73 Wirkungsziele Massnahme 6 (Förderung der nachhaltigen Quartierentwicklung in Energiestädten)

Tabelle 74 zeigt die geplanten Projekte.

Projekte	Bemerkungen
Anwendung des Instruments zur Förderung von Projekten der nachhaltigen Quartierentwicklung	Das Instrument liegt Ende 2010 vor Zusammenarbeit mit ARE
Massnahmen zur Verbreitung des Instruments (Sensibilisierung, Information, Beratung), u.a. Integration in den Energiestadt-Prozess (inkl. Ausbildung von Beratern)	Umsetzung durch EnergieSchweiz für Gemeinden Abstimmung mit Schwerpunkt Kommunikation
Förderung des Erfahrungsaustausches; Optimierung des Instruments und der Begleitmassnahmen	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 74 Projekte Massnahme 6 (Förderung der nachhaltigen Quartierentwicklung in Energiestädten)

Massnahme 7: Förderung von Pilotprojekten, die auf eine autonome regionale Energieversorgung abzielen

Verschiedene Regionen haben Projekte entwickelt, die mittelfristig auf eine möglichst autonome Energieversorgung abzielen. Entsprechende Pilotprojekte sollen finanziell unterstützt werden (Konzeptarbeit, Begleitung, Erfolgskontrolle).

Tabelle 75 zeigt die geplanten Projekte.

Projekte	Bemerkungen
Unterstützung von Pilotprojekten: Konzeptarbeit, Begleitung, Erfolgskontrolle	Finanzielle Beteiligung durch EnergieSchweiz für Gemeinden
Erfahrungsaustausch und Verbreitung der Erkenntnisse (Veranstaltungen, Medien etc.)	Organisation des Erfahrungsaustausches und Verbreitung der Erkenntnisse

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 75 Projekte Massnahme 7 (Förderung von Pilotprojekten, die auf eine autonome regionale Energieversorgung abzielen)

11.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Der Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen erhält im neuen Programm EnergieSchweiz mehr Gewicht als im Vorgängerprogramm. Das Denken in Systemen, auch im räumlichen Sinne, ist ein Hauptanliegen des neuen Programms. Deshalb soll die Integration der Energieversorgungsfrage in die Raum- und Ortsplanung verstärkt gefördert werden. Zur Finanzierung der notwendigen Massnahmen und Projekte bedarf es mittelfristig 6 Mio. CHF. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, stehen für den Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen mittelfristig nur 4 Mio. CHF jährlich zur Verfügung. Dies bedingt, dass auf folgende Projekte verzichtet werden muss:

Unterstützung der grossen Städte („Club des grandes villes“)

Innovative Projekten mit Pilotcharakter in den grossen Städten werden nicht mehr unterstützt (keine Finanzierung von Grundlagenarbeiten, keine Unterstützung bei der inhaltlichen Entwicklung der Projekte). EnergieSchweiz wird die Vorbildfunktion der grossen Städte nicht mehr speziell fördern können.

Unterstützung der Energieversorgungsunternehmen (EVU)

Über ihre Kundenbeziehungen haben die EVU eine hervorragende Plattform, eine breite Bevölkerung (Privathaushalte und Gewerbe) in Fragen der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien zu sensibilisieren und informieren. Aufgrund der knappen Mittel wird EnergieSchweiz darauf verzichten müssen, das grosse Potential einer dauerhaften Zusammenarbeit mit den EVU und ihren Verbänden zur Verbesserung des Informationsstands und der Handlungskompetenz diverser Zielgruppen auszuschöpfen.

Kantone und Gemeinden können bei der Verpflichtung von EVU zu Massnahmen in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien nicht mehr aktiv unterstützt werden.

Ebenso wird es an Mitteln für Grundlagenarbeiten, die Förderung des Erfahrungsaustausches unter den EVU sowie die Entwicklung von Informations- und Beratungsangeboten fehlen, die sich speziell an EVU richten.

EnergieSchweiz wird keine innovativen Projekte mit Pilotcharakter von EVU fördern können (insbesondere Projekte zur Förderung des Systemdenkens).

Förderung der nachhaltigen Quartierentwicklung in Energiestädten

In Zusammenarbeit mit dem ARE hat das BFE ein Instrument zur Förderung von Projekten der nachhaltigen Quartierentwicklung entwickelt. Rund 40 Städte haben ihr Interesse an diesem Tool angekündigt. Aufgrund der knappen Mittel kann EnergieSchweiz diese Städte bei der Anwendung dieses Instruments nicht unterstützen, was die anfängliche Dynamik nach der Lancierung stark abbremsen wird.

Förderung von Pilotprojekten, die auf eine autonome regionale Energieversorgung abzielen

Gemäss einer Erhebung im Auftrag des BFE gibt es in der Schweiz rund 30 Regionen, die eine möglichst autonome Energieversorgung erreichen können und wollen. Aufgrund der knappen Mittel kann EnergieSchweiz nur 5 dieser dreissig Regionen in der Konzeptarbeit, Projektbegleitung und Erfolgskontrolle unterstützen. Ebenso stehen kaum Mittel für die Kommunikation der Erkenntnisse aus diesen Regionsprojekten und den Erfahrungsaustausch zur Verfügung.

Aus- und Weiterbildung von Berater

Für die Aus- und Weiterbildung von Fachkräften, die sich Spezialwissen zum Themenkreis „Räumliche/örtliche Entwicklung und Energieversorgung“ aneignen wollen, um Projekte im Rahmen der nachhaltigen Quartier-, Stadt- oder Regionalentwicklung als Experten zu begleiten, können keine Mittel eingesetzt werden.

Weitere Massnahmen

Weitere Massnahmen wurden projektiert, werden aber aufgrund der knappen Mittel nicht realisiert:

- Zum Thema „Selbstverpflichtung für klimafreundliche Haushalte in Energiestädten“ hatte das BFE eine Vorstudie in Auftrag gegeben. Diese attestiert einem Projekt, das auf die Selbstverpflichtung der Privathaushalte zur Reduktion der CO₂-Emissionen abzielt, ein grosses Wirkungspotential. Auf das Projekt muss verzichtet werden.

Die Europäische Kommission will im Rahmen einer Initiative europäische Städte in der Anwendung der neuen energetischen Vorgaben der Europäischen Union unterstützen (Initiative Smart Cities). Das BFE hat mit den Akteuren im Bereich Städte den Beitrag der Schweiz zu dieser Initiative im Rahmen von Workshops evaluiert. Auf einen Beitrag Schweiz muss verzichtet werden.

Die Strategieguppe hat am 17. September 2010 beschlossen, ab 2013 den Schwerpunkt Städte/Gemeinden/Quartiere/Regionen mit nur 3.5 Mio. CHF auszustatten, falls für das Gesamtprogramm nur rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen. Dies zu Gunsten von andern Schwerpunkten (2011 stehen für diesen Querschnittsbereich noch 4 Mio. CHF zur Verfügung). Dies würde bedeuten, dass im neuen Handlungsfeld Quartierentwicklung auf die Mehrheit der geplanten Projekte verzichtet werden müsste.

12 Querschnittschwerpunkt Aus- und Weiterbildung

12.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Gut ausgebildete Fachkräfte gelten als Schlüssel zur Realisierung von energieeffizienten Bauweisen. Durch ihr Wirken leisten sie einen wesentlichen Beitrag zur Verbesserung der Versorgungssicherheit im Energiebereich. Nachdem sich Gebäude mit tiefem Energieverbrauch bei Neubauten in den vergangenen Jahren etabliert haben, müssen die neuen Materialien und Standards nun bei den anstehenden Gebäudesanierungen flächendeckend umgesetzt werden. Die rasche technologische Entwicklung bedeutet für viele Betriebe nicht nur eine Umstellung der Produktpalette sondern auch ein Aufrüsten der Kompetenzen durch gezielte Weiterbildung. Mit dem Ziel, die systematische Wissensvermittlung im Energiebereich zu beschleunigen, unterstützen Bund und Kantone den Aufbau von Weiterbildungsangeboten und Schulungsunterlagen (Aus- und Weiterbildung ist in Art. 11 EnG als Verbundaufgabe von Bund und Kantonen definiert).

Die Aktionspläne „Energieeffizienz“ sowie „Erneuerbare Energien“ bilden Eckpfeiler der bundesrätlichen Energiestrategie. Die Umsetzung der Massnahmen im Bereich der Aus- und Weiterbildung erfolgt durch das Programm „energiewissen.ch“, welches durch EnergieSchweiz 2009 lanciert wurde. Ziel von „energiewissen.ch“ ist es, Know-how für ein breites Zielpublikum aufzubauen, damit die heutigen Sparpotenziale bei Planung, Bau und Betrieb von Gebäuden und Anlagen ausgeschöpft werden kann. Das Energiegesetz (EnG Art. 11) und die Energieverordnung (EnV Art. 13) bilden die gesetzliche Grundlage.

Potenziale und Hemmnisse

Als Folge steigender Energiepreise, zunehmendem Energiebewusstsein und staatlichen Förderprogrammen gehören Energieeffizienz und der Einsatz erneuerbarer Energien zu den Anliegen vieler Bauherren und Hauseigentümer. Das grösste Energiesparpotential liegt denn auch in der wärmetechnischen Gebäudesanierung sowie beim systematischen Umrüsten von Heizungen auf Systeme die erneuerbare Energien nutzen. Dies erhöht die Nachfrage nach kompetenten Fachleuten im Gebäudebereich und damit den Bedarf an entsprechenden Weiterbildungsangeboten.

Obschon der Stellenwert der Aus- und Weiterbildung im Energiebereich unbestritten ist, werden viele Angebote heute noch zu wenig genutzt. Ursachen sind oft der Zeit- und Preisdruck gerade im Bauhandwerk und der Installationsbranche. Faktum ist auch, dass technische Weiterbildungen im Gegensatz zu anderen Branchen bezüglich Position und Verdienst nur bedingt Entwicklungsmöglichkeiten bringen.

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Tabelle 76 stellt die Stärken und Schwächen der bestehenden Förderung der Aus- und Weiterbildung sowie die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen dar:

<p>Stärken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gute konzeptionelle Grundlagen (Aus- und Weiterbildungskonzept), inkl. systematische Markt- und Bedarfsabklärungen • Netzwerk mit den Bildungspartnern, vorab Schulen, Verbände und Agenturen • Bewährte Zusammenarbeit mit den Kantonen 	<p>Schwächen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limitierte personelle und finanzielle Ressourcen sowie die föderalistischen Strukturen bedingen einen subsidiären Ansatz mit einer Fokussierung auf die Weiterbildung
<p>Chancen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vorteilhafte Marktsituation mit einer grossen Nachfrage nach Fachkompetenz in energiebewusstem Bauen kann für Impulse in der Aus- und Weiterbildung von Fachkräften genutzt werden • Konjunkturelle Schwächen können von Arbeitnehmern als Ausgangspunkt und Anreiz zur Teilnahme an Weiterbildungsaktivitäten genutzt werden 	<p>Risiken</p> <ul style="list-style-type: none"> • Unsicherheit, inwieweit die Branche bereit ist, in den Zukunftsmarkt „Energie“ mittels Erwerb von Kompetenzen zu investieren • Abhängigkeit bzw. begrenzte Ressourcen von Bildungspartnern

Tabelle 76 Stärken und Schwächen (interne Sicht) sowie Chancen und Risiken (externe Sicht)

12.2 Ziele

Der Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung zielt darauf ab, in den kommenden Jahren das Know-how aufzubauen, um die heutigen Möglichkeiten zur Realisierung von energieeffizienten Gebäuden unter Einbezug von erneuerbaren Energien auszuschöpfen. Zusammen mit den Planern im Gebäudebereich (Architekten und Fachplaner) sind auch das Installations- und Baugewerbe sowie Bauherren und Hauswarte gefordert. Mit der Verbesserung der Handlungskompetenz von Fachleuten, die über das aktuelle Wissen zum energiegerechten Bau, Betrieb und Unterhalt von Gebäuden und Anlagen verfügen, soll ein massgeblicher Beitrag zur Erreichung der übergeordneten Ziele von EnergieSchweiz geleistet werden. Besondere Bedeutung hat die Thematisierung des interdisziplinären Denkens in den Schulungen.

Der Schwerpunkts Aus- und Weiterbildung strebt in den Handlungsfeldern „Weiterbildung von Fachleuten im Gebäudebereich“, „Grundausbildung (Volksschule und Berufsschule)“ und „Begleitmassnahmen“ in den Jahren 2011 bis 2020 folgende Ziele an:

1. Aufbau von fachlichem Know-how bei allen relevanten Akteuren im Gebäude- und Anlagenbereich (d.h. für Planung, Bau, Betrieb und Unterhalt), um die Möglichkeiten zur Realisierung von energieeffizienten Gebäuden unter Einbezug von erneuerbaren Energien auszuschöpfen.
2. Stärkung des Energiethemas in den Volksschulen (Ausbau des erlebnisorientierten Unterrichts) und in der Berufsbildung (Integrieren von Unterrichtseinheiten zum Thema Energieeffizienz).
3. Die Fachleute sind laufend über das Aus- und Weiterbildungsangebot informiert.

12.3 Strategie

Die Ziele sollen mit folgenden strategischen Elementen erreicht werden:

- Die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen soll weiter geführt werden.
- Unterstützt werden der Aufbau neuer Schulungsangebote von Bildungsinstitutionen und Verbänden sowie die Bereitstellung von Lehrmitteln und Unterrichtshilfen. Aufgrund des Mangels an qualifizierten Berufsleuten im Baugewerbe (z.B. im Installationsgewerbe, aber auch im Bereich Dach und Wand) ist die Unterstützung der Branchenverbände bei Aufbau der Fachkompetenz im Energiebereich dringlich.
- Die Wirkung soll durch Partnerschaften mit Organisationen, die die Bedürfnisse der Zielgruppen kennen (Fachhochschulen, Berufsbildungsorganisationen, Verbände und Agenturen) erhöht werden. In Trägerschaften von Weiterbildungsangeboten sollen alle wichtigen Akteure eingebunden werden (Experteneinigungen anstreben). Es werden Kooperationen mit bewährten Partnern angestrebt, die schon in der energierelevanten Weiterbildung aktiv sind (Bottom-up-Steuerung). Bildungsinstitutionen und Branchenorganisationen sind beim Aufbau von Schulungsangeboten und Lehrmitteln zu unterstützen.
- Inhaltlich wird auf die Weiterbildung von Berufsleuten betreffend Wissen über aktuelle Gebäudestandards und erneuerbare Energien fokussiert.

12.4 Massnahmen und Projekte

Nachfolgend sind die im Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 7). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Aus- und Weiterbildung und die Verzichtplanung (vgl. Tabellen 78, 84, 86, 88, 89, 90 und Kapitel 12.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategiegruppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 12.5 eingegangen.

Massnahmen Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Weiterbildung von Architekten und Bauplanern	0.5	0.9	0.9	0.9	0.9	1.3
2	Weiterbildung Techniker	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3
3	Weiterbildung Installateure und Fachleute der Gebäudehülle	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
4	Weiterbildung Bauherren und Investoren	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2

5	Weiterbildung Gebäude- und Anlagenbetreiber	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3
6	Weiterbildung Industrie, Gewerbe und Dienstleistungen, Geräte,	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4	0.4
7	Zielgruppe „Lehrkräfte der Volksschule“ als wichtige Multiplikatoren angehen	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6
8	Grundlagen der Berufsbildung ausbauen	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.4
9	Information von Fachleuten über das Aus- und Weiterbildungsangebot	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
Mittelbedarf Massnahmen Aus- und Weiterbildung					2.8	3.5	4.0
Budget gemäss Finanzplan Aus- und Weiterbildung					<u>2.0</u>	<u>2.6</u>	<u>2.6</u>
Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Aus- und Weiterbildung.					0.8	0.9	1.4

Box 7 Massnahmen Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung

Massnahme 1: Weiterbildung von Architekten und Bauplanern

Von Architekten und Bauplanern wird erwartet, dass sie die Grundsätze der Energieeffizienz von Systemen mit dem Einsatz erneuerbarer Energien kombinieren können. Während bei Neubauten energetisch vorbildliche Gebäudestandards bereits weit verbreitet sind, besteht im Sanierungsmarkt ein erheblicher Nachholbedarf in der Wissensvermittlung. Massnahme 1 strebt bis 2015 folgende Wirkungsziele an (vgl. Tabelle 77):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Sicherstellen eines kontinuierlichen Weiterbildungsangebots für Architekten und der Bauplaner. Diese verfügen über aktuelles Know-how betreffend Energieeffizienz und Einsatz erneuerbarer Energien im Gebäudebereich (insbesondere auch im Sanierungsbereich) • Für die Umsetzung des nationalen Gebäudesanierungsprogramms sind genügend Architekten und Fachplaner ausgebildet und können die relevanten Gebäudestandards (MuKE, MINERGIE) umsetzen • Ein bedeutender Teil der Architekten und der Bauplaner schöpfen die Möglichkeiten zur Realisierung von energieeffizienten Gebäuden unter Einbezug von erneuerbaren Energien aus (insbes. auch im Sanierungsmarkt)
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs bei den Gebäuden, insbesondere im Sanierungsbereich

Tabelle 77 Wirkungsziele Massnahme 1 (Weiterbildung von Architekten und Bauplanern)

Die geplanten Projekte setzen bei der der Umsetzung (inkl. Weiterentwicklung) von Schulungsangeboten und der Entwicklung von fachlichen Grundlagen an (vgl. Tabelle 78).

Projekte	Bemerkungen
Aufbau und Unterstützung von Modulen der „Master of advanced studies“ in nachhaltigem Bauen (MAS EN Bau) der Fachhochschulen	Kooperation mit den Fachhochschulen
MINERGIE Fachpartnerschaft (Weiterbildung für Baufachleute) – Systematischer Aufbau von Schulungsunterlagen (d, f, i)	In Abstimmung mit dem Schwerpunkt Gebäude
Initiative IEE des SIA – Weiterbildungskurse für Architekten und Planer zur Beschleunigung der energetischen Gebäudesanierung	Kooperation mit dem SIA
Fachbuchreihe „nachhaltiges Bauen und Sanieren – pro Jahr zwei Bände ab 2011	Finanzierung durch BFE und Kantone

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 78 Projekte Massnahme 1 (Weiterbildung von Architekten und Bauplanern)

Massnahme 2: Weiterbildung Techniker HF

Ziel ist die Stärkung des energetischen Know-hows der Techniker HF (Höhere Fachschule), die als „Scharnierfunktion“ in der Industrie, im Anlagenbau, aber auch als technische Verantwortlich in Produktionsbetrieben eine wichtige Rolle zwischen Berufsbildung und Fachhochschule einnehmen. Bis 2015 werden folgende Ziele verfolgt (vgl. Tabelle 79):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Mengenmässiger Ausbau der Angebote und Verbesserung der Qualifikationen der Techniker HF im Energiebereich • Die Techniker HF setzen das erworbene Know-how in ihrer Berufspraxis um (insbes. in den Bereichen industrielle Anlagen und Gebäudetechnik) • Aufbau eines Angebots in der Westschweiz
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs in Industrie- und Dienstleistungsbetrieben

Tabelle 79 Wirkungsziele Massnahme 2 (Weiterbildung Techniker HF)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 80):

Projekte	Bemerkungen
Aufbau und Unterstützung von bestehenden und neuen „Techniker-Lehrgängen“, höhere Fachausbildung z.B. „Energie und Umwelt“	Kooperationen mit Höheren Fachschulen
Unterstützung von Nachdiplomstudien, z.B. „NDS HF Bau-Energie-Umwelt“	

Tabelle 80 Projekte Massnahme 2 (Weiterbildung Techniker HF)

Massnahme 3: Weiterbildung Installateure und Fachleute der Gebäudehülle

Massnahme 3 zielt auf die Weiterbildung der ausführenden Berufsleute und Handwerker im Bereich Installation und Gebäudehülle (v.a. Installateure, Fassaden- oder Fensterbauer und Zimmerleute). Bis 2015 werden folgende Ziele angestrebt (vgl. Tabelle 81):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Ein bedeutender Teil der Berufsleute (Installateure, etc.) ist mit den neuen Materialien, Standards und Bautechniken betreffend Energieeffizienz und erneuerbare Energien vertraut • Handwerker mit einer höheren Fachausbildung sind kompetente Ansprechpartner in Energiefragen und bilden sich weiter zum Energieberater Gebäude • Für die Umsetzung des nationalen Gebäudesanierungsprogramms sind genügend Berufsleute (Installateure, etc.) ausgebildet • Die Kompetenz „MINERGIE-Fachpartnerschaft“ in ihrer spezifischen Sparte hat sich als Qualitätsstandard für Handwerksbetriebe etabliert • Ein bedeutender Teil der Berufsleute schöpfen die Möglichkeiten zur Realisierung von energieeffizienten Gebäuden unter Einbezug von erneuerbaren Energien aus (insbes. auch im Sanierungsmarkt)
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs bei den Gebäuden, insbesondere im Sanierungsbereich

Tabelle 81 Wirkungsziele Massnahme 3 (Weiterbildung Installateure und Gebäudehülle)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 82):

Projekte	Bemerkungen
Kurse für Installateure der Haustechnik und Berufe im Bauhandwerk – Systematisierung der Weiterbildung in den Bereichen Solarenergie, Wärmepumpen, Holzenergie	Kooperationen mit Verbänden Abstimmung mit den Schwerpunkten Gebäude und Erneuerbare Energien
Support des Schulungsprogramms „Energieberater Gebäude“	
Kurse Fachpartnerschaft MINERGIE für Bauhandwerker im Bereich Gebäudehülle	

Tabelle 82 Projekte Massnahme 3 (Weiterbildung Installateure und Gebäudehülle)

Massnahme 4: Weiterbildung Bauherren und Investoren

Ziel ist die Weiterbildung von Bauherren und Investoren betreffend Energieeffizienz, erneuerbare Energien und nachhaltiges Bauen. Folgende Ziele werden angestrebt (vgl. Tabelle 83):

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Die überwiegende Mehrheit der professionellen Gebäudebesitzer, Liegenschaftsbewirtschafter und Investoren verfügen über aktuelles Wissen in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien Die professionellen Gebäudebesitzer, Liegenschaftsbewirtschafter und Investoren berücksichtigen die Möglichkeiten zur Realisierung von energieeffizienten Gebäuden unter Einbezug von erneuerbaren Energien weitgehend (insbes. bei Sanierungen)
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs im Gebäudebereich

Tabelle 83 Wirkungsziele Massnahme 4 (Weiterbildung Bauherren und Investoren)
Tabelle 84 zeigt die geplanten Projekte.

Projekte	Bemerkungen
Basisdokumentation „Bauherrenordner“ – Aufbau und flächendeckende Kommunikation	Zusammenarbeit mit Kantonen, Fachpartnern und Verbänden Abstimmung mit den Schwerpunkten Gebäude und Kommunikation
Kurse / Bauseminare für Entscheidungsträger in der Immobilienbranche und Investoren	Zusammenarbeit mit Kantonen und Verbänden

 Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

 Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 84 Projekte Massnahme 4 (Weiterbildung Bauherren und Investoren)

Massnahme 5: Weiterbildung Gebäude- und Anlagenbetreiber

Massnahme 5 zielt auf die Weiterbildung von Gebäude- und Anlagenbetreiber. Die bis 2015 angestrebten Ziele betreffend Hauswarte und Betreiber komplexer Anlagen bzw. von Prozessanlagen sind in Tabelle 85 dargestellt.

Wirkungsebenen	Ziele bis 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> Schulung von jährlich 700 bis 800 Hauswarten, die haustechnische Anlagen öffentlicher Gebäude oder Mehrfamilienhäuser betreuen Schulung von jährlich 100 bis 200 Betreibern von komplexen Anlagen bzw. von Prozessanlagen Die Mehrheit der geschulten Hauswarte und Anlagenbetreiber setzen das erworbene Wissen um
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> Bedeutender Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs von haustechnischen Anlagen und komplexen Anlagen bzw. Prozessanlagen

Tabelle 85 Wirkungsziele Massnahme 5 (Weiterbildung Gebäude- und Anlagenbetreiber)

Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 86):

Projekte	Bemerkungen
Kurse „BO Komplexe Anlagen“	Abstimmung mit dem Schwerpunkt Gebäude (Massnahme 4)
Hauswartskurse	
Kurse für Betreiber von Prozessanlagen	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 86 Projekte Massnahme 5 (Weiterbildung Gebäude- und Anlagenbetreiber)

Massnahme 6: Weiterbildung Industrie, Gewerbe und Dienstleistungen, Geräte

Ziel ist die Weiterbildung von technischem Betriebspersonal, Betreibern von Industrieanlagen und Verkaufspersonal betreffend Energieeffizienz und Energielabels. Folgende Ziele werden angestrebt (vgl. Tabelle 87):

Wirkungsebenen	Ziele 2015
Verhaltensänderungen Zielgruppen	<ul style="list-style-type: none"> • Betreiber von Prozessanlagen berücksichtigen die Grundsätze der Energieeffizienz bei der Wahl der Produktionsmittel • Das Verkaufspersonal in Elektrofachgeschäften und von Grossverteilern informiert Kunden systematisch über die Energieeffizienz der Produkte
Energetische Wirkungen	<ul style="list-style-type: none"> • Massgeblicher Beitrag zur Reduktion des Energieverbrauchs von Geräten und Anlagen • Höhere Verkaufszahlen von energieeffizienten Geräten und Anlagen haben eine direkte Wirkung auf die kontinuierliche energetische Entwicklung der Produkte durch die Hersteller

Tabelle 87 Wirkungsziele Massnahme 6 (Weiterbildung Industrie, Gewerbe und Dienstleistungen, Geräte)

Tabelle 88 zeigt die geplanten Projekte:

Projekte	Bemerkungen
Kurse über Energieeffizienz von Industrie- und Prozessanlagen für technisches Betriebspersonal und Betreiber von Industrieanlagen	Zusammenarbeit mit Fachpartnern und Verbänden Koordination mit dem Schwerpunkt Industrie und Dienstleistungen
Weiterbildungen zu energieeffizienten Geräten und Beleuchtungssystemen für Verkaufspersonal (u.a. bei Grossverteilern)	Zusammenarbeit mit Fachpartnern und Verbänden Koordination mit dem Schwerpunkt Elektrogeräte

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 88 Projekte Massnahme 6 (Weiterbildung Industrie, Geräte, Dienstleistungsgewerbe)

Massnahme 7: Zielgruppe „Lehrkräfte der Volksschule“ als wichtige Multiplikatoren angehen

Massnahme 7 will die Sensibilisierung und das Wissen der Kinder und Jugendlichen hinsichtlich energiebewusstem Verhalten und Auswirkungen von übermässigem Energieverbrauch verstärken.

Bis 2015 sollen das bestehende Angebot für Schulen im Bereich Energieeffizienz und erneuerbare Energien systematisiert und den Lehrkräften kommuniziert sowie der erlebnisorientierte Unterricht ausgebaut werden (vgl. Tabelle 90).

Projekte	Bemerkungen
Erfassung und Systematisierung des bestehenden Angebots auf dem Lehrmittelmarkt und gezielter Ausbau	Zusammenarbeit mit Kantonen Abstimmung mit dem Schwerpunkt Kommunikation
Kommunikation bestehender Angebote an die Lehrkräfte	
Angebot an erlebnis- und handlungsorientiertem Energieunterricht flächendeckend ausbauen	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 89 Projekte Massnahme 7 (Zielgruppe „Lehrkräfte der Volksschule“ als wichtige Multiplikatoren angehen)

Massnahme 8: Grundlagen der Berufsbildung ausbauen

Durch die Verankerung in den Bildungsverordnungen und Bereitstellung von Unterlagen sollen die Themen Energieeffizienz und erneuerbare Energien in der Berufsbildung gestärkt werden. Mit den geplanten Projekten (vgl. Tabelle 90) werden folgende Ziel angestrebt:

- Verankerung energierelevante Inhalte auf Stufe Bildungsverordnung und Bildungsplan, vor allem bei den Berufsgruppen der Bereiche Gebäudekonstruktion, Haustechnik und Anlagenbau sowie bei Fachleuten, die in ihrer täglichen Arbeit über Einsatz, Kauf oder Verkauf von elektrischen Geräten und Apparaten entscheiden.
- Unterstützung der Umsetzung energierelevanter Inhalte in den beruflichen Unterricht in Zusammenarbeit mit Verbänden und Fachlehrerorganisationen.

Projekte	Bemerkungen
Energieeffizienz in die Bildungsverordnungen und Bildungspläne integrieren	Zusammenarbeit mit den Verbänden
Ausbildungsmodule zum Thema Energieeffizienz aufbauen und in die Grundausbildungen integrieren	

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 90 Projekte Massnahme 8 (Grundlagen der Berufsbildung)

Massnahme 9: Information von Fachleuten über das Aus- und Weiterbildungsangebot

Massnahme 9 zielt darauf ab, dass die Fachleute laufend über das Schulungs- und Kursangebot im Energiebereich informiert sind. Der Überblick über die Angebote soll den interessierten Fachleuten als Entscheidungshilfe für die Planung der Weiterbildung dienen. Folgende Projekte sind geplant (vgl. Tabelle 91):

Projekte	Bemerkungen
Energiekalender und Website www.energiewissen.ch laufend aktualisieren und die Angebote kommunizieren	Koordination mit Schwerpunkt Kommunikation
Fachbeiträge (Publireportagen) in den Themenbereichen Erneuerbare Energien und Energieeffizienz in Fachzeitschriften	
Plattformen wie Swissbau kontinuierlich nutzen zur Kommunikation der Aus- und Weiterbildungsangebote	

Tabelle 91 Projekte Massnahme 9 (Information von Fachleuten über das Aus- und Weiterbildungsangebot)

12.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Der Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung erhält im neuen Programm EnergieSchweiz mehr Gewicht als im Vorgängerprogramm. Neue Normen, Labels, Methoden und Instrumenten können nur dann erfolgreich eingeführt werden, wenn die Fachwelt bei ihrer Anwendung über das nötige Wissen und Können verfügt. Deshalb ist die kontinuierliche Aus- und Weiterbildung der Fachleute eine umfassende Aufgabe über alle Themenfelder hinweg. Zur Finanzierung der notwendigen Massnahmen in der Aus- und Weiterbildung bedarf es mittelfristig 4 Mio. CHF. Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), und an der Gewichtung der Schwerpunkte wie geplant festgehalten wird, stehen für den Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung nur 2.6 Mio. CHF jährlich zur Verfügung. Dies bedingt, dass das geplante Mehrjahresprogramm „energiewissen.ch“ stark redimensioniert werden müsste:

- Projekte müssten stärker gestaffelt werden. Dadurch wird der Transfer von aktuellem Wissen in die Praxis verzögert.
- Die angestrebte flächendeckende Umsetzung von erfolgreichen Projekten in alle Sprachregionen der Schweiz kann nicht sichergestellt werden.
- Auf den geplanten Auf- und Ausbau neuer Handlungsfelder, z.B. der Aufbau von Kursen für das Verkaufspersonal oder die Weiterführung von Kursen für Quereinsteiger, müsste verzichtet werden.

Weiterbildung von Architekten und Bauplanern

Der systematische Aufbau der Kursunterlagen für die Schulungsprogramme „Minergie Fachpartnerschaft“ wird um 2-3 Jahre verzögert.

Die Kurse für Architekten im Rahmen des Projekts „Initiative Energieeffizienz“ des SIA können nach Abschluss der Pilotphase ab 2011 nicht weiter unterstützt werden.

Weiterbildung Bauherren und Investoren

Bauseminare für Entscheidungsträger in der Immobilienbranche werden erst in drei bis vier Jahren und mit weniger Mitteln unterstützt werden können.

Weiterbildung Gebäude und Anlagenbetreiber

Der Aufbau neuer Kurse „Betriebsoptimierung für Betreiber von Prozessanlagen“ wird nicht realisiert.

Weiterbildung Industrie, Gewerbe und Dienstleistungen, Geräte

Die Entwicklung eines Weiterbildungsangebotes für Verkaufspersonal von elektrischen Geräten wird erst in drei bis vier Jahren realisiert werden können. Die schweizweite Durchführung der Kurse ist nicht sichergestellt.

Weiterbildung von Lehrkräften der Volksschule

Auf den geplanten Ausbau der Angebote für Volksschulen – Stichwort „Erlebnisorientierter Energieunterricht an Volksschulen“ – muss verzichtet werden.

Grundlagen der Berufsbildung

Die Entwicklung von Unterrichtseinheiten zum Thema „Energieeffizienz“ in der Berufsbildung wird in redimensioniertem Umfang und etappenweise – in Abhängigkeit der frei gewordenen Mittel – realisiert.

Die Strategieguppe hat am 17. September 2010 beschlossen, ab 2013 den Schwerpunkt Aus- und Weiterbildung mit rund 4 Mio. CHF auszustatten, unabhängig davon, ob für das Programm EnergieSchweiz mittelfristig die benötigten 40 Mio. oder nur die rund 26 Mio. CHF (Finanzplan) zur Verfügung stehen. Damit hat sich die Strategieguppe für eine vollumfängliche Umsetzung aller geplanten Massnahmen im Aus- und Weiterbildungsbereich ausgesprochen. Als Folge dieses Entscheids würde sich die oben aufgezeigte Verzichtplanung erübrigen.

13 Querschnittschwerpunkt Kommunikation

13.1 Ausgangslage

Politische Rahmenbedingungen

Die Information über Energieeffizienz und erneuerbare Energien ist gemäss Energiegesetz eine gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen. Der Bund konzentriert sich vor allem auf die überdachende Kommunikation. Informations- und Kommunikationsmassnahmen sind seit vielen Jahren ein zentraler Eckpfeiler der energiepolitischen Aktionsprogramme (Energie2000, EnergieSchweiz). Gemäss den Aktionsplänen „Energieeffizienz“ und „Erneuerbare Energien“ sollen die Informationsaktivitäten von EnergieSchweiz zum Investitions-, Kauf- und Benutzerverhalten verstärkt werden.

Potenziale und Hemmnisse

Gut informierte Akteure sind eine entscheidende Voraussetzung zur Ausschöpfung der Energieeffizienz-Potenziale und von Investitionen in erneuerbare Energien. Sensibilisierungs- und Informationsdefizite sind jedoch weit verbreitet. Sie betreffend alle Technologie- und Anwendungsbereiche, verschiedene Zielgruppen (Investoren/Käufer, Nutzer/Betreiber, Mittler) und unterschiedliche Informationsebenen („Problembewusstsein“, Lösungsmöglichkeiten inkl. Nutzen und Kosten, Markttransparenz). Die Information der Zielgruppen ist eine notwendige, aber oft nicht hinreichende Voraussetzung zur Förderung der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien. Informationsmassnahmen wirken vor allem dann, wenn sie mit anderen Massnahmen (z.B. Vorschriften, Förderprogramme, marktwirtschaftliche Instrumente) kombiniert werden.

Stärken und Schwächen / Chancen und Risiken

Die Stärken und Schwächen der bisherigen Kommunikation und die Chancen und Risiken zukünftiger Massnahmen werden wie folgt eingeschätzt (vgl. Tabelle 92):

Stärken:	Schwächen:
<ul style="list-style-type: none"> • EnergieSchweiz setzt konkrete Projekte um. Dies wirkt sich sehr positiv auf die Kommunikation aus, die damit klar auf die verschiedenen Zielgruppen ausgerichtet werden kann. • EnergieSchweiz ist in der Schweiz sehr gut verankert mit einem Netz von 17 Agenturen und rund 100 Partnern. Die Kommunikation verfügt somit über zahlreiche, unterschiedliche Vermittlungsstellen. • Der Bekanntheitsgrad (spontan und unterstützt) des Programms ist relativ hoch. Er stieg von 20% im Jahr 2001 auf über 55% im Jahr 2009 (gemäss Publikumsbefragung). 	<ul style="list-style-type: none"> • Die beschränkten Mittel für eine Dachkommunikation erschweren den „Markenauftritt“. • Das Programm wird vom engeren Zielpublikum (z.B. Investoren Bau) vor allem inhaltlich (und nicht als Marke) wahrgenommen. • Die Partner treten unter ihren eigenen Marken auf und kommunizieren das Programm oft ungenügend mit. • Die Programmlabels (Partner EnergieSchweiz) haben eine gewisse Bedeutung für die Einbindung der Partner, entfalten aber beim Publikum kaum Wirkung. • Die Koordination zwischen den Akteuren, die im Rahmen von EnergieSchweiz kommunizieren, ist nicht optimal.

<ul style="list-style-type: none"> • Der Name des Programms (Logo) und sein Image werden sehr positiv und als glaubwürdig wahrgenommen. Viele private Firmen sind an einer Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Kommunikation interessiert. 	<ul style="list-style-type: none"> • Eine eigentliche Hauptbotschaft von EnergieSchweiz ist nicht erkennbar. • Die Inhalte des Programms werden (wenn überhaupt) besser wahrgenommen, als die Marke EnergieSchweiz. • EnergieSchweiz hat kein „Gesicht“ (mangelnde „Personifizierung“) • Die Programmkommunikation setzt stark auf Verhaltensaufrufe. Die Darstellung des Nutzens des Programms hat zu wenig Gewicht. • Die Kommunikation von EnergieSchweiz bewegt sich in einem gut empfänglichen, aber sehr abgegrenzten Umfeld (beschränkte Reichweite)
<p>Chancen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Energiethema wird aufgrund der hohen Energiepreise und der unsicheren Energieversorgung gegenwärtig stark beachtet. Die Akteure sind bereit, in Energieeffizienz und in erneuerbare Energien zu investieren. Ein Teil der Politik und der Wirtschaft nutzt Energiethemen zur Imagebildung und zur Profilierung. • Die Neuausrichtung von EnergieSchweiz ermöglicht Strukturveränderungen. • Die Absicht, die Privatwirtschaft vermehrt im Rahmen von Kooperationen im Sinne von „Public Private Partnerships“ einzubeziehen, erfordert weit grössere Kommunikationsplattformen, was eine Vervielfachung der Kommunikationsmassnahmen und ihrer Wirkung ermöglicht. 	<p>Risiken</p> <ul style="list-style-type: none"> • Das Folgeprogramm muss gut organisiert und über ausreichende Ressourcen verfügen, damit es schnell und professionell tätig werden kann. Andernfalls ist mit Enttäuschungen seitens der Partner zu rechnen. • Das Folgeprogramm muss sich richtig positionieren, um zu vermeiden, dass die Kernaufgaben des Programms und besonders jene, die mit der Kommunikation verbunden sind, von anderen öffentliche Stellen oder Organisationen übernommen werden und damit Synergien verloren gehen.

Tabelle 92 Stärken und Schwächen (interne Sicht) sowie Chancen und Risiken (externe Sicht)

13.2 Ziele

Ziele

EnergieSchweiz will durch die Kommunikation einen möglichst grossen Beitrag zur Reduktion der vielfältigen Sensibilisierungs- und Informationsdefizite leisten. Die Kommunikation erfüllt folgende Aufgaben:

- EnergieSchweiz sensibilisiert, informiert, berät und motiviert Investoren und Käufer sowie Betreiber von energieverbrauchenden oder -erzeugenden Technologien und Anwendungen über Energieeffizienz und erneuerbare Energien.
- Durch den Einbezug von öffentlichen und privatwirtschaftlichen Partnern soll eine Multiplikatorwirkung erzeugt werden.

Bis 2020 sind folgende Kommunikationsziele massgebend:

1. Private und öffentliche Unternehmen, Verbände und Organisationen, Gemeinden und Kantone sowie eine breitere Bevölkerung kennen die Inhalte der schweizerischen Energiepolitik und die Botschaften von EnergieSchweiz und berücksichtigen diese bei ihren Kauf- und Investitionsentscheidungen sowie beim Nutzungs- und Betriebsverhalten.
2. EnergieSchweiz wird von einem breiteren Publikum als die Plattform wahrgenommen, die zu allen Themen der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien Auskunft gibt und berät.
3. EnergieSchweiz kommuniziert im Sinne einer Vorreiterrolle und als Impulsgeber zukunftsweisende Themen (z.B. Smart Metering, effiziente Fahrzeuge und Mobilität) und entsprechende Projekte. Dabei wird insbesondere das Systemdenken gefördert.
4. Die Programmkommunikation ist national ausgerichtet und eine Dienstleistung an die sektoralen und regionalen Aktivitäten der Programmpartnern.
5. Die Programmpartner sind in die Zielsetzungen und Inhalte von EnergieSchweiz integriert, kommunizieren diese und setzen sie in allen ihren Aktivitäten um.
6. Die vorhandenen finanziellen und personellen Ressourcen der Programmkommunikation werden effizient und koordiniert eingesetzt, einschliesslich der Massnahmen der Programmpartner und weiterer Akteure im Umfeld des Programms.

13.3 Strategie

Zielgruppen

Drei Ebenen der Kommunikation lassen sich unterscheiden (vgl. Figur 3):

- Ebene 1: Interne Akteure (BFE/UVEK, weitere Bundesämter, Strategiegruppe)
- Ebene 2: Beauftragte (z.B. Architekten/Planer, Installateure) und Beeinflusser der Kunden (u.a. Agenturen und Netzwerke von EnergieSchweiz, PolitikerInnen, Verbände, Kantone/Gemeinden, Forschungs- und Ausbildungsinstitutionen)
- Ebene 3: Investoren, Käufer, Nutzer und Betreiber (Kunden). Dabei stehen Investoren und Käufer von Mobilitätsmitteln und von stromverbrauchenden Geräten, Anlagen und Motoren im Vordergrund.



Figur 3 Zielgruppen

Basis- und Themenkommunikation

EnergieSchweiz unterscheidet zwischen der Basis- und der Themenkommunikation:

- Basiskommunikation: Aufbau und Kommunikation einer zentralen und umfassenden Informations- und Beratungsplattform zu den Themen Energieeffizienz und erneuerbare Energien als zentrale Anlaufstelle für die breite Bevölkerung.
- Bei der Themenkommunikation werden entsprechend der Neuausrichtung des Programms unterschiedliche Prioritäten gesetzt:
 - Erste Priorität: 1) Energieeffiziente und emissionsarme Mobilität, 2) Energieeffiziente Geräte/Motoren, 3) Energieeffizienz und erneuerbare Energien auf kommunaler Ebene, 4) Aus- und Weiterbildung
 - Zweite Priorität: 1) Erneuerbare Energien, 2) Gebäudemodernisierung, 3) Rationelle Energie- und Abwärmenutzung in der Wirtschaft.

Zusammenarbeit mit Partnern

Die Kommunikationsmassnahmen von EnergieSchweiz dienen der zielkonformen und der inhaltlichen Verstärkung des Programms und der Aktivitäten der Programmpartner (integrierte Kommunikation). Sie sind ein Angebot, auf dem die Kommunikationsmassnahmen der Partner und weiterer Akteure aufbauen können. Die Basiskommunikation soll ermöglichen, trotz der Vielfalt von Themen, Aktionen und Botschaften einen einheitlichen und wieder erkennbaren Auftritt von EnergieSchweiz zu gewährleisten.

Die Kommunikation koordiniert sich mit anderen Akteuren (u.a. andere Bundesstellen, Kantone, Gemeinden, privatwirtschaftlichen Organisationen, NGO) und setzt möglichst partnerschaftliche Projekte um. Das Kommunikations-Netzwerk des Programms ist laufend zu erweitern, in erster

Linie durch den gezielten Aufbau von Partnerschaften und der Zusammenarbeit mit Anbietern energieverbrauchender oder –erzeugender Produkte und von Energieeffizienz-Dienstleistungen.

Kernbotschaften

EnergieSchweiz kommuniziert folgende Kernbotschaften (vgl. Tabelle 93):

Zielgruppen	Kernbotschaften
Programminterne Akteure und Beauftragte (Ebene 1) und Beeinflusser der Kunden (Ebene 2)	Energieeffizienz und erneuerbare Energien sind die Pfeiler einer sicheren und nachhaltigen Energieversorgung. EnergieSchweiz zeigt auf, dass beide Bereiche unabdingbar zusammen gehören.
Investoren, Käufer, Nutzer und Betreiber (Ebene 3)	Wer energieeffiziente Investitions- und Kaufentscheide fällt und die Gebäude, Geräte und Motoren effizient betreibt, erleidet keinen Komfortverlust – aber er verbraucht deutlich weniger Energie. Das ist gut für die Umwelt und das Portemonnaie und macht die Schweiz unabhängiger von Energieimporten.

Tabelle 93 Kernbotschaften von EnergieSchweiz

Kommunikationsstil

Der Kommunikationsauftritt von EnergieSchweiz gestaltet sich

- dynamisch,
- aktive Käufer- und Investorenschichten ansprechend,
- den Nutzen eines effizienten Umgangs mit Energie und den Wert der Ressource Energie aufzeigend,
- selbsterklärend – selbstbewusst,
- gestützt auf Beschlüsse der Politik und die Programmstrategie.
- in die Zukunft blickend, neue Ideen aufnehmend.
- wieder erkennbar bei allen Programmaktivitäten.

Das bestehende Brand Design soll beibehalten halten werden. Der Auftritt der Marke mit dem Symbol „e“ für den Wert Energie und dem Schriftzug „EnergieSchweiz“ ist nach wie vor zeitgemäss.

Das Brand Design soll jedoch wo möglich vereinfacht (z.B. Wegfall des Claims, Anwendung von Schriften, Folien-Layout) und wo nötig ergänzt (z.B. Farben) werden. Speziell ist der Anwendung der Marke im Zusammenhang mit Public Private Partnership Projekten festzulegen.

13.4 Massnahmen

Nachfolgend sind die im Schwerpunkt Kommunikation geplanten Massnahmen mit Angaben zu den notwendigen und den gemäss Finanzplan verfügbaren Mitteln aufgeführt (vgl. Box 8). Die verfügbaren Mittel für das gesamte Massnahmenpaket Kommunikation und die Verzichtspla-

nung (vgl. Tabellen 94, 95 und Kapitel 13.5) beruhen auf der ursprünglichen Gewichtung der Schwerpunkte. Auf die allfälligen Konsequenzen einer anderen Gewichtung (siehe Vorschlag der Strategieguppe vom 17.9.2010 in Tabelle 2) wird am Ende des Kapitels 13.5 eingegangen.

Die „Massnahmen“ bündeln einzelne Kommunikationsinstrumente, differenziert nach Art und Zielgruppe. Dabei gilt es zu beachten, dass die einzelnen Instrumente aus Ressourcengründen nicht alle gleichzeitig umgesetzt werden können und für die einzelnen Themenschwerpunkte ein unterschiedlicher Mix dieser Instrumente zum Einsatz kommt.

Massnahmen Schwerpunkt Kommunikation (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Gezielte Informationsangebote für das interessierte Publikum und spezifische Zielgruppen (Ebene 3)	2.0	3.0	3.7	2.5	4.0	5.5
2	Informationsangebote für interne Akteure, Partner und Beauftragte (Ebene 1 und 2).	0.3	0.3	0.3	0.5	0.5	0.5
Mittelbedarf Massnahmen Kommunikation					3.0	4.5	6.0
Budget gemäss Finanzplan Kommunikation					<u>2.3</u>	<u>3.3</u>	<u>4.0</u>
<i>Fehlende Mittel zur Realisierung aller notwendigen Projekte Kommunikation</i>					<i>0.7</i>	<i>1.2</i>	<i>2.0</i>

Box 8 Massnahmen Schwerpunkt Kommunikation

Massnahme 1: Gezielte Informationsangebote für das interessierte Publikum und spezifische Zielgruppen (Ebene 3)

Nachfolgende Informationsangebote (vgl. Tabelle 92) richten sich an das interessierte Publikum. Mit den Angeboten werden die interessierten Personen bzw. Organisationen aller Zielgruppen des Programms angesprochen. Schwerpunkte liegen vor allem bei Investoren/Käufer und Betreiber/Nutzer von Geräten und Anlagen, Mobilitätsmitteln, Gebäuden und erneuerbare Energien (Zielgruppen Ebene 3). Neben der Verbreitung der Botschaften von EnergieSchweiz dienen die Angebote dazu, dass EnergieSchweiz von einem breiteren Publikum als Plattform wahrgenommen wird, die zu allen Themen der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien Auskunft gibt und berät. Die Wirkungsziele werden projektspezifisch definiert. Spezifische Zielgruppen werden über geeignete Kommunikationskanäle und -instrumente angegangen. Die Erarbeitung der Angebote erfolgt in Zusammenarbeit mit den anderen Schwerpunkten des Programms. Die Wirkungsziele werden in der Umsetzung zielgruppenspezifisch definiert.

Tabelle 94 stellt die eingesetzten Kommunikationsinstrumente in Form von „Projekten“ dar.

Projekte	Bemerkungen
„Guichet unique“: Infoline und Energieberater	Das Beratungsangebot richtet sich vor allem auf die Investoren/Käufer sowie Nutzer/Betreiber Es werden konkrete und spezifische Informationen vermittelt
Internet	Breiteste und zentralste Plattform für das Programm. Auf interessiertes Publikum ausgerichtet (Nutzen, Verhalten, gute Beispiele)
Medienarbeit (Medienmitteilungen, Medienkonferenzen)	Breite Ausrichtung, sehr punktuelle Informationen, stark auf Aktualität und Newswert ausgerichtet Enge Koordination mit der BFE-Kommunikation
Publireportagen, die sich an ein gezieltes Fachpublikum innerhalb der Energieszene richten (Baufachblätter, technische Fachblätter, Hauseigentümer, etc.)	Sehr geeignet für punktuelle und gezielte Informationen an Fachleute und Interessierte. Soll das Programm als „Know-how“-Plattform profilieren
Extrablätter Hausbesitzer, Unternehmen und Gemeinden	Periodische und kompakte Information zentraler Zielgruppen
Messen: Publikumsmessen und Fachmessen	Zusammenarbeit mit anderen Akteuren (Verbände, etc.)
Energyday	Richtet sich vor allem an Investoren/Käufer sowie an Gemeinden, Medien und Verbände Zusammenarbeit mit Partnern
<p>Gezielte Aktionen sollen ausgewählte Themen bzw. Inhalte einem breiten Publikum kommunizieren:</p> <ul style="list-style-type: none"> • energieEtikette sowie ggf. Einführung der Umweltetikette für neue Personenwagen • Geräte-Kaufverhalten (energieEtikette und Energystar, Energyday) und zum Nutzerverhalten • Motivations- und Beispielaktion für Gemeinden und Städten sowie von Energieversorgern zur Durchführung von Kommunikationsmassnahmen • Motivationsaktion für technische Berufe, sowie für Lehrer der Volksschule • Rationelle Energie- und Abwärmennutzung in der Wirtschaft mit Schwerpunkt Stromeffizienz • Betriebsoptimierung 	Diese konzentrierten Aktionen sind zeitlich beschränkt und nutzen vor allem die Massenmedien (u.a. TV Spots, Plakate, Inserate, Faltblätter). Die Inhalte richten sich nach der Priorisierung der Themenschwerpunkte. Sie dienen u.a. der Sensibilisierung und Förderung des Systemdenkens. Sie werden möglichst zusammen mit Partnern und in enger Abstimmung und Zusammenarbeit mit den Schwerpunkten des Programms umgesetzt. Die Wirkungsziele werden themenspezifisch definiert.

- Erneuerbaren Energien, ausgerichtet auf Akteure und Investoren von Gebäude unabhängigen Produktionsanlagen und auf Käufer von Ökostrom

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 94 Projekte Massnahme 1 (Gezielte Informationsangebote für das interessierte Publikum und spezifische Zielgruppen)

Massnahme 2: Informationsangebote für interne Akteure, Partner und Beauftragte des Programms und Absatzmittler (Ebene 1 und 2)

Die Informationsangebote der Massnahme 2 sind programmintern ausgerichtet. Angesprochen werden die internen Akteure (BFE/UVEK, weitere Bundesämter, Strategiegruppe) sowie die Partner und die Beauftragten des Programms. Zudem sollen interessierte Fachleute sowie Beeinflusser der Kunden (u.a. Kantone/Gemeinden, PolitikerInnen, Verbände, Forschungs- und Ausbildungsinstitutionen) über gezielte Kanäle angesprochen werden. Ziel ist, dass sich die Programmpartner, die Beauftragten des Programms sowie die Beeinflusser der Inverstoren, Käufer, Nutzer und Betreiber mit den Zielsetzungen und Inhalten von EnergieSchweiz identifizieren, diese kommunizieren und in ihren Aktivitäten umsetzen. Mit den nachfolgenden Projekten (vgl. Tabelle 95) werden im Wesentlichen die bisherigen programminternen Kommunikationsmassnahmen weitergeführt.

Projekte	Bemerkungen
Newsletter EnergieSchweiz	Dient der programminternen Kommunikation (Informationsplattform). Richtet sich an den inneren Kreis der Programmakteure
Grundlagentexte: Dokumente zu diversen Schwerpunktthemen	Richten sich an das Fachpublikum und Interessierte Wird zur weiteren Nutzung zur Verfügung gestellt, insbes. auch auf Internet
Artikel in der Zeitschrift energieia	Richtet sich an energiepolitische Meinungs- und Entscheidungsträger Kann dem Programm im Rahmen der BFE-Kommunikation zusätzliches Profil geben
Tagungen und Energietage in der Deutschschweiz, der Westschweiz und im Tessin	Abdeckung verschiedener Zielgruppen Zusammenarbeit mit den Kantonen

Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 95 Projekte Massnahme 2 (Informationsangebot für interne Akteure, Partner und Beauftragte des Programms und Absatzmittler)

13.5 Auswirkungen nicht ausreichender finanzieller Mittel

Mit den Mitteln, die im Finanzplan für das Programm EnergieSchweiz bis 2013 vorgesehen sind, wird es nicht möglich sein, dem Schwerpunkt Kommunikation die umfassende, alle Programmaktivitäten überdachende Rolle zu geben, die das Konzept vorsieht. Um mit einem intelligenten Mix an Kommunikationsmassnahmen, die sich optimal ergänzen und sich in ihrer Wirkung verstärken, EnergieSchweiz als grösste Schweizer Kompetenz-Plattform für alle Energiefragen zu positionieren, braucht es mittelfristig zwingend mindestens 6 Millionen Franken jährlich. Steht dieses Geld nicht zur Verfügung, können die gesetzten Kommunikationsziele nicht erreicht werden.

Die wichtigste Zielgruppe der Kommunikationsaktivitäten von EnergieSchweiz ist die breite Bevölkerung. Um diese Zielgruppe zu erreichen und in Fragen der Energieeffizienz und erneuerbaren Energien zu sensibilisieren, braucht es ein kritisches Volumen an Kommunikationsmassnahmen. Niederschwellige oder punktuell durchgeführte Kommunikationsmassnahmen zeitigen bei dieser Zielgruppe kaum Wirkung.

Um Neuentwicklungen bekannt zu machen – gerade im Bereich der Labels, Energieetiketten und Technologien – und deren Markteinführung durch gute Kommunikation zu beschleunigen, braucht es Kommunikationsmassnahmen, die optimal auf die Anspruchsgruppen zugeschnitten sind. Dies ist kostenintensiv. Fehlen die nötigen finanziellen Mittel dazu, riskiert EnergieSchweiz, Gelder in Neuentwicklungen zu investieren, ohne dass sich diese in einer vertretbaren Zeit auf dem Markt etablieren.

Wenn für das Programm EnergieSchweiz anstatt der mittelfristig benötigten 40 Millionen pro Jahr nur die im Finanzplan reservierten rund 26 Millionen pro Jahr zur Verfügung stehen (davon 4 Mio. für Kommunikation), können im Rahmen des Querschnittschwerpunkts Kommunikation insbesondere folgende Projekte nicht oder nur in sehr beschränktem Umfang realisiert werden:

Publikums- und Fachmessen

Der jährliche Auftritt an den beiden nationalen Messen „Habitat et Jardin“ (Welschschweiz) und „Bauen und modernisieren“ (Deutschschweiz) müssten gänzlich gestrichen werden. Auch der Auftritt an der internationalen Fachmesse „Swissbau“ würde in Frage gestellt. Diese Messen sind die einzige Gelegenheit für EnergieSchweiz, einen direkten Kontakt zu wichtigen Zielgruppen herzustellen.

Publireportagen

Die Schaltung von Publireportagen in verschiedenen Fachzeitschriften würde auf ein Minimum reduziert. Publireportagen sind ein wichtiger Kommunikationsträger bei der Einführung von neuen Labels, Energieetiketten, Technologien und Verfahren beim Fachpublikum.

Extrablätter für Hausbesitzer, Unternehmen und Gemeinden

Die Extrablätter für Hauseigentümer, Unternehmen und Gemeinden könnten nicht mehr halbjährlich, sondern nur noch einmal im Jahr heraus gegeben werden. Will man an der halbjährlichen Ausgabe festhalten, müsste man bei der Auflage reduzieren oder sogar auf ein Extrablatt verzichten. Die Extrablätter haben sich bei allen drei Zielgruppen als hochbeachtete Medien etabliert und sollten, um ihren Stellenwert zu behalten, im bewährten Rhythmus heraus gegeben werden (hoher Erinnerungswert ist wichtig).

Energyday

EnergieSchweiz müsste seine Beteiligung am Energyday drastisch reduzieren und seine Rolle als Hauptpartner überdenken. Die Kooperationen, die EnergieSchweiz mit wichtigen Marktakteuren im Rahmen des nationalen Thementags eingeht, ist jedoch wegweisend für zukünftige Public Private Partnerships, die eine grosse Rolle im neuen Programm spielen werden.

Gezielte Aktionen

Themenkampagnen oder Einführungskampagnen von neuen Energieetiketten, deren Ziel eine dauerhaft hohe Präsenz in den Medien und im öffentlichen Raum während einer befristeten Zeit ist, würden auf wenige Aktionen reduziert werden müssen. Die knappen Mittel müssten sehr konzentriert eingesetzt werden, damit überhaupt eine Wirkung erzielt werden kann.

Informationsangebote für interne Akteure, Partner und Beauftragte

EnergieSchweiz ist darauf angewiesen, dass die Fach- und Publikumsmedien, die Programmpartner und die meinungsführenden Institutionen die Programmkommunikation unterstützen und verstärken. Die Bereitstellung von Kommunikationsinhalten zu den verschiedenen Themen ist eine Voraussetzung dazu. Darauf müsste ebenfalls aufgrund knapper Mittel verzichtet werden.

Spezielle Energietage in allen Sprachregionen der Schweiz oder Fachkonferenzen zu aktuellen Energiethemen könnten nur noch vereinzelt durchgeführt werden. Eine wichtige Erfa-Plattform für die Energie-Akteure der Schweiz würde verschwinden.

14 Programmleitung

14.1 Aufgaben

Neben der Steuerung des Programms gehört es zur Aufgabe der Programmleitung, den Bekanntheitsgrad des Programms in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft zu steigern und EnergieSchweiz im Bewusstsein der breiten Bevölkerung und der wichtigsten Marktakteure als die Schweizer Kompetenz-Plattform für Energieeffizienz und erneuerbare Energie zu positionieren.

Die Förderung des Erfahrungsaustausches und des Networkings der Partner und Energieakteure durch die Bereitstellung von entsprechenden Plattformen gehört ebenfalls zum Aufgabenkatalog der Programmleitung.

14.2 Massnahmen und Projekte

Massnahmen Programmleitung (Angaben in Mio. CHF)		Budget gemäss Finanzplan und Gewichtung nach Detailkonzept			Mittelbedarf zur Umsetzung aller Massnahmen		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
1	Controlling	0.5	0.4	0.3	0.5	0.5	0.5
2	Kommunikation und Erfa-Plattformen	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Mittelbedarf Massnahmen Programmleitung					1.0	1.0	1.0
Budget gemäss Finanzplan Programmleitung					1.0	0.9	0.8
Fehlende Mittel Programmleitung					0.0	0.1	0.2

Box 9 Massnahmen Programmleitung

Folgende Aktivitäten der Programmleitung können als Projekte, die Finanzmittel binden, definiert werden (vgl. Tabelle 96):

Projekte	Bemerkungen
Controlling	Beinhaltet das Programm-, Schwerpunkt- und Projektcontrolling und umfasst Instrumente wie Wirkungsanalyse, Evaluationen und Projektmanagement
Veranstaltungen, Konferenzen	Richten sich an das Fachpublikum und einzelne Segmente des Zielpublikums Notwendig ist eine gute Abstimmung mit den Partnern. Denkbar sind grössere inhaltliche Konferenzen zu einem Schwerpunkt, z.B. „Nationale Effizienzkonferenz“, „Kongress Gebäudesanierung“; „Intelligente Mobilität“ etc.

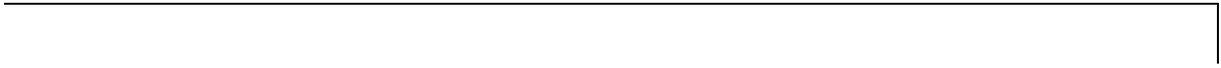
Jahresbericht EnergieSchweiz	Richtet sich an das interessierte Fachpublikum und Akteure des Programms. Dient als Rechenschaftsbericht und Profilierung der Plattform EnergieSchweiz. Inhalt: Wirkungsweise des Programms und Präsentation von Highlights, Schwerpunkten und Wirkungen.
Bilanz-/Strategiekonferenz	Jährliche Plenarversammlung mit allen Beauftragten und Partnern.

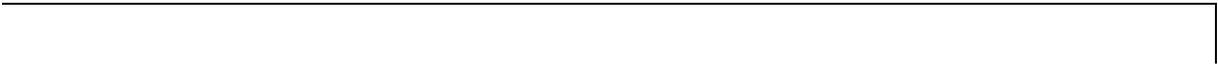
Nicht realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Nur teilweise oder in beschränktem Umfang realisierbare Projekte aufgrund fehlender Mittel

Tabelle 96 Projekte Programmleitung

Sofern für die Finanzierung des Gesamtprogramms nur die rund 26 Mio. CHF zur Verfügung stehen, die der Finanzplan des Bundesrates vorsieht (und nicht die notwendigen 40 Mio. CHF), reduziert die Programmleitung die Mittel für Wirkungsanalysen und Evaluationen.





EnergieSchweiz

Bundesamt für Energie BFE, Mühlestrasse 4, CH-3063 Ittigen · Postadresse: CH-3003 Bern
Tel. 031 322 56 11, Fax 031 323 25 00 · contact@bfe.admin.ch · www.energie-schweiz.ch